

BIBLIOTECA NAZ.

Vittorio Emanuele III

XV

B

12

NAPOLI





DE L'AUTORITÉ DU CLERGÉ,

ET DU POUVOIR

DU MAGISTRAT POLITIQUE;

*Sur l'exercice des fonctions du
Ministère Ecclésiastique.*

*Confitentes quia peregrini & hospites sunt
super terram. Hebr. XI, 13.*

Par M. **. Avocat au Parleмент.

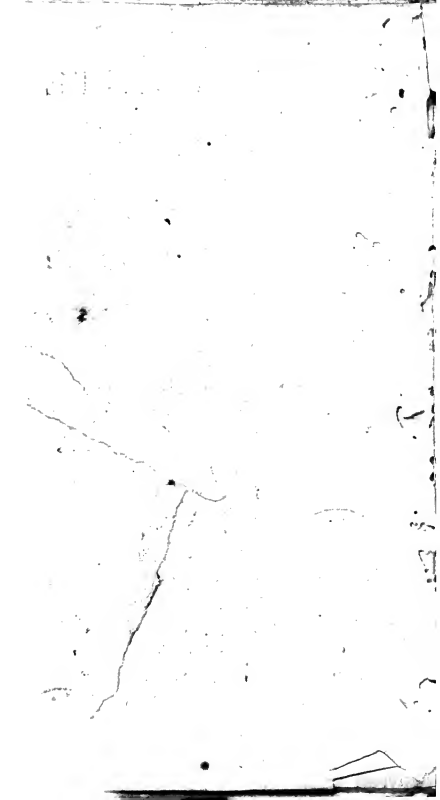
SECONDE PARTIE.



A AMSTERDAM,
Chez ARKSTÉE & MERKUS;

M. D. CC. LXVI.







DE L'AUTORITÉ
DU CLERGÉ,
OU

*DU POUVOIR DU MAGISTRAT
Politique , sur l'exercice des
fonctions du Ministère Ecclé-
siastique.*

CHAPITRE IX.

*Pouvoir du Magistrat Politique sur
l'administration des Sacremens.*



A participation aux Sa-
cremens appartient à tous
ceux qui sont dans la
communion de l'Eglise ;
les en priver publiquement , c'est
les excommunier , puisque c'est leur

Part II.

A

2 *De l'autorité du Clergé.*

retrancher la portion qui leur appartient dans la communauté des biens spirituels. Le Souverain a donc le droit, il est même obligé d'examiner ces refus, d'examiner s'ils sont réguliers & justes, & d'user des remèdes qu'il a en main pour arrêter les abus & les contraventions aux Canons à cet égard. Entrons dans le détail des Sacremens, & appliquons ces règles à chacun d'eux en particulier.

S E C T I O N I.

Du Sacrement de Baptême.

Avant que la Religion Chrétienne fût montée sur le trône, & lorsque c'étoit un crime d'Etat d'en faire profession, il n'étoit point d'usage de présenter les enfans au Baptême. Les circonstances exigeoient même que ce Sacrement, qui introduit dans la société chrétienne celui qui l'a reçu,

ne fût administré qu'à ceux dont on avoit bien éprouvé les dispositions.

Cette nécessité, quoique devenue moins pressante après que le Christianisme fut adopté pour être la Religion de l'Etat , n'en exista pas moins. Il est de l'intérêt de toute société de n'admettre dans son sein , que des associés qu'elle connoisse , & dont les dispositions lui paroissent propres à remplir ses vues.

Ainsi, quand un Adulte se présente aujourd'hui pour recevoir le Baptême, les Pasteurs ont droit de l'éprouver , de l'examiner , de l'admettre , ou de le refuser , suivant qu'ils l'en jugent digne.

Cependant, comme leur conduite doit toujours être subordonnée aux canons , qui sont sous la protection de la puissance temporelle , si les motifs de leurs refus n'étoient pas fondés sur les dispositions de ces

4. *De l'autorité du Clergé.*

mêmes canons ; s'il 'étoit prouvé qu'ils n'écoutassent que leur passion ou leur caprice , il est hors de doute que le Souverain , comme manuteneur des loix ecclésiastiques , feròit en droit d'en prendre connoissance , & de punir le Ministre réfractaire.

Quant aux enfans , que l'on présente au Baptême , il ne peut jamais y avoir de difficulté à leur égard ; elle ne pourroit tout-à-plus , avoir rapport qu'aux parrains & marraines , ou autres personnes* appellées à cette cérémonie. Comme le refus qui seroit fait de recevoir l'enfant de leurs mains ne pourroit être relatif qu'à l'état ou à la conduite de ces personnes , & que leur honneur , qui est un des principaux avantages civils , y est compromis , ces contestations ne peuvent être terminées que par les Juges de l'Etat.

SECTION II.

Du Sacrement de Confirmation.

Ce Sacrement n'étant pas d'une nécessité absolue pour le salut, les Ministres de l'Eglise sont les maîtres de l'administrer à ceux qu'ils en jugent dignes.

D'ailleurs les refus qui pourroient en être faits ne donnant aucune atteinte à l'honneur du citoyen, il n'y a pas de prétexte pour les déferer au Magistrat; à moins qu'il n'y eût scandale public.

SECTION III.

Du Sacrement de Pénitence.

Tout se passe, & doit se passer; à l'égard de ce Sacrement, dans le secret le plus impénétrable. Le Ministre qui refuse, ou qui accorde l'absolution, n'est comptable de ses jugemens qu'à Dieu: ainsi il ne peut

6 *De l'autorité du Clergé.*

y avoir de contestations à ce sujet ,
pourvu que le refus soit secret , &
sans scandale.

Mais si le Magistrat politique n'a
aucune inspection sur l'administra-
tion du Sacrement de pénitence en
elle-même , il en a , à certains égards ,
sur les Ministres qui le dispensent.

Fermons les yeux sur les tristes
monumens que l'histoire du gouver-
nement & de la jurisprudence nous
a transmis concernant cet objet.
Rayons de nos fastes les scandales
publics & particuliers sortis de l'abus
qu'ont fait certains Ministres du cré-
dit que donne sur les consciences
l'administration indispensable de ce
Sacrement. Gémissons sur le caractère
de la nature humaine qui , de ce qui
n'a été établi , par le Créateur , que
pour le bien spirituel des Fidèles ,
s'en fait des instrumens pour com-
mettre les plus grands crimes , &
ébranler la société civile jusques dans

ses fondemens. Ne nous en souvenons que pour en conclure que le Magistrat a le droit , & est dans l'obligation de réprimer ces horreurs , en punissant les Ministres qui en sont les auteurs : qu'il a le droit & le pouvoir de les prévenir , s'il en soupçonne quelqu'un coupable ou prêt à l'être , de conseils & de démarches préjudiciables à l'ordre de la société. Ne doit-il pas , par des défenses appuyées de son pouvoir coactif , empêcher ces Ministres d'exercer une fonction qu'ils profanent , qui , dans leur main , perd la qualité de remède nécessaire au salut , & devient un poison mortel quant à la vie spirituelle , & quant à la vie sociale ? Enfin il est nécessaire , sans doute , qu'il y ait des Confesseurs , qu'il y ait des Ministres pour la dispensation d'un Sacrement essentiel au salut. Mais il n'est pas nécessaire que cette fonction soit

8 *De l'autorité du Clergé.*

confiée à un tel Prêtre , plutôt qu'à un autre : le choix qu'il en faut faire doit être déterminé non-seulement par la capacité & les lumières de celui sur lequel il tombe ; mais par la prudence , & par une piété éclairée de l'esprit patriotique , si fort recommandé par l'écriture. C'est au Souverain à suppléer aux lumières ou aux intentions des Pasteurs qui ne savent ou ne veulent pas conformer leurs intentions à ces vues.

S E C T I O N I V.

Du Sacrement de l'Eucharistie.

La participation à ce Sacrement est , après le Baptême , la marque la plus caractéristique du Chrétien. C'est le signe extérieur de la société des Fidèles ; ils sont tous admis à la même table , comme enfans de la même maison & du même père ; les mets qui y sont servis sont en com-

De l'autorité du Clergé. 9

mun. Aussi l'appelle-t-on par excellence , la *Communion*. En exclure ceux qui s'y présentent , c'est les regarder comme des étrangers , que l'on ne veut pas admettre à la table du père de famille ; en un mot c'est les priver de la nourriture chrétienne , & de la *Communion* des Fidèles ; ce qui est une véritable excommunication. Ce refus est donc soumis aux règles établies par les canons reçus dans le royaume , & ; par conséquent subordonné à l'inspection & à l'animadversion des Magistrats.

Ne confondons pas les objets. Il ne s'agit ici que des refus publics , soit à la sainte table , soit au lit de la mort. Il n'est nullement question de ce qui se passe dans le secret de la confession. Quand le Ministre juge que son Pénitent doit s'approcher , ou s'abstenir de l'Eucharistie , ses jugemens ne peuvent être relevés qu'au tribunal de Dieu ; ils sont

purement spirituels , & ne s'étendent que sur ce qui est spirituel : il déclare simplement à son pénitent qu'il doit se regarder comme indigne d'approcher de la sainte table. Mais il n'a pas le droit de l'en chasser , s'il va s'y affeoir , nonobstant cette déclaration. C'est un médecin , qui interdit à son malade l'usage pernicieux d'un certain mêt , & dont le pouvoir ne va pas au-delà du conseil. Développons ces idées.

Saint Paul nous annonce que celui qui mange indignement le pain du Seigneur , & boit la coupe indignement , se rend coupable de la profanation du corps & du sang du Seigneur. Mais il veut que chacun s'éprouve soi-même , que l'on soit son propre juge ; & qu'après cet examen , on s'approche de la table. L'on doit être d'autant plus attentif au jugement que l'on porte sur soi-même , que celui qui boit &

mange indignement , ne portant pas le jugement qu'il doit porter du corps du Seigneur , boit & mange sa propre condamnation (1). D'après un texte aussi clair , & aussi précis , il est évident que l'état intérieur de la conscience de celui qui se présente n'est pas ce qui doit déterminer le refus public de la communion.

Jésus-Christ a fait un précepte pour tous les fidèles de se nourrir de l'Eucharistie , sous peine d'être privé de la vie spirituelle (2). Ainsi

(1) *Quicumque manducaverit panem hunc , vel biberit Calicem Domini indignè , reus erit corporis & sanguinis Domini. Probet autem se ipsum homo ; & sic de pane illo edat , & de Calice bibat. Qui enim manducat & bibit indignè , judicium sibi manducat & bibit , non dijudicans corpus Domini. I. ad Cor. XI , 27. & seq.*

(2) *Nisi manducaveritis carnem filii hominis , & biberitis ejus sanguinem , non habebitis vitam in vobis. Joan. VI , 54.*

12 *De l'autorité du Clergé.*

tout fidèle a droit à la sainte table ; puisqu'il lui est ordonné de s'y asseoir ; il suffit qu'il ait été baptisé pour ne pouvoir en être exclus sans une raison juridiquement connue (3). Celui qui abuse de ce droit court volontairement à sa perdition ; c'est un malade qui, contre l'avis de son médecin, mange à une table où l'on ne sert que des mets funestes à sa santé.

Joignons à ces raisonnemens des textes précis, qui prouvent que l'état intérieur du chrétien, qui vit dans le sein de l'Eglise, ne doit point déterminer le ministre à l'écarter de la table des fidèles.

Jésus-Christ & les Apôtres connoissoient le crime de Judas ; cependant il fut admis par le Sauveur lui-même, à la participation de l'Euc-

(3) *Nisi ex aliquâ manifestâ causâ.* Thom. q. 80. art. 6.

charistie : conduite qui nous enseigne que la communion ne doit être refusée qu'à ceux qu'un jugement spécial & notoire en a exclus.

Certains Théologiens ont voulu équivoquer sur cette partie de l'histoire évangélique, & dire que Judas ne fut admis à la communion, que parce que son péché n'étoit pas notoire & public.

Mais, 1°. il en résulteroit toujours que la notion particulière que le ministre peut avoir de la disposition intérieure de celui qui se présente, ne doit nullement influencer sur sa conduite. On ne dira pas que Jésus-Christ ignoroit que Judas le trahissoit ; ce seroit lui refuser un des attributs essentiels à sa divinité ; sçavoir la connoissance de nos dispositions intérieures : cependant il l'administra.

2°. Son crime étoit notoire à tout le collège apostolique. S. Mat.

» thieu nous apprend » que Jésus-
 » Christ étant à table , le jour de la
 » cène avec ses Apôtres , dit : je
 » vous dis en vérité que l'un de
 » vous me trahira. Ils en furent fort
 » affligés, & chacun d'eux commen-
 » ça à lui dire : seroit-ce moi , Sei-
 » gneur ? Il leur répondit : celui qui
 » met avec moi la main dans le plat
 » me trahira. Malheur à celui
 » qui trahit le fils de l'homme ; il
 » vaudroit mieux pour lui qu'il ne
 » fût jamais né. Judas , celui qui le
 » trahissoit , prenant la parole , lui
 » dit : est-ce moi , mon maître ? Il
 » lui répondit : vous l'avez dit « .
 Voilà une déclaration bien claire &
 bien précise ; le traître est hautement
 nommé en présence des onze au-
 tres Apôtres qui étoient à table. Et
 l'historien sacré continue ainsi son ré-
 cit sans interruption : » pendant qu'ils
 » soupoient , Jésus prit du pain , &
 » l'ayant benî , il le rompit , & le

» donna à ses Disciples, en disant :
» prenez & mangez ; ceci est mon
» corps. Et prenant la coupe, il ren-
» dit grace, & il la leur présenta,
» en disant : buvez-en tous : car ceci
» est mon sang, &c. (4) «. Le crime
de Judas étoit donc notoire ; mais il

(4) *Edentibus illis dixit : Amen dico vo-
bis, quia unus vestrum me traditurus est. Et
contristati valdè, cœperunt singuli dicere :
Numquid ego sum, Domine ? At ipse res-
pondens, ait : Qui intingit mecum manum
in paropside, hic me tradet. . . . Væ autem
homini illi per quem filius hominis tradetur :
bonum erat ei, si natus non fuisset homo ille.
Respondens autem Judas, qui tradidit eum,
dixit : Numquid ego sum, Rabbi ? Ait illi :
tu dixisti. Cœnantibus autem eis, accepit
Jesus panem, & benedixit, ac fregit, dedit-
que discipulis suis, & ait : accipite & come-
dite ; hoc est Corpus meum. Et accipiens Cali-
cem, gratias egit, & dedit illis, dicens :
Bibite ex hoc omnes ; hic est enim sanguis
meus, &c. Matth. XXVI, 21, & seq.*

• 16 *De l'autorité du Clergé.*

fut communié, parce qu'il n'avoit été ni accusé, ni convaincu. » Le » Seigneur, dit Yves de Chartres, » connoissoit si bien Judas pour un » fripon, & par conséquent comme » excommunié, qu'il le nommoit » démon. Cependant, comme il n'a- » voit pas été accusé, il ne le rejetta » que quand la trahison fut mani- » feste (5) «.

S. Augustin enseigne que l'exemple de ceux que l'on voit s'approcher du saint Sacrement de l'autel, quoique connus pour pécheurs, ne doit pas faire envisager la pratique de la pénitence comme inutile. » Plusieurs, dit-il, se convertissent comme Saint Pierre, plusieurs sont to-

(5) *Dominus furem Judam sciebat, & ita excommunicatum, ut etiam diabolum nominaret; tamen, quia non fuit accusatus, donec ipsum prodendo manifestavit, minime eum abjecit.* Yvo Carnot. Ep, 186.

» lérés comme Judas; & plusieurs ne
» sont pas connus ». Il établit en-
suite qu'on ne peut séparer personne
de la communion, s'il n'a confessé
son crime, ou s'il n'en a été con-
vaincu dans quelque tribunal Ecclé-
siastique, ou séculier. » Car, dit-il »
» qui osera prendre sur soi d'être
» accusateur & juge en même tems ? »

Ce saint docteur appuie ces pré-
ceptes de la conduite que Saint Paul
prescrit aux Corinthiens, à l'égard
de celui d'entre eux qui vivoit pu-
bliquement dans le crime avec la
propre femme de son père. L'Apô-
tre veut que l'on excommunie ce
malheureux, & qu'on le livre à Sa-
tan; mais il ordonne que ce juge-
ment soit prononcé par toute l'Eglise
de Corinthe assemblée.

On ne doit donc pas, continue
Saint Augustin, séparer de la com-
munion les méchans, sans y faire
attention; & d'une manière arbi-

18 *De l'autorité du Clergé.*

traire ; mais par un jugement spécial : & s'il n'y a pas de preuves suffisantes pour asseoir un jugement, on doit les tolérer ; de peur de plonger dans le désespoir ceux qui verroient qu'on les fuirait, si chacun étoit autorisé à ne pas communier avec ceux que son caprice lui présenteroit comme méchans (6).

(6) *Nemo arbitretur, fratres, propterea se consilium salutiferæ hujus pœnitentiæ debere contemnere, quia multos fortè advertit & novit ad Sacramenta altaris accedere, quorum talia crimina non ignorat. Multi enim corriguntur, ut Petrus ; multi tolerantur, ut Judas ; multi nesciuntur, donec veniat Dominus, qui illuminet abscondita tenebrarum, & manifestet cogitationes cordis. Nam plerique propterea nolunt alios accusare, dum se per illos cupiunt excusare. Plerique autem boni Christiani propterea tacent, & sufferunt aliorum peccata quæ noverunt, quia documentis sæpè deseruntur, & ea quæ ipsi sciunt judicibus ecclesiasticis probare non pos-*

On voit , par les œuvres de S. Cyprien , que , dans le troisième siècle , il y avoit des Evêques qui n'étoient pas assurés si l'on devoit refuser la communion aux gens de théâtre. Il fut consulté par un Evêque nommé Eucratiûs , au sujet d'un ba-

sunt. Quamvis enim veri sint quidam , non tamen judici facile credenda sunt , nisi certis indiciis demonstrantur. Nos verb à communionē prohibere quemquam non possumus (quamvis hæc prohibitio non sit mortalis , sed medicinalis) nisi aut spontē confessum , aut in aliquo sive sæculari , sive ecclesiastico judicio nominatum atque convictum. Quis enim sibi utrumque audeat assumere , ut cuiquam ipse sit & accusator & iudex ?... Quibus verbis (de incestuoso) satis ostendit (Apostolus) non temerè , aut quomodo libet , sed per iudicium auferendos esse malos ab Ecclesiæ communionē ; ut si per iudicium auferri non possunt , tolerantur potiùs ; ne perversè malos quisque vitando , ab Ecclesiâ ipse discedens , eos quos fugere videtur , vinciat atque gehennam. Aug. Homil. 50. de pœnit.

- ladin qui intruïsoit publiquement de jeunes gens dans son art, pour sçavoir si ce professeur devoit demeurer dans la communion de l'Eglise.
 » Je crois, lui répond Saint Cyprien,
 » qu'il ne convient ni à la majesté
 » de Dieu, ni à la discipline de l'E-
 » vangile, de fouiller la pureté de
 » l'Eglise par une telle infamie (7)«. La manière dont Saint Cyprien s'énonce prouve clairement que l'E-

(7) *Pro dilectione tuâ, & verecundiâ mutâ, consulendum me existimasti, frater charissime, quid mihi videatur de histrione quodam, qui apud vos constitutus, in ejusdem adhuc artis suæ dedecore perseverat, & Magister & Doctor, non erudiendorum, sed perdendorum puerorum, id quod malè didicit, ceteris quoque insinuat; an talis debeat communicare nobiscum? Quod ego puto nec Majestati divinæ, nec Evangelicæ disciplinæ congruere, ut pudor & honor Ecclesiæ tam turpi & infami contagione sædetur.*
 Dist. 2. de Consecrat. can. 95.

glise n'avoit encore fait aucun règlement par rapport aux personnes de cette profession. Mais le Concile d'Arles, tenu en 314, ordonna de refuser la communion aux chrétiens qui conduiroient des chariots dans le circ, & aux gens de théâtre, tant qu'ils persisteroient dans ces professions.

Ces canons, qui furent étendus, dans la suite, à tous les baladins, farceurs, danseurs de corde, &c. ont été admis, même dans la pratique, par la puissance séculière, sans qu'il soit besoin de faire le procès à chaque comédien en particulier, & sur la simple notoriété de fait, parce qu'elle est double, par rapport à eux. Il est notoire que leur profession est réprouvée par l'Eglise; il est également notoire qu'ils l'exercent à la face du public entier. Un homme, qui monte tous les jours sur le théâtre, est connu

publiquement pour comédien ; personne ne l'ignore : c'est la notoriété d'évidence dont je vais bientôt parler. Il n'y a donc aucun inconvénient de lui refuser publiquement la communion.

Il n'en est pas ainsi des autres professions , ou des habitudes réprouvées par l'Eglise. Les usuriers sont excommuniés en général ; mais il n'est permis d'appliquer cette excommunication à aucun en particulier , si son procès ne lui a été fait , & s'il n'a été convaincu d'être dans l'habitude de ce crime. Des soupçons , un bruit public ne suffisent pas pour noter publiquement un chrétien , un citoyen ; il faut une démonstration morale , & par conséquent juridique. C'est-là le cas d'appliquer la règle de Saint Augustin , qui dit qu'il y a bien des gens que l'on regarde comme pécheurs publics , mais qu'on ne peut exclure

De l'autorité du Clergé. 23
de la sainte table, s'ils n'ont été
convaincus en jugement, ou s'ils
n'ont avoué leur péché.

Que l'on parcoure tous les Canons, tous les ouvrages des anciens Papes & Evêques, on y trouvera la même doctrine annoncée, & la même pratique ordonnée. Bornons-nous au témoignage d'Yves de Chartres, qui vivoit à la fin du onzième siècle. Cet Evêque veut qu'on ne refuse la communion qu'à ceux qui ont été convaincus en jugement de quelque péché grave & scandaleux, ou qui en ont *judiciairement* fait l'aveu; car un aveu extrajudiciaire n'est pas, selon lui, un motif de refus (8). Ce Prélat entend donc

(8) *De his qui criminalia peccata occultè profitentur, nihil melius respondere possum; quàm quod beatus Augustinus in quâdam Epistolâ scribit: nos à communione nullum suspendimus, NISI ACCUSATUM PUBLICÈ,*

que la confession requise par Saint Augustin doit être un aveu fait en justice.

Il applique ensuite cette règle à ceux mêmes qui se trouvent enveloppés dans une excommunication générale, mais dans laquelle aucun particulier n'est désigné, quand même il s'agiroit de celle qui anathématise les Prêtres mariés, ou concubinaires. La raison est que la communion ne doit se refuser qu'aux accusés convaincus ou par la procédure, ou par un aveu judiciaire; & il le prouve par la conduite de J. C. avec Judas (9).

ATQUE CONVICTUM, VEL SPONTE CONFESSUM SIMILITER PUBLICÈ. Yvo Carn. Ep. 86.

(9) *Eadem ipsa sunt de excommunicatis communi sententiâ, non tamen nominatis; sive in capitulo, sive in concilio facta sit illa excommunicatiô, sive sint simoniaci, sive presbyteri uxorati; idem consilium est quod*
Ces

Ces règles sont puisées tant dans les préceptes, que dans la conduite du Sauveur & des Apôtres, dans la tradition & dans la raison. L'exécution en a été maintenue jusqu'à nos jours ; & la plûpart des rituels du royaume y sont conformes.

Le Viatique demandé publiquement par les malades est soumis aux mêmes règles, pour les mêmes raisons. Le moribond, qui n'est pas excommunié juridiquement, ou qui n'est pas d'un état dont la profession publique fait naître la notoriété d'évidence, conserve tous les privilèges extérieurs attachés à la qualité de membre de l'Eglise & de la société civile. Il a donc droit de réclamer sa part dans la communauté

de aliis criminosis ; quia non sunt à communione suspendendi, NISI PUBLICÈ CONVICTI, VEL PUBLICÈ CONFESSI. Quia & Dominus Judam furem sciebat, &c. Ibid.

Part. II.

B

des biens spirituels , & dans la protection du gouvernement : & s'il y a quelque différence entre celui qui se présente à la sainte table , & celui qui est au lit de la mort , elle est , quant au droit d'exiger l'Eucharistie , toute à l'avantage du dernier.

En effet , les biens que Jesus-Christ a laissés à son Eglise , & dont il a voulu que les fidèles usassent en commun , n'ont d'autre destination , que de nous faire arriver à notre patrie céleste. Nous n'y pouvons être reçus , si nous ne sommes chargés d'une provision de ces biens , qui sont comme le passe-port , sans lequel il ne nous est pas permis de nous présenter à l'entrée de ce séjour. C'est donc au moment où nous touchons à la porte du passage , que ceux qui ont l'administration de ces trésors doivent faire moins de difficulté que jamais , pour nous les fournir.

Tel étoit le motif qui anima autrefois les Pères du premier Concile de Nicée, quand ils dressèrent les trois Canons dont il est nécessaire de rendre compte.

Environ quatre ans avant la tenue de ce Concile, Licinius excita une violente persécution contre l'Eglise. Il publia entr'autres deux loix, dont la première portoit que tout militaire qui ne sacrifieroit pas aux démons, seroit chassé de l'armée : la seconde bannissoit de la magistrature, & de tous autres emplois civils, ceux qui s'abstiendroient de ces sacrifices. •

Plusieurs chrétiens eurent le courage d'abandonner leurs charges & leurs emplois, pour ne pas se souiller de cette abomination. D'autres ne craignirent point de faire taire leur conscience devant l'ambition, apostasièrent sans y avoir été forcés, & sans avoir couru aucun risque,

Peu de tems après Licinius perdit l'empire avec la vie, & l'Eglise universelle s'assembla à Nicée. Entre les Canons qui y furent arrêtés, les onzième, douzième & treizième concernent les Apostats qui avoient demandé à rentrer dans la société des fidèles. Par le premier de ces trois canons ; » ceux qui ont » apostasié sans contrainte, sans » courir risque de perdre leurs » biens, sans péril, ou rien de semblable, comme il est arrivé sous la » tyrannie de Lycinius, le Concile » a trouvé bon d'user envers eux » d'indulgence, quoiqu'ils en soient » indignes. Ceux donc qui se repentiront sincèrement, seront trois » ans entre les *auditeurs* (10) ; ils

(10) On appelloit ainsi ceux qui n'avoient pas encore la faculté d'entrer dans l'Eglise ; mais qui se tenoient sous le portique, où on leur expliquoit les saintes Ecritures.

» feront sept autres années *proster-*
» *nés* (11); & , pendant deux ans ,
» ils participeront aux prières , fans
» participer au sacrifice «.

Le douzième Canon porte que
ceux qui » ayant été appelés par
» la grace , & ayant quitté leurs
» emplois plutôt que de sacrifier
» aux démons , sont ensuite retour-
» nés à leur vomissement comme
» des chiens , jusqu'à donner de l'ar-
» gent pour rentrer dans leurs char-
» ges & dans leurs emplois ; ceux-
» là feront dix ans prosternés ,
» après avoir été trois ans audi-
» teurs «.

Enfin le treizième Canon veut
que » quant aux mourans , *on garde*

(11) Ceux-ci avoient l'entrée dans l'E-
glise ; mais ne pouvoient avancer au-delà
de la chaire du prédicateur , & fortoient ,
avec les Cathécumènes , après les instruc-
tions , & avant les prières & le sacrifice.

30 *De l'autorité du Clergé.*

» toujours la loi ancienne & canonique ; en sorte que , si quelqu'un
 » décède pendant ces épreuves , il
 » ne doit point être privé du dernier Viatique , qui est d'une si
 » grande nécessité. Que si quelqu'un
 » a reçu , dans ce cas , la communion , étant à l'extrémité , & revient en santé , il sera avec ceux
 » qui ne participent qu'à la prière (12) «.

(12) *De iis qui sine necessitate , vel sine facultatum suarum ablatione , vel sine ullo periculo , vel aliquo ejusmodi transgressi sunt , quod sub Lycinii tyrannide factum est , Synodo visum est , etsi humanitate indigni sunt , clementiâ tamen & benignitate in eos uti. Quicumque ergo germanè & verè pœnitentiâ ducuntur , tres annos inter auditores exigent , ut fideles ; & septem annis prosternentur ut supplices ; duobus autem annis , absque oblatione , erunt orationum cum populo participes. Concil. Nicæn. can. 11.*

Qui autem à gratiâ quædam evocati , &

On ne peut trop faire attention à la disposition de ce dernier canon. Le Concile de Nicée a été tenu en 325 ; & c'étoit dès lors une loi ancienne & canonique d'administrer le Viatique aux malades , dans le tems même que , par un jugement folemnel de l'Eglise, ils étoient dans les liens de la pénitence publique.

primum suum ardorem ostenderunt , & cingula deposuerunt , postea autem ut canes ad suum vomitum reversi sunt , ut nonnulli etiam pecuniam profunderent , & beneficiis militiam assequerentur ; hi decem annis prosternantur supplices , etiam post triennii auditionis tempus , &c. Can. 12.

De iis autem qui excedunt , ANTIQUA ET CANONICA LEX nunc quoque servabitur , ut si quis vitâ excedat , ultimo & maximè necessario Viatico ne privetur. Si autem deploratus & communionem affecutus , rursus iterum convaluerit , sit cum iis qui orationum sunt tantum communionis participes , &c. Can. 13.

Cette loi remontoit donc aux premières années du christianisme ; & sur quoi étoit-elle fondée ? Sur la nécessité indispensable du Viatique , au moment de la mort.

Telle étoit donc la discipline extérieure de l'Eglise , quand elle fut admise dans l'Empire. Ce règlement , qui existoit alors dans la tradition , & que le Concile de Nicée a adopté , & déposé dans ses archives , étoit au nombre de ceux que le gouvernement a cru devoir protéger.

Le gouvernement a fait plus ; il l'a adopté expressement , & en a fait une loi de police , qui se trouve rangée au nombre des capitulaires de Charlemagne. Il y est ordonné , en termes précis , d'administrer aux pénitens & aux malades , quand ils sont à l'article de la mort , l'Extreme-Onction , la Pénitence & l'Eucharistie. On sçait que ces capitu-

lares se formoient dans les assemblées des principaux de la nation ; que les Evêques, en vertu des terres & des titres temporels attachés à leurs places, y assistoient, & donnoient leur suffrage. Or, dans l'assemblée où fut dressé celui dont il s'agit ici, il y avoit un grand nombre d'Evêques & d'autres Prêtres ; & ce fut principalement sur leur avis, qu'il fut arrêté & rédigé (13). Ce fut donc l'ordre ecclésiastique lui-même qui souhaita que le règlement, dont l'existence nous est notifiée par le Concile d'Ephèse, devînt une loi de l'Etat ; & que le

(13) *Karolus, gratiâ Dei Rex..... & devotus sanctæ Ecclesiæ defensor.... hortatur omnium fidelium nostrorum, & maximè Episcoporum ; ac reliquorum sacerdotum consultu, &c. Lib. VII, cap. Baluf. cap. 1.*

De infirmis & penitentibus, ut morientes sine sacratî olei unctione & reconciliatione, & Viatico non deficiant. Ibid. cap. 10.

maintien de son exécution devînt par-là un devoir des Magistrats. Aussi a-t-il toujours été en vigueur dans l'Eglise ; on pourroit le prouver par les monumens qui nous restent sur cette matière de siècle en siècle, & par le dépouillement de la plus grande partie des rituels qui existent actuellement dans le royaume.

Difons-le encore une fois ; la communion, soit à la sainte Table, soit au lit de la mort, appartient à tout chrétien qui n'est pas régulièrement banni du sein de l'Eglise. Ce n'est donc point la disposition intérieure du fidèle qui doit régler la conduite du Ministre ; c'est uniquement son état extérieur, & la façon dont l'administration a été demandée. On parlera, dans un moment, des règles qui doivent être suivies à cet égard.

Pour se convaincre, de plus en plus, que le refus du Viatique ne

peut pas être arbitraire , & que le Ministre , qui ne prendroit pour règle de sa conduite que la connoissance qu'il auroit de l'état intérieur du malade , pécheroit contre toutes les règles ; cherchons encore l'esprit de l'Eglise dans son ancienne discipline : nous y verrons qu'elle a toujours eu fort à cœur que les malades fussent administrés. Pendant les trois ou quatre premiers siècles du christianisme , les fidèles qui participoient aux saints mystères, avoient droit, & étoient dans l'usage d'emporter l'Eucharistie dans leurs maisons, afin de se l'administrer , quand ils le jugeoient à propos , & sur-tout à l'article de la mort. Les Pasteurs avoient même grand soin de l'envoyer par des Diacres , ou par d'autres personnes , & ceux qui étoient absens , ou qui n'avoient pû se trouver au sacrifice. Personne n'ignore ce point de discipline, qui d'ailleurs est consigné dans

l'apologie dressée par saint Justin, Martyr, pour l'instruction des Princes païens (14).

(14) *Omnes qui in oppidis vel agris morantur, conveniunt in eundem locum. Commentaria Apostolorum, aut scripta Prophetarum, quantum per tempus licet, leguntur. Lectore quiescente, præsidens orationem, quâ populum instruit, & ad eorum quæ pulchra sunt imitationem adhortatur, habet. Tum simul consurgimus omnes, & preces fundimus; &, sicut jam diximus, finitis precationibus nostris, panis offertur, & vinum, & aqua. Consimiliter præpositus ipse, quantum potest, vota & gratiarum actiones effundit; & populus faustè acclamat, dicens amen. Et distributio communicatione fit eorum super quibus gratiæ sunt actæ, cuique præsentibus: absentibus autem per Diaconum mittitur. Just. Mart. Apol. 2.*

On a rapporté tout ce passage, pour donner un exemple du détail scrupuleux avec lequel la primitive Eglise croyoit devoir rendre compte de ce qui se passoit dans des assemblées composées de Chrê-

Cet usage se maintint jusqu'au second siècle, & il paroît qu'il se conserva long-tems après. Le Concile *in Trullo*, tenu en 553, n'y apporta d'autre changement, que de défendre aux laïcs de s'administrer eux-mêmes l'Eucharistie, en présence d'un Evêque, d'un Prêtre, ou d'un Diacre (15). Ils pouvoient donc, d'après ce Concile, s'administrer eux-mêmes, quand ils croyoient le devoir faire, & quand cette fonction ne leur étoit pas interdite par la présence de quelque Ministre. Ils avoient donc l'Eucharistie à leur disposition.

Enfin le père Thomassin rappor-

tiens, il est vrai, mais en même tems sujets de l'Empire.

(15) *Nemo eorum qui sunt in ordine laicorum divina sibi mysteria impertiat, presente Episcopo, vel Presbytero, vel Diacono, Concil. in Trullo, can. 58.*

38 *De l'autorité du Clergé.*

te, dans son ouvrage, sur la discipline de l'Eglise, un passage d'Amalasius, qui dit, que les Canons imposent, à tous ceux qui entrent dans l'Eglise, la nécessité de communier, ou de dire la raison pour laquelle ils s'en abstiennent ; si elle paroît fondée, il faut leur pardonner ; autrement, il faut les excommunier (16).

Il seroit trop long, & même inutile de suivre les variations qui ont imperceptiblement amené la discipline au point où nous la voyons aujourd'hui. Mais il est certain que le corps de Jesus-Christ ne se confie plus à la disposition des Laïcs ; qu'il est de règle de ne le plus mettre en

(16) *Præcipitur in canonibus ut omnes ingredientiæ Ecclesiæ communicent : quod si non communicaverint, dicant causam quare non communicent : & si rationabilis extiterit, indulgeatur illis : sin autem excommunicentur.*
 Thomassin, discipl. Eccl. part. 1, liv. 2, chap. 83, n. 7.

dépôt ailleurs que dans les Eglises ; & que les Prêtres seuls ont le pouvoir de l'y prendre pour l'administrer , soit à la sainte Table , soit en Viatique dans les maisons.

Mais si l'Eglise , pour prévenir les profanations des hérétiques , ou des fidèles trop peu soigneux , a cru devoir retirer sa confiance aux laïcs , pour la réserver aux seuls Ecclésiastiques , elle n'a pas changé d'esprit ; cet esprit , qui est celui de Dieu même , est invariable ; elle ne peut altérer les préceptes dogmatiques qu'elle a reçus de Jésus-Christ , soit par lui-même , soit par l'organe de ses Apôtres. Il est donc d'une vérité immuable que tout chrétien , qui n'est pas régulièrement excommunié , a droit d'exiger une administration , dont la nécessité lui a été imposée par le souverain Législateur , sous peine de la mort spirituelle : & l'Eglise elle-même avoit regardé

l'exécution de ce précepte comme tellement indispensable, qu'elle mettoit originairement tout le monde à portée de l'exécuter quand il le jugeroit à propos ; & avoit voulu à cet effet que tous ses membres eussent le pain de vie à leur disposition, pour s'en nourrir à leur gré, sans autre juge de leur état intérieur, qu'eux-mêmes.

Les tems sont changés ; & les circonstances ont obligé de ne plus confier aux laïcs la garde & l'administration arbitraire de l'Eucharistie. Mais ces circonstances n'ont pû altérer le précepte. Il est, & il sera toujours vrai que tout fidèle est obligé de se nourrir du corps de Jesus-Christ, & qu'il est le juge unique de son état. Quand il prend cette nourriture, c'est à lui seul à voir si elle est pour lui un poison ; ou si elle lui fera salutaire : il mourra, s'il ne la prend pas ; il mourra, s'il

la prend mal-à-propos. *Non habebit vitam in se, probet se ipsum homo.*

Ainsi, strictement parlant, la discipline actuelle, en prenant la place de celle de la primitive Eglise, n'a fait que substituer la main du Prêtre à celle du simple fidèle. Le Prêtre, suivant l'esprit de l'Evangile & de l'Eglise, doit donc administrer le fidèle toutes les fois que celui-ci l'en requiert; parce que si ce fidèle étoit encore dans les tems où il avoit l'Eucharistie à sa disposition, il s'administreroit au moment où il demande que le Prêtre l'administre.

C'est ici le lieu d'appliquer particulièrement le principe qui a été établi ailleurs, que les Ministres ne doivent faire que ce que feroit l'Eglise, si elle agissoit; mais qu'ils doivent également faire tout ce qu'elle feroit, si elle étoit elle-même exécutrice de ses volontés. Or il est certain qu'elle veut que tous ses en-

fans prennent à leur gré la nourriture que le divin Sauveur leur a laissée ; & qu'elle étoit tellement disposée à la leur fournir , quand ils la demanderoient , que pour être plus certaine que son intention feroit remplie , elle la dépofoit dans leurs maisons , afin qu'ils l'eussent toujours sous la main. Ses Ministres ne peuvent donc , fans manquer à leur ministère , agir autrement qu'elle n'agissoit , & doivent suppléer , par leur exactitude , aux provisions que des raisons de précaution & de décence n'ont pas permis de laisser davantage dans les maisons des particuliers ; ils ne doivent la refuser que dans les cas où l'Eglise la refusoit , c'est-à-dire , en cas d'excommunication régulièrement prononcée : alors on n'admettoit point à la table ceux qui en étoient frappés ; on ne leur donnoit aucune portion des mêts sacrés ,

pour emporter chez eux ; & on ne leur en envoyoit point.

La pratique d'aujourd'hui exige cependant ; il faut l'avouer , des précautions qui n'étoient pas nécessaires dans les premiers siècles. Quand les fideles jugeoient à propos de prendre la nourriture divine , comme ils se l'administroient eux-mêmes , tout le monde pouvoit ignorer le moment de leur communion ; ainsi ceux qui la prenoient après avoir commis un péché connu de plusieurs personnes , & sur lequel il y avoit une notoriété , n'occasionnoient aucun scandale. Il n'en est pas ainsi aujourd'hui , que l'administration se fait par une main étrangère , & qu'elle est publique ; il faut des règles différentes.

Écoutons encore M. l'Avocat Général Joly de Fleury , dans son discours lors de l'arrêt du 17 Juin 1755. Il nous y trace celles qui doivent

être suivies d'après la discipline actuelle.

» Cette maxime du royaume ,
» (qu'en France la notoriété de fait
» n'a pas de lieu), dit ce Magistrat
» à la suite du morceau qui a été
» transcrit plus haut , page 387 ,
» cette maxime du royaume , adop-
» tée par nos Jurisconsultes , ainsi
» que par les plus sçavans Canonis-
» tes , l'est encore par l'Auteur des
» mémoires du Clergé , qui s'appuye
» d'un grand nombre d'autorités *....
» Qu'on lise les ouvrages de ces Ju-
» risconsultes , de ces Canonistes ;
» que l'on remonte jusqu'à saint Au-
» gustin , cette lumière de l'Eglise ,
» dont le suffrage est également re-
» connu pour la doctrine , pour la
» morale , pour la discipline ; qu'on

* Mémoire du Clergé , tom. 7 , pag.
608. 609.

» life le discours 164 de ce Père de
» l'Eglise , *de verbis Apostoli* , & le
» 351 de la pénitence , n^o 10 ; Yves
» de Chartres ; ep. 186 ; on y trou-
» vera par-tout , qu'on ne peut écar-
» ter de la table de Jésus-Christ que
» ceux qui sont convaincus par un
» jugement public , ou qui ont fait
» l'aveu public de leur indignité.

» C'est ainsi qu'on a toujours en-
» tendu , & qu'on a dû toujours
» entendre les différens rituels , qui
» parlent de la notoriété , & des
» pécheurs publics : en trouvera-
» t-on qui appliquent leurs disposi-
» tions à la pure notoriété de fait ?
» Leurs expressions générales ne
» peuvent s'entendre que suivant le
» Concile de Constance , & les ma-
» ximes du royaume.

» S'il s'en trouvoit quelqu'un qui
» eût employé la seule notoriété de
» fait ; si des Pasteurs du second or-
» dre ont voulu , depuis quelques

» années , en faire une pareille ap-
» plication ; cet abus s'est trouvé
» presqu'aussi-tôt réprimé par nos
» plus respectables Prélats, que l'on
» voit avec la plus grande vénéra-
» tion à la tête du Clergé de Fran-
» ce. Connoissant l'abus, ou vou-
» lant le prévenir, ne pouvant pas
» d'ailleurs toujours être à portée
» d'enseigner par eux-mêmes, sui-
» vant les circonstances, les règles
» qu'on doit suivre, il les ont fait ré-
» diger pour être sans cesse sous les
» yeux des Pasteurs : & après avoir
» marqué les différens pécheurs pu-
» blics & scandaleux, auxquels ils
» ordonnent de refuser la commu-
» nion, quand même ils la deman-
» deroient publiquement ; ils ont at-
» tention d'ajouter que les pécheurs
» dont ils parlent sont ceux dont
» le crime *est notoire par jugement*,
» & que *c'est de cette notoriété de droit*
» *qu'il faut entendre tous les autres en-*

» droits de leurs rituels , où il est parlé
» de notoriété.

» A des notoriétés si puissantes , à
» des principes enseignés dans tous
» les monumens de la discipline ecclé-
» siastique , l'Auteur du libelle (17)
» n'oppose que des craintes , que des
» alarmes , que des raisonnemens
» frivoles appuyés sur des exem-
» ples qui ne peuvent avoir aucune
» application. Nous ne parlons ici
» que de la notoriété nécessaire pour
» autoriser le refus public de com-
» munion. Nous n'entrerons jamais
» dans ce qui se passe au tribunal se-
» cret de la pénitence Si le
» pasteur déclare au pénitent qu'il
» ne le trouve pas digne d'être ad-

(17) On se rappelle ici ce qui a été dit
page 384 , que ce passage est tiré d'un
requisitoire contre un libelle , intitulé :
*Réflexions sur la notoriété de droit & de
fait.*

» mis au bénéfice de l'absolution sa-
 » cramentale , ou de participer au
 » sacrement de l'Eucharistie ; c'est
 » un tribunal impénétrable aux yeux
 » des hommes , & qui n'a point de
 » rapport au refus public de la com-
 » munion (18).

(18) Il faut faire attention à la distinction que fait ici M. l'Avocat Général. Le Confesseur peut refuser l'absolution ; il peut refuser à son pénitent la permission de communier ; ou , pour parler plus exactement , l'avertir que son état actuel ne lui permet pas de prendre cette nourriture céleste ; qu'en la prenant , *il mangeroit sa propre condamnation* : mais ce ministère , qui s'exerce dans le plus grand secret , n'a rien de commun avec la faculté que donne au pénitent sa qualité de membre de l'Eglise , de se juger lui-même , & d'approcher de la table sacrée , pour y recevoir le pain de l'Eglise par le ministère même du Confesseur , des pieds duquel il vient de sortir , s'il se présente , ou s'il le demande publiquement.

» Mais

» Mais qu'un malade , (c'est une
» supposition de l'Auteur) commette
» actuellement, (au moment sans dou-
» te de l'administration publique)
» un péché grief devant son Curé & des
» témoins je demande, dit-il,
» si ce Curé pourroit administrer les sa-
» cremens , que le péché ne fût réparé,
» sous prétexte qu'il n'y a point de
» sentence ? L'Auteur suppose la ré-
» ponse à sa propre demande. Non,
» direz-vous , il ne pourroit pas ; le
» coupable est pris sur le fait ; le fla-
» grant délit équivaut à la sentence ;
» mais être pris sur le fait n'est après
» tout qu'une notoriété de fait.

» Si l'Auteur suppose une réponse
» également assurée & solide, ce
» n'est pas dans cette réponse que
» consiste l'erreur ; mais en ce qu'il
» prend pour une notoriété de fait,
» ce qui n'est ni une notoriété de
» fait, ni même une notoriété de
» droit.

» Que celui qui se présente , ma-
» nifeste aux yeux du public , & au
» moment même de l'administration ,
» son indignité , soit par des faits ,
» soit par des actions criminelles ou
» indécentes , soit par des discours
» scandaleux (19), ce n'est ni une

(19) M. l'Avocat Général suppose toujours ici que le fait dont le ministre acquiert l'évidence mérite le refus de la communion ; & que ce ministre n'est pas l'arbitre souverain de la peine. Il faut que ce qui se passe sous ses yeux soit de nature à opérer l'excommunication , que ce soit un de ces crimes que l'Eglise a mis au nombre de ceux dont la preuve juridique est une cause d'anathème , admise par les canons adoptés dans le Royaume. Si , par exemple , il s'agissoit d'un fait , d'où il résulât évidemment que le malade persiste de vivre dans un adultère d'habitude ; si ses discours annonçoient une impiété , une incrédulité persévérante , &c. Il est certain que le ministre , sur l'évidence de ces péchés , feroit son devoir en refusant l'Eucharistie au cou-

» notoriété de droit proprement di-
» te , ni une simple notoriété de
» fait : c'est une évidence de son in-
» dignité qui faifit le public, parce
» qu'elle frappe actuellement les

pable, fût-il au lit de la mort. Mais ce principe n'ôte pas au fidèle, qui éprouve le refus, le droit de se pourvoir, pour faire juger si le fait, qui a servi de motif à ce refus, pouvoit autoriser cet affront : parce qu'il est d'une vérité immuable que le ministre ne doit faire que ce que feroit l'Eglise, si elle dispenfoit elle-même les biens dont le dépôt lui a été confié, & dont la dispensation doit se faire suivant les règles établies par son divin Epoux & par Elle. Autrement nous retomberions dans un arbitraire qui équivaudroit, quant aux suites, à la notoriété de fait. Le ministre auroit l'évidence de fait : il décideroit que le fait, dont il auroit l'évidence, est digne de l'exclusion des Sacremens; & on verroit toujours renaître les inconvéniens que l'on travaille, depuis si long-tems, à corriger & à prévenir.

52 *De l'autorité du Clergé.*

» yeux : l'évidence du fait accompa-
» gne le fidèle ; elle est présente avec
» lui ; il porte , pour ainsi dire , la
» preuve & la publicité de son cri-
» me écrite sur son front. Au lieu
» que la notoriété de fait ne con-
» siste que dans la renommée , des
» oui dire , des bruits populaires ;
» en un mot , dans un genre de preu-
» ve toujours séparé de la personne
» du coupable , & qui ne peut jamais
» être présent aux yeux du Ministre.
» Ainsi l'évidence de fait est toute
» différente de la notoriété de fait :
» elle est même supérieure à la no-
» toriété de droit , laquelle , quoi-
» que fondée sur un jugement , ne
» sçaitroit avoir que le degré de cer-
» titude qui est attaché au jugement
» des hommes. Si elle suffit , & pour
» persuader le public , & pour faire
» subir des peines temporelles , &
» pour autoriser , par conséquent ,
» des refus publics , c'est parce que

» la loi n'a pas d'autres moyens hu-
» mains pour faire distinguer l'inno-
» cent du coupable. Mais celui qui
» commet un péché grief en présen-
» ce du public , & au moment de
» l'administration , fournit lui-même
» une preuve exempte de toute incer-
» titude , qui , plus forte que celles
» qu'on peut rassembler en obser-
» vant les formes de la loi , n'a pas
» besoin d'emprunter son secours.
» Le refus n'est plus une diffamation
» publique , ce n'est plus un scandale
» alors de refuser ; ce seroit un scan-
» dale aux yeux du public que d'ad-
» ministrer (20).

(20) Ce qu'on vient de lire , & ce qui
suit , donne clairement à entendre que M.
l'Avocat Général autorise le ministre , dans
le cas dont il s'agit , à appuyer son refus
sur la nature de la preuve seulement ; mais
non pas sur la qualité du péché , qu'il n'a
le droit d'apprécier que d'après les canons ,
que le contrat entre l'Eglise & le Souve-

» C'est en vain que l'on voudroit
 » donner à cette évidence le nom
 » de notoriété de fait, sous prétexte
 » que le fait étant évident, ne peut
 » être ignoré de tous ceux qui en
 » sont les témoins. Quelle différence
 » entre cette évidence, & ce qu'on
 » connoît dans l'usage commun,
 » sous le nom de notoriété de fait !
 » Cette dernière ne peut jamais por-
 » ter avec elle la conviction de la
 » vérité ; l'autre porte toujours né-
 » cessairement cette conviction.

» Quelle preuve plus solide peut-
 » on exiger alors de l'indignité ?
 » Quel motif plus puissant pour au-
 » toriser les refus ? Ne peut-on pas

rain, a mis sous la protection de celui-ci.
 Autrement un ministre fanatique trouveroit
 aisément le moyen de s'autoriser dans des
 actes de schisme, en tirant du malade des
 aveux qui seroient d'une notoriété évidente,
 & dont il autoriseroit un refus scandaleux
 & arbitraire.

» opposer à celui qui se présente ,
» & qui manifeste son indignité ,
» qu'il défavoue la demande qu'il
» fait des sacremens , en annonçant ,
» avouant même publiquement son
» crime , & se faisant une espèce
» de triomphe public d'un scandale
» qu'on ne peut imputer qu'à lui-
» même ?

» La notoriété de fait qu'on vou-
» droit établir contre tous les prin-
» cipes , ne peut s'appliquer , par sa
» nature même , qu'à des faits an-
» térieurs au tems de l'administra-
» tion ; & sur quel fondement pré-
» tendroit-on appuyer la foi que
» l'on voudroit accorder à une pa-
» reille notoriété ? Peut-on se diffi-
» muler la diversité des jugemens que
» l'on porte dans le monde sur les
» mêmes choses , quoiqu'elles soient
» offertes à l'esprit sous les mêmes
» couleurs , avec les mêmes circonf-
» tances , les mêmes genres de preu-

» ves ? Ne voit-on pas à quel point
» on est en danger de se tromper ;
» & à combien plus forte raison ne
» se tromperoit-on pas encore , si ,
» en matière de faits , on consen-
» toit à porter son jugement sur des
» bruits vagues & indéterminés , ou
» sur des vraisemblances , quand
» même elles se trouveroient réu-
» nies en grand nombre sur le mê-
» me sujet ? Il n'y a que la vue clai-
» re de la vérité prouvée légitime-
» ment , qui puisse nous assurer que
» nous ne nous trompons pas ; par-
» ce qu'au défaut de l'évidence ac-
» tuelle du fait , elle lui substitue
» une évidence de droit , qui est la
» seule regle qui puisse mettre les
» hommes à portée de juger solide-
» ment.

» C'est sur ces principes , qu'en-
» tre la notoriété de droit & celle
» de fait , on a toujours rejeté en
» France la simple notoriété de fait ,

» pour n'admettre que la seule no-
» toriété de droit, sans laquelle le
» refus public seroit une diffamation
» publique & un scandale, contre
» lesquels les juges royaux se sont
» élevés dans tous les tems ».

A l'autorité respectable du Minis-
tère public, autorité qui est le té-
moignage le plus certain, & le moins
équivoque des maximes & de la pra-
tique du royaume ; autorité d'ail-
leurs appuyée dans le passage que
l'on vient de lire, sur les lumières
de la raison ; à cette autorité, dis-
je, on peut joindre celle du Pape
Benoît XIV. Le suffrage d'un Pape
du dix-huitième siècle, sur la noto-
riété de fait, ne doit pas être suspect
aux défenseurs du système ultramon-
tain.

Les Prélats députés des bureaux
des décimes étant assemblés à Paris
en 1755, à l'occasion du renouvel-
lement de leur contrat, ne manquè-

rent pas, comme il n'arrive que trop souvent, de traiter des matières étrangères au but unique de leur assemblée : on y agita, avec une chaleur plus grande, disoit-on dans le tems, que la charité & même la décence pastorale ne le permet, la question, si le refus de recevoir la Bulle *Unigenitus* étoit un péché mortel, ou seulement un péché véniel en matière grave. On examina en outre, si la publicité de fait d'une opposition à ce decret étoit suffisante pour autoriser le Ministre à interroger le mourant sur sa doctrine à cet égard, afin de l'administrer, ou de le refuser en conséquence ; ou s'il ne falloit admettre de notoriété de fait que quand le mourant s'expliquoit de lui-même.

Ces importantes questions firent naître un partage ; & quoique la mission des Evêques, qui sont membres de cette assemblée, n'ait pas, en

cette partie, d'autre source que celle des députés du second ordre ; que les uns & les autres ne tiennent leurs pouvoirs que des bureaux des décimes ; les Evêques décidèrent cependant que ceux qui n'étoient pas leurs confrères dans l'Episcopat, ne prendroient point de part aux délibérations concernant la doctrine. Les délibérans se trouvèrent ainsi réduits au nombre de trente-deux, & ne purent s'accorder. Dix-sept adoptèrent un avis ; & les quinze autres s'étant attachés à un parti différent, on s'adressa au Pape Benoît XIV, pour avoir sa décision sur cette division. Ce Pontife écrivit au Clergé de France, une lettre encyclique, datée du 16 Octobre 1756.

L'infailibilité du Pape est, comme on sçait, un des points fondamentaux de la doctrine ultramontaine : il n'étoit donc pas possible que Benoît XIV lui-même parlât

d'une manière défavantageuse sur une décision émanée de l'un de ses prédécesseurs. Aussi déclare-t-il qu'aucun fidèle ne peut, *sans danger de son salut*, refuser à ce décret une *sincère vénération, beaucoup de respect & de soumission*. Il le donne donc simplement comme une pièce respectable : mais il ne définit pas quel rang il tient dans l'ordre de la foi, & laisse toujours subsister l'incertitude de la dénomination qui lui convient dans cet ordre ; dénomination que l'on cherche cependant depuis tant d'années, & sur laquelle ses partisans sont si peu d'accord.

Mais le Pape, en conséquence du respect dû à la Bulle, déclare qu'il est sans difficulté que le Viatique doit être refusé à ceux qui sont publiquement & notoirement réfractaires au decret en question. Il appuie sa décision sur la règle générale, dit-il, qui exclut de l'Eucha-

ristie tout pécheur public & notoire ; soit qu'il la demande publiquement , soit qu'il la demande en particulier (21).

Mais suivons ce sçavant & judicieux Pontife ; & voyons à quoi il

(21) *Tanta est profectò in Ecclesiâ Dei autoritas Apostolicæ Constitutionis , quæ incipit Unigenitus ; eademque sibi tam sinceram venerationem , obsequium , & obedientiam ubique vindicat , ut nemo fidelium possit , absque salutis æternæ discrimine , à debitâ ergâ ipsam subjectione sese subducere , aut eidem ullo modo refragari. Hinc porro consequitur ut in eâ , quæ exorta est , controversiâ utrùm hujusmodi refractariis sanctissimum Corporis Christi Viaticum expetentibus denegari debeat ; sine ullâ hæsitatione respondendum sit : quoties prædictæ constitutioni publicè & notoriè refractarii sint , denegandum eis esse ; ex generali nimirum regulâ , quæ vetat publicum atque notorium peccatorem ad Eucharisticæ communionis participationem admitti , sive eam publicè , sive privatim requirat. Epist. Encycl. Benedict. XIV, 16 Octob. 1756,*

52 *De l'autorité du Clergé.*

réduit la notoriété sur laquelle il veut que l'on se fonde pour refuser le Viatique.

» Ceux-là, dit-il, sont publique-
» ment & notoirement réfractaires,
» dans le cas dont il s'agit, qui ont
» été déclarés tels par une sentence
» compétemment prononcée ; ou
» qui auront avoué en jugement leur
» opposition à la Bulle. On doit enco-
» re, continue-t-il, regarder comme
» tels, ceux qui, sans avoir été con-
» damnés, ou sans avoir fait leur dé-
» claration en jugement, dans l'inf-
» tant même où ils sont prêts à re-
» cevoir le Viatique, annoncent hau-
» tement & de leur chef, qu'ils n'ad-
» mettent pas la Bulle (22) «.

(22) *Publici autem atque notorii sunt re-
fractarii, in casu de quo agitur, quicumque
per sententiam, à judice competente prola-
tam, rei declarati sunt eo nomine, quòd
debitam prædictæ Constitutioni Unigenitus*

Examinons avec poids la doctrine de ce bon Pape ; & l'on verra qu'elle est, presqu'en tout, conforme à celle que M. Joly de Fleury avoit établie l'année précédente. Mais, pour réduire la doctrine du Pontife à sa juste valeur, il faut, pour un instant, lui passer son principe ; sçavoir, que le refus de soumission à la Bulle est un péché qui rend sacrilège celui qui veut communier dans cet état. Ce n'est pas ici le lieu d'apprécier l'autorité & la valeur intrinsèque de ce decret. On peut au surplus l'esti-

venerationem , obsequium & obedientiam contumaciter denegaverint ; quicumque etiam hujusmodi contumaciæ reos se in judicio confessi sunt : ac præterea illi qui , quamvis nec à judice condemnati , neque reatum suum in judicio confessi fuerint , nihilominus vel eo tempore quo sacrum ipsum Viaticum suscepturi sunt , propriam inobedientiam & contumaciam adversus Constitutionem Unigenitus SPONTÈ profitentur. Ibid.

mer avec assez de justesse , d'après les principes & les règles expliquées dans les chapitres précédens. Mais revenons.

On vient de voir que Benoît XIV reconnoît jusqu'à présent trois sortes de personnes, qui, en les supposant coupables d'un crime assez grave, méritent qu'on leur refuse le Viatique.

1°. Ceux qui ont été condamnés par un jugement régulier & compétemment rendu. Nulle difficulté sur ceux-là; leur sort n'est point livré au caprice & à la volonté arbitraire des Pasteurs. Leur indignité est prouvée par une notoriété de droit; ainsi tant qu'ils ne rentrent point en eux-mêmes, leur état est un scandale qui ne peut être attribué qu'à eux seuls.

2°. Ceux qui ont avoué leur faute en jugement. Ils sont dans le même cas que les premiers : la publicité de leur péché n'est pas fondée sur une

simple notoriété de fait ; il est donc juste qu'ils le réparent.

3°. Ceux qui, *d'eux-mêmes*, sans y être provoqués, & dans le moment où on leur apporte le Viatique, font quelque déclaration scandaleuse ou schismatique : c'est bien le même cas dont on a parlé plus haut, & où se trouvent ceux qui, dans ces momens, donnent des preuves d'une habitude criminelle, & dans laquelle ils persistent : c'est l'évidence de fait, plus frappante & plus sûre même que la notoriété de droit.

Mais il faut bien prendre garde que le Pape ne veut pas que les déclarations & les discours auxquels il attache les refus de Sacremens, soient provoqués par des questions indifférentes, déplacées, ou captieuses ; il faut qu'elles partent du propre mouvement du malade, & sans que rien l'y excite : *sponcé*. La circonstance

même où ce Pape prescrit cette règle est bien remarquable : car il y confirme , si l'on peut parler ainsi , la loi du silence établie par la déclaration du 2 Septembre 1754. Il veut que le Viatique soit refusé au malade qui se déclare hautement opposé à la Bulle : qu'il garde le silence sur cet objet , il est soumis à la loi de son Prince ; & cela suffit pour qu'il mérite de participer au Sacrement. Benoît XIV impose le même silence au ministre , en lui interdisant toute question sur la Bulle ; car s'il provoque une explication de la part du malade ; si celui-ci ne rompt le silence , que parce que le ministre l'a rompu lui-même , le malade n'est plus coupable , & n'est point dans le cas du refus. C'est le seul sens que l'on puisse donner au mot *spontè* employé dans la lettre.

Mais cette lettre parle d'une quatrième espèce de réfractaires , par

rapport auxquels elle semble laisser une carrière plus libre aux volontés arbitraires des Ecclésiastiques. Il y est dit que le Viatique doit encore être refusé « à ceux qui , dans le » cours de leur vie , auront fait un » acte manifestement opposé au respect que ce Pontife veut que l'on ait pour la Bulle , qui y auront persévéré ; pourvû néanmoins que cet acte soit connu du public , & qu'il en ait résulté un scandale qui subsiste encore. Car dans tous ces cas , dit-il , se trouve une certitude morale aussi forte que celle qui résulte d'un jugement ; & quoiqu'elle soit d'une autre espèce , elle n'en est pas moins certaine.

» Mais , continue Benoît XIV , il y a une différence à faire , & qu'il ne faut jamais perdre de vûe , entre la notoriété qui résulte d'un fait condamnable par le seul acte

» extérieur , comme la notoriété de
» l'usure , du concubinage ; & une
» autre espèce de notoriété relative
» à ces faits , dont le vice dépend
» principalement de la disposition
» intérieure de l'ame : & c'est de
» cette espèce de notoriété , qu'il
» s'agit ici. La première doit , sans
» doute , être appuyée sur des preuves bien fortes ; mais il faut ,
» pour celle-ci , une preuve bien
» plus forte encore , & bien plus
» convaincante.

» La certitude requise , continue
» toujours le Bref du Pape , n'est
» donc pas celle qui résulte d'une
» accusation fondée sur des conjectures , des présomptions , des
» bruits incertains , qui souvent ne
» doivent leur origine qu'à des personnes mal-intentionnées , ou
» prévenues par des préjugés , ou
» par un esprit de parti. L'expérience ne nous apprend que trop ,

» dans combien d'erreurs , & dans
» combien de fausses démarches on
» s'engage , quand on ajoute foi à
» ces fortes de bruits.

» Mais , comme il y a des pas-
» teurs & des ministres , recomman-
» dables d'ailleurs par leur piété &
» par leur zèle , qui trop frappés
» de ces conjectures & de ces pré-
» somptions , se trouvent embarras-
» sés quand ils sont appelés pour
» administrer le Viatique , parce
» qu'ils craignent de ne le pouvoir
» faire , sans mettre leur conscience
» en péril , voici les règles que le
» Pape a cru devoir leur tracer.

» Ils doivent d'abord prendre gar-
» de si le malade qui demande le
» Viatique , a été administré en santé
» par son Curé , quand il s'est ap-
» proché de la sainte table , sur-tout
» au tems de Pâques : car si la com-
» munion ne lui a pas été refusée
» pendant sa vie , c'est une preuve ,

» ou qu'il est intacte , ou qu'il n'est
 » pas notoirement connu pour un
 » pécheur. On ne doit donc pas lui
 » refuser le Viatique qu'il demande
 » à l'article de la mort , à moins
 » que , dans le tems intermédiaire
 » à sa dernière communion , & au
 » moment où il demande le Viati-
 » que , il n'ait commis quelque faute
 » qui lui imprime la tache de pé-
 » cheur notoirement public , suivant
 » les règles qui viennent d'être éta-
 » blies (23) «.

(23) *Vel in antè actæ vitæ decursu aliquid
 evidenter commississe noscuntur manifestè op-
 positum venerationi , obsequio & obedientiæ
 eidem constitutioni debitæ , in eoque factò
 moraliter perseverare , quod ità vulgò cognitum
 est , ut publicum scandalum indè exortum non
 adhuc cessaverit. In his enim casibus eadem
 omninò adest moralis certitudo , quæ habetur
 de iis factis super quibus judex sententiam tu-
 lit ; vel saltem alia suppetit moralis certitudo
 prædictæ similis & æquipolens.*

Rien n'est plus sage, rien n'est plus lumineux que ces règles pour

In quo tamen præ oculis habenda est differentia quæ intercedit inter notorium illud quod merum aliquod factum deprehenditur, cujus facti reatus in ipsâ solâ externâ actione consistit; ut est notorietas usurarii, aut concubinari; & aliud notorii genus, quo externa illa facta notarii contingit, quorum reatus ab internâ etiam animi dispositione plurimum pendet; de quo quidem notorii genere nunc agitur. Alterum enim illud gravibus sanè probationibus evinci debet; sed alterum gravioribus, certioribusque argumentis probari oportebit.

Ea verò quam supra innuimus certitudo minimè adesse dicenda est in aliis casibus in quibus crimen nititur conjecturis, præsumptionibus incertisque vocibus, quæ originem suam plerùmque debent hominibus aut malo animo affectis, aut qui præjudicatis opinionibus, vel partium studiis ducuntur, quibus, dum fides habetur, satis compertum est, tum præteritorum temporum, tum ætatis nostræ experienciâ, quot modis homines errare & falli, ac in transversum agi contingat.

72 *De l'autorité du Clergé.*
tranquilliser les consciences timorées : il va plus loin ; il consent que

Quia verò nonnulli animarum pastores , Ecclesiæque ministri , pietate & zelo commendati , hujusmodi conjecturis & præsumptionibus deferentes , dum ad sacrum Viaticum aliquibus ministrandum advocantur , animæ anxii hærent , verentes ne id sine propriæ conscientiæ periculo administrare non possint , certam subneximus agendi regulam sequantur.

Hoc itaque primùm animadvertere debent , an scilicet ei qui extremum Viaticum postulat , cùm antea ad sacram mensam accederet , Paschali præsertim tempore , à loci illius parrocho ubi degebat , Eucharistica communio administrata fuerit : si enim hæc illi in vitâ non fuerit denegata , argumento id erit , aut hominem illum ab omni labe immunem , aut saltèm non verè notorium peccatorem reputatum fuisse ; indèque sequetur sacrum Viaticum eidem in exitu vitæ publicè postulanti denegari non posse , nisi fortè , postquàm olim ad Eucharisticam mensam admissus fuit , & antè id tempus quo postrema Sacramenta requirit , aliquid commississe noscatur , quo pu-
les

les ministres qui croiront avoir de fortes présomptions, & des indices assez graves contre les dispositions intérieures du malade, pour ne pouvoir se défaire de leurs scrupules, prennent encore une précaution. Ce n'est pas de refuser les Sacremens; il leur enjoint au contraire de le faire, *pour obéir à l'Eglise qui le leur ordonne*: mais il leur permet, pour leur propre tranquillité, de faire en particulier des représentations au malade sur la profanation qu'ils pensent qu'il va faire du corps & du sang du Seigneur. Il donne même la formule de la remontrance qu'ils peuvent faire, laquelle doit être suivie de l'administration (24).

blici & notorii peccatoris notam, juxta præmissa, contraxerit. Ibid.

(24) *Ubi autem ex hac facti specie certum ipsis non suppetat fundamentum cui insistere valeant; aliundè verò validæ adversus agro-*

Ainsi les entraves dont le Pape charge la liberté qu'il semble avoir

tum præsumptiones & indicia gravia & urgentia militent, ob quæ obortum sibi scrupulum rationabiliter deponere nequeant; in his rerum circumstantiis, oportet eos, remotis arbitris, ægotantem alloqui, eique, cum omni lenitate & mansuetudine, non tanquàm disputantes, eumque convincere volentes, ostendere quæ & qualia sint indicia quæ suspectum reddunt ipsius vitæ tenorèm; rogantes eum & obsecrantes ut resipiscat, in eo saltem temporis articulo à quo æterna ipsius salutis sors pendet, eidemque præterea demonstrantes quòd, quamvis ipsi parati sint sanctissimum corporis Christi Viaticum ei ministrare, ac etiam re ipsâ ei ministrent, non idèò tamen tutus ipse erit antè tribunal Christi; sed potiùs novi & horrendi criminis reum se constituet, ex quo judicium sibi manducavit & bibit. Cæterùm se non aliâ de causâ Sacramentum corporis Christi eidem ministraturos, nisi ut Ecclesiæ jubenti obtemperent, quæ, præter eam quam habet curam ut scandala publica antevertat, pro suâ etiam pietate ægroti ipsius infamiam præcavere studet: & idcirco

laissée au ministre dans le quatrième cas, en ôtent tout l'arbitraire. Il ne faut, pour s'en convaincre, que réunir les différentes circonstances qui doivent concourir pour que le refus soit légitime.

1°. Il faut que celui à qui il sera fait ait commis, dans le cours de sa vie, un acte *manifestement* opposé au respect qu'il veut que l'on ait pour la Bulle; *oppositè manifestum*. 2°. Que la connoissance que l'on a de cet acte, soit évidente; *évidenter commississe noscantur*. 3°. Qu'il ait produit un scandale public; *publicum scandalum inde exortum*. 4°. Que cet acte soit connu du peuple; *vulgò cognitum*. 5°. Qu'il soit également connu que le malade y persévère;

eum à sacræ mensæ non repellit, dùm ipsum, licèt peccatorem in conspectu Domini reputet, non tamen in proprio tribunali publicum atque notorium peccatorem agnoscit. Ibid.

76. *De l'autorité du Clergé.*

in eoque facto moraliter perseverare ;
car la cessation suffit : *non adhuc cess-*
saverit.

Ce n'est pas tout : le Pape craint encore que l'on n'abuse de sa décision. Il indique une marque générale , à laquelle on connoîtra que le scandale a cessé : il ne subsistera plus , toutes les fois que , depuis l'acte qui est censé l'avoir produit , celui qui l'aura commis aura vécu en catholique , & aura été admis à la communion , sur-tout au tems de Pâques.

Mais il ne faut pas laisser échapper ici une réflexion qui a déjà paru dans quelques écrits publics. Benoît XIV , toutes les fois que , dans son Bref , il présente comme coupables d'un péché ceux qui sont opposés à la Bulle , ne manque jamais de joindre le mot *contumace* au mot *réfractaire* ; ce qui attache à celui-ci l'idée odieuse de révolte & de mé-

pris de l'autorité. On n'est pas réfractaire & contumace simplement parce que l'on ne se croit pas obligé d'obéir à une loi positive , quand même on persévéreroit dans cette croyance. Ce qui fait le crime ; ce qui caractérise le réfractaire & le contumace , c'est quand la résistance vient d'un esprit d'indépendance , & d'un mépris marqué pour l'autorité d'où émane la loi. Un fils , d'ailleurs pénétré de tous les sentimens de soumission , de respect & de tendresse qu'il doit à son père , peut refuser de lui obéir dans une occasion particulière , sans mériter , pour cela , d'être traité comme *réfractaire & contumace* ; & il sera dans ce cas , s'il craint d'offenser Dieu en exécutant les ordres de son père. Il en est ainsi du refus que font une infinité de personnes de recevoir la Bulle *Unigenitus*. On rend au saint Siège tout le respect qui lui est dû ; on re-

garde l'Evêque qui l'occupe comme successeur de saint Pierre, & tenant, par conséquent, le premier rang entre les successeurs des Apôtres. Mais on ne lui attribue point l'infailibilité que Dieu a donnée exclusivement à son Eglise. On peut donc, sans lui manquer, ne pas déférer à une Bulle émanée de lui, tant qu'on y croit voir des traces de surprise, des principes qui ne sont pas d'accord avec les véritables maximes ; & tant que l'Eglise n'a pas fixé, par une décision canonique, ce que l'on doit penser de cette Bulle. Ceux dont la résistance n'est point animée par d'autres motifs sont dans le cas de la notoriété qui tombe à la vérité sur des faits extérieurs ; mais dont le vice dépend des dispositions intérieures, *quorum (externorum factorum) reatus ab internâ etiam animi dispositione plurimùm pendet.*

L'opposition à la Bulle n'est donc

un péché aux yeux de ce Pape, que quand elle part d'une disposition criminelle ; quand on la rejette, non par les défauts intérieurs dont on la croit infectée ; mais par mépris pour celui qui en est l'auteur, & pour sa place.

C'est ainsi que l'on doit entendre Benoît XIV, qui autrement seroit intelligible, quand il dit que l'on ne doit pas juger du fait de l'opposition à la Bulle, comme on juge du fait d'un usurier, d'un concubinaire, ou de tout autre homme coupable d'une action criminelle par elle-même. Quand il est notoire qu'un homme est usurier, ou concubinaire, il est également notoire que cet homme est criminel ; parce que le crime de l'usurier & du concubinaire consiste dans l'action même extérieure de l'usure & du concubinage, considérée abstraction faite du motif intérieur par lequel on

voudroit entreprendre de la justifier. *Facti reatus in ipsâ solâ externâ actione consistit.*

Mais les actes extérieurs d'opposition à la Bulle *Unigenitus* , qui sont ceux dont il s'agit dans le Bref, *de quo notorii genere nunc agitur* , sont d'un genre bien différent. En supposant que ces actes soient vicieux, ce qui en fait le vice ne consiste pas simplement dans l'action extérieure considérée en elle-même ; il consiste dans la disposition intérieure , dans le motif qui l'a fait naître.

Ainsi , pour qu'un homme soit notoirement réfractaire, & en cette qualité indigne de participer aux Sacremens, il ne suffit pas que son opposition à la constitution soit notoire , & qu'il ait fait des actes qui la constatent ; il faut de plus qu'il soit également notoire qu'il a fait ces actes par une disposition criminelle qui soit également notoire. Or

cette disposition intérieure ne doit pas se présumer légèrement, & sans des preuves très-graves & convaincantes. Il faut sans doute de fortes preuves pour traiter un homme comme notoirement concubinaire ou usurier ; mais dans l'espèce dont il s'agit, il en faut qui soient encore, s'il est possible, plus fortes & plus certaines. *Gravioribus certioribusque argumentis oportebit.*

Le Bref de Benoît XIV. bien entendu, & appliqué, quant aux principes qu'il établit, à tous les péchés qui peuvent mériter le refus du viatique, ne prescrit rien qui au fond ne soit d'accord avec les règles que nous suivons en France, & qui sont attestées par M. Joly de Fleury. Trois notoriétés ; celle de droit, celle d'évidence, & celle de fait. Point de difficulté, quant aux deux premières. Le Pape n'exclut pas la troisième, il est vrai ; mais il exige

82 *De l'autorité du Clergé.*

qu'elle soit accompagnée de tant de circonstances, qu'il la réduit à rien.

Des principes établis plus haut, & des règles qui en dérivent, il résulte évidemment que le Magistrat politique a droit de connoître de la justice & de l'injustice des refus publics de Sacremens, & qu'il peut & doit pourvoir à l'administration, s'il juge le refus injuste. Ce droit lui appartient à plusieurs titres, qui lui en imposent en même tems le devoir : il est protecteur & exécuteur des Canons; il est le défenseur & le vengeur de l'honneur de ses sujets; & est chargé enfin de maintenir la tranquillité publique.

L'Eglise, ne cessons pas de le redire, quand elle a demandé le passage dans l'Empire, a soumis sa doctrine & ses usages à l'examen du Souverain. Il a adopté l'un & l'autre, parce qu'il n'y a rien trouvé qui ne pût se concilier avec l'ordre.

public. Ces réglemens ne peuvent être changés sans son consentement ; c'est une des clauses du contrat fait entre l'Eglise & lui ; elle ne peut l'enfreindre , sans s'exposer à de justes reproches , & même à être bannie du pays où on lui a accordé l'hospitalité. Que l'Empereur de la Chine se fasse instruire des mystères & de la discipline de notre Religion ; que , sur le jugement qu'il en portera , sans se faire chrétien lui-même , il laisse à ses sujets la liberté de le devenir , de faire profession publique de la foi & des pratiques qu'il a adoptées. Que les ministres Ecclésiastiques apportent , sans sa participation , quelque changement au culte extérieur ; que ces changemens déplaisent au Prince , parce qu'il ne les juge pas conformes à l'harmonie qu'il veut , & qu'il doit maintenir dans ses Etats ; ne sera-t-il pas en droit d'arrêter le cours de ces

nouveautés ? Ne fera-t-il pas en droit de punir les ministres opiniâtres , & de se procurer enfin la paix & la tranquillité , en les chassant de chez lui ? Pourroit-on , humaine-ment parlant , lui faire un crime d'avoir pros crit une religion qu'on l'auroit mis dans le cas de regarder comme versatile , & n'ayant rien de fixe ni dans son dogme , ni dans ses rites ?

Chez nous , le Roi a non-seulement admis la Religion dans ses Etats , mais il s'est fait chrétien lui-même. Peut-on dire que cette qualité l'ait privé d'aucun de ses droits temporels , & lui ait ôté la moindre portion de l'autorité qu'il n'a en main que pour le bonheur temporel de ses sujets ? C'est au contraire un titre de plus pour l'exciter à veiller sur le culte extérieur. Quand il s'est fait membre de l'Eglise , il s'en est rendu protecteur ,

& s'est engagé à réprimer les entreprises de ceux des ministres Ecclésiastiques qui voudroient introduire des règles différentes de celles qu'elle a établies , qu'elle a présentées au Magistrat politique , & qu'il a adoptées. Cette sainte Mère ne peut qu'avouer des démarches dont le but est uniquement de maintenir la pureté de ses maximes , & de la garantir du reproche d'une ambition opposée à son essence. Or, elle le mériterait ce reproche , si on la confondoit avec quelques-uns de ses ministres , qui parlent & agissent comme s'ils la composoient seuls ; qui croient , & veulent persuader que , résister à leurs idées , c'est résister aux loix de l'Eglise.

Ils doivent cependant le premier exemple de la soumission aux véritables loix de l'épouse de Jésus-Christ, puisqu'ils ne font autre chose que les dépositaires des Sacremens

qu'il lui a confiés, pour les administrer suivant les règles qui leur sont tracées, & dont ils ne peuvent s'écarter sans mériter le traitement dû aux enfans rebelles.

Le Magistrat politique ouvre les livres saints, & ceux où la tradition est consignée. Il y lit que tout fidèle que l'Eglise n'a pas juridiquement banni de son sein, est dans le devoir & dans le droit de participer à la communion, soit en santé, soit à l'article de la mort; il y lit que l'état intérieur du fidèle n'est point ce qui doit déterminer le ministre à l'accorder, ou à la refuser publiquement. Il voit, d'un autre côté, des Ecclésiastiques qui, sous prétexte d'une règle nouvelle qu'ils ont établie, refusent publiquement à ses sujets, & avec opiniâtreté, une nourriture qui leur appartient à titre de fidèles; il voit que cette conduite heurte de front les préceptes.

évangéliques & les Canons qui sont sous sa protection, & qu'il a promis de maintenir : peut-on raisonnablement nier qu'il puisse & qu'il doive réprimer un pareil abus, & punir les ministres qui persistent dans une conduite que l'Eglise désavoue comme réprouvée par l'exemple & par les préceptes de son Législateur, & des Apôtres ?

Il le peut & il le doit comme protecteur de l'honneur & de la tranquillité de ses sujets, avec laquelle les règles de l'Eglise ne peuvent jamais se trouver en contradiction ; parce que le royaume de Jesus-Christ n'est pas de ce monde ; parce que l'Eglise n'est qu'une société de voyageurs qui ne peut, & ne doit causer aucun trouble dans un pays où elle est étrangère, & où elle n'a le passage qu'à titre précaire. Le refus public de la communion attaque l'honneur de celui qui l'essuye, parce

que cet affront fait nécessairement présumer qu'il est coupable d'un crime au moins fort grave. Or, la perte de l'honneur est une punition qui, selon les loix civiles, ne doit résulter que d'une condamnation juridique. L'Eglise ne peut pas enfreindre les loix civiles; elle doit au contraire en inspirer l'amour à ses enfans, parce qu'elle doit déterminer leurs penchans vers le bien.

C'est donc par justice & par nécessité que la puissance séculière arme son bras, pour arrêter le cours d'une entreprise qui deshonne & scandalise les citoyens.

L'Eglise, ou plutôt les Ecclésiastiques, ont un tribunal contentieux, qui est en possession de juger les causes tant civiles, que criminelles, quand le spirituel s'y trouve compromis. On a prétendu que ce tribunal est seul compétent pour juger les contestations qui résultent

des refus publics de Sacremens.

Mais 1°. il ne feroit peut-être pas difficile de démontrer que ce tribunal , dont on parle avec tant de confiance , n'est point le tribunal de l'Eglise , qu'il est peut-être contraire à ses maximes & à son essence , & qu'ainsi elle le défavoue ; que ce n'est autre chose qu'une portion de la juridiction du Souverain , dont il confie l'exercice à des Ecclésiastiques exclusivement ; & qu'il peut par conséquent en étendre , ou en resserrer la compétence à son gré , puisqu'il pourroit le supprimer.

2°. Quand le Sauveur a établi sa religion , il en a fondé l'exercice dans l'Empire , où elle est cependant étrangère. Il a choisi pour ses ministres des hommes soumis à la puissance séculière , dont ils ne peuvent secouer le joug. Indépendamment des avantages temporels , dont ils ont besoin , & qu'elle leur four-

nit en abondance ; l'intérêt de la religion , qui d'ailleurs leur en fait un précepte , doit les porter à cette soumission , puisque c'est sous l'aile de cette même puissance qu'elle se soutient dans l'Etat. Ils doivent donc reconnoître que tout ce qui a du rapport au repos & à l'ordre public est de la compétence du Magistrat séculier ; & que leur qualité de Ministres Evangéliques , qui est étrangère à la société civile , ne les rend point une classe d'hommes à part qui soient indépendans des Loix & des Magistrats , & qui soient autorisés à troubler l'ordre civil , sans être comptables de leur conduite ailleurs qu'à un tribunal qui est étranger au civil.

On vient de démontrer qu'un refus public de Sacremens attaque l'honneur de celui auquel on le fait éprouver ; parce qu'on présume toujours que cette sorte d'excommu-

nication est la punition d'un péché énorme. Or, la perte de l'honneur est essentiellement sous la protection du gouvernement, qui seul peut procurer la réparation des attaques portées à cette importante portion de la qualité de citoyen. Quand on le perd, on souffre un dommage purement temporel, qui ne peut être réparé que par des choses temporelles, sur lesquelles la justice concédée aux Ecclésiastiques n'a, & ne peut avoir aucun empire. Elle ne tient dans sa main que des peines canoniques, qui ne sçauroient jamais ni prévenir, ni réparer les désordres civils; ils ne sont point de son ressort; parce que les Ecclésiastiques sont, comme tels, ministres d'un royaume qui n'est pas de ce monde.

Ces ministres, de quelque ordre qu'ils soient, sont donc soumis à l'animadversion des Magistrats, lors-

que, sous prétexte de leur *autorité*, & de leur *puissance*, ils causent le plus léger trouble dans la société civile. Elle les a admis dans son sein à des conditions contre lesquelles il est impossible de prescrire, parce qu'on ne prescrit ni contre l'essence des choses, ni contre son propre titre, & que tout ce qui altère l'ordre public est toujours sujet à la réforme.

Il reste à examiner si la puissance séculière peut enjoindre d'administrer dans le cas d'un refus public des Sacremens, & si elle peut commettre un ministre au défaut de celui qui refuse.

Pour mettre de l'ordre dans cet examen, il est nécessaire de rappeler les droits respectifs du Prêtre à qui on demande publiquement les Sacremens, & de celui qui les demande.

Les Ecclésiastiques sont les mi-

nistres , & non les maîtres des Sacremens. L'Eglise , à qui ils appartiennent , les a mis en dépôt dans leurs mains pour en user suivant la destination qu'elle en a fixée d'après son divin époux. Elle en a soumis la dispensation à des règles consignées dans ses archives. Elle a mis ces règles sous la protection de la puissance temporelle , qui seule a la force coactive pour les faire exécuter. C'est donc pour faire respecter , & pour maintenir la pureté de ces maximes , que les Magistrats font usage de leur autorité , à l'effet de réprimer les abus que se permettent des ministres , qui se regardent comme despotes dans l'Eglise , & dont la conduite la fait gémir.

Or , les règles établies par l'Eglise consistent à dispenser les Sacremens à ceux des fidèles qui vivent dans son sein , & qui les demandent publiquement. Son divin inf-

tituteur a fait un précepte de se nourrir de sa chair & de son sang. Il est donc de devoir indispensable à tout fidèle de participer à cette divine nourriture ; & , comme elle est en dépôt dans les mains des Ecclésiastiques , ils sont obligés d'en faire part à ceux qui la demandent. Il est vrai que c'est un poison pour ceux qui la prennent sans y être disposés ; mais chacun est seul juge de son état actuel ; *probet se ipsum homo.*

L'intention des fondateurs de l'Eglise est donc que le Sacrement soit administré à quiconque se présente pour le recevoir. L'Eglise n'ayant pas des armes suffisantes pour contraindre ses ministres à faire leur devoir , & ceux à qui elle a confié celles qui lui appartiennent , n'en voulant pas faire usage , il est naturel que la puissance , sous la protection de qui elle s'est mise , & qui

s'est engagée à soutenir ses décrets ,
use de contrainte , pour les faire
exécuter.

C'est donc servir l'Eglise , & entrer dans son esprit , que d'enjoindre à un Pasteur de dispenser les biens , dont il n'est que dépositaire , à ceux auxquels ils sont destinés , & suivant les règles qui lui sont prescrites. Elle ne peut se faire obéir que par la voie de la persuasion ; ou par des punitions qui , étant essentiellement & entièrement spirituelles , ne sçauroient influencer sur le bien-être moral & civil du rebèle , & ne peuvent le contraindre à l'acte extérieur qu'elle exige. La puissance temporelle , qui a ce pouvoir , la sert donc efficacement , quand elle en use , pour suppléer aux forces qui manquent à l'Eglise.

Mais si les châtimens temporels ne domptent pas l'opiniâtreté du ministre ; s'il trouvoit le moyen ,

en fuyant , de se soustraire à la contrainte , ou au châtiment dont il est menacé ; si son supérieur dans l'ordre hiérarchique favorisoit sa révolte , & refusoit de faire administrer par un autre ; le Magistrat politique n'auroit rien fait en faveur de l'Eglise , s'il ne pouvoit pas faire cesser le scandale & l'injustice qu'elle proscriit , en commettant un autre Prêtre pour administrer la communion demandée & refusée publiquement.

Il ne donne , par cette commission , aucun droit spirituel ni au Prêtre , ni au malade.

Le Prêtre tient de son ordination le pouvoir d'administrer les Sacramens. Les Evêques sont parvenus à se faire accorder la faculté de rendre dépendant de leur volonté l'usage que chaque Prêtre a essentiellement droit de faire de ce pouvoir. Il seroit aisé d'établir que cette faculté

culté n'est fondée ni sur aucun précepte évangélique , ni sur aucun canon reconnu pour être l'ouvrage de l'Eglise , qui peut-être même la désapprouve ; que les Prélats ne doivent la tranquillité apparente avec laquelle ils en jouissent qu'à des Lettres-Patentes , qui sont le fruit de leurs sollicitations , & qui n'ont pas encore un siècle de date.

Mais , sans entrer dans des discussions qui nous mèneroient trop loin , il suffit , quant à présent , d'observer que tout Prêtre peut & doit administrer dans le cas de nécessité , soit qu'il ait ce qu'on appelle , depuis peu , *des pouvoirs* , soit qu'il n'en ait pas. S'il a cette faculté , quant au Sacrement de Pénitence , pour lequel seul son ministère est lié , à plus forte raison doit-il l'avoir pour celui de l'Eucharistie , sur lequel on ne trouve nulle part aucune prohibition.

Part. I.

E

Or y a-t-il un cas de nécessité plus urgent , que celui d'arrêter un scandale public , & de réparer une diffamation , qui devient d'autant plus grave , qu'il y a un plus grand nombre de Prêtres qui ont refusé le malade , & que le supérieur ecclésiastique a soutenu leur opiniâtreté avec plus d'éclat ?

Le Juge laïc , en cette occasion , ne donne donc rien de spirituel au Prêtre qu'il commet ; il ne lui donne ni pouvoir , ni mission , ni juridiction. Ce Prêtre tient tout cela de l'Eglise & de son ordination , qui l'autorisent , dans le cas de nécessité , à prêter son ministère à tous ceux qui en ont besoin. Le Magistrat alors ne fait que déclarer que tous les Prêtres de la paroisse du malade refusant de faire leurs fonctions , il y a nécessité de recourir aux paroisses voisines , pour y trouver les secours dont on manque dans la première.

Le Juge laïc ne donne rien non plus de spirituel au malade. Il maintient son honneur, qui est sous la protection des loix civiles, & auquel on ne peut donner atteinte, sans les armer contre celui qui l'attaque, pour réparer le mal qu'il a fait. Le Juge maintient le malade dans la possession d'un bien dont il a toujours joui & est en droit de jouir suivant les loix de l'Eglise, qui, par leur adoption, sont devenues celles de l'Etat. Il lui assure cette possession, dans le moment où il en a le plus de besoin; & où, par cette raison, l'Eglise confioit autrefois à tous les fidèles indistinctement cette portion du ministère.

S E C T I O N V.

Du Sacrement de l'Extrême-Onction.

Saint Jacques, qui nous a transmis l'institution de ce Sacrement,

fait un devoir aux Prêtres de l'administrer aux malades qui le demandent ; & cela à cause de la grande utilité dont il est, puisqu'il remet les péchés. » Quelqu'un de vous , dit cet
 » Apôtre , est-il malade ? Qu'il appelle les Prêtres de l'Eglise , &
 » qu'ils prient sur lui, l'oignant d'hui-
 » le au nom du Seigneur : & la prière
 » de la foi sanctifiera le malade ; le
 » Seigneur le soulagera ; & s'il a
 » commis des péchés , ils lui seront
 » remis (25) «.

Il en est de ce Sacrement comme des autres ; il est au nombre des biens qui appartiennent à la communauté des fidèles ; c'est l'Eglise

(25) *Infirmatur quis in vobis ? Inducat presbiteros Ecclesiæ , & orent super eum , ungentes eum oleo in nomine Domini ; & oratio fidei salvabit infirmum , & alleviabit eum Dominus : & si in peccatis sit , remittentur ei. Ep. Jacob. V , 14 , 15.*

qui en est propriétaire , & ses ministres en sont les dispensateurs , subordonnément à ses loix. Le passage qu'on vient de lire autorise tout fidèle malade à appeller le Prêtre pour lui administrer ce Sacrement ; la disposition intérieure du malade n'est donc point la règle qui doit guider le ministre : Saint Jacques lui enjoint d'administrer tous ceux qui le requièrent. On peut donc appliquer à l'Extrême-Onction une grande partie de ce qui a été dit touchant l'Eucharistie.

S E C T I O N V I.

Du Sacrement de l'Ordre.

CE Sacrement , quant à ses effets , peut être considéré sous deux rapports. Celui qui le reçoit devient *ipso-facto* dispensateur des biens de l'Eglise : mais d'ailleurs son ordination lui impose des devoirs & lui

acquiert des privilèges qui le rangent , pour ainsi dire , dans une classe particulière de citoyens , & le soulagent de beaucoup de charges civiles.

L'Eglise en corps a donc le droit de veiller sur l'administration de ce Sacrement , & de prendre garde qu'il ne soit conféré à des sujets incapables des devoirs & de l'importance des fonctions qui y sont attachées ; ou qui abusent de leur saint ministère , pour se faire , des biens dont ils ont la dispensation , un moyen de satisfaire leurs passions contre l'esprit de Jesus-Christ & l'honneur de son épouse.

Le Magistrat politique , de son côté , doit avoir les yeux ouverts sur le même Sacrement , non pas pour décider ce qui en constitue l'essence , & les suites dans l'ordre spirituel ; mais pour les régler dans l'ordre civil.

Si l'on remonte jusqu'aux tems des Apôtres , on trouvera que ces saints compagnons du Sauveur ne prenoient pas sur eux de conférer les Ordres , sans la participation de l'Eglise entière du canton où l'ordonné devoit exercer ses fonctions.

Les Actes nous apprennent que Saint Paul reçut d'abord l'imposition des mains d'un simple disciple , nommé Ananias , qui fit cette fonction seul , & sans avoir consulté personne. Mais 1°. il en avoit reçu l'ordre de la bouche de Dieu même. 2°. Il ne paroît pas que cette cérémonie eût donné à Paul toute la plénitude du sacerdoce ; elle lui communiqua , à la vérité , le don du Saint-Esprit , & la faculté d'enseigner : mais il reçut ensuite l'ordination dans les règles ; le Saint-Esprit ordonna au corps des ministres de l'Eglise d'Antioche de donner à S. Barnabé & à S. Paul une mission

particulière. A cet effet ils firent des prières & un jeûne solennel , & imposèrent les mains à ces deux disciples , qui reçurent par-là la dignité apostolique (26).

(26) *Erat autem quidam discipulus Damasci, nomine Ananias; & dixit ad illum, in visu, Dominus..... Vade, quoniam vas electionis est mihi iste, ut portet nomen meum coram Gentibus, & Regibus, & filiis Israël..... & abiit Ananias..... & imponens ei manus, dixit, &c..... & confestim ceciderunt ab oculis ejus tanquam squamæ, & visum recepit; & surgens baptisatus est.... Et continuo in Sinagogis predicavit Jesum, quoniam hic est filius Dei. Act. IX, 10, 15, 17, 18, 20.*

Erant autem in Ecclesiâ, quæ erat Antiochiæ, Prophetæ & Doctores..... Ministrantibus autem illis Domino, dixit illis Spiritus Sanctus: segregate mihi Paulum & Barnabam in opus ad quod assumpsi eos. Tunc jejunantes & orantes, imponentesque eis manus, dimiserunt illos. Et ipsi quidem missi à Spiritu Sancto, abierunt, &c. Ibid. XIII, 1. & seq.

Saint Paul se soumit depuis à cette forme d'ordination, quand il en fut le ministre (27). Nous apprenons

(27) Ce qui va être dit dans le texte touchant la forme ancienne des ordinations, est tiré des œuvres de Jacques Lefchassier, Avocat au Parlement. Voici l'histoire des différens écrits de cet auteur sur cet objet. M. Rose, Evêque de Senlis, étoit en procès au Conseil contre son Chapitre, qui prétendoit avoir droit de donner les lettres dimissoires, même pendant que le siège épiscopal étoit rempli, à ceux de son corps, aux semi-prébendés, & aux habitués en l'Eglise Cathédrale. Lefchassier, qui étoit chargé de la défense du Chapitre au Conseil, pour établir le droit de ce corps, remonta jusqu'à l'origine des ordinations, & soutint que le corps du Clergé y avoit part, sous la présidence de l'Evêque. L'Evêque de Senlis présenta une requête au Conseil, tendante à ce que l'ouvrage de Lefchassier fût remis à la Sorbonne pour être censuré. MM. Pomponne de Bellievre, Chancelier de France, & Brulart de Sillery, Garde des Sceaux, après avoir lu

de lui-même que ce fut par ses mains que Timothée reçut l'ordination.

l'écrit que l'on vouloit déférer ; firent lire la requête en plein Conseil , & l'Evêque fut débouté de sa demande. Le fond de la contestation fut renvoyé au Grand-Conseil , qui par Arrêt du 18 Mars 1606 , prononça en faveur du Chapitre , sans rien prononcer sur l'écrit dont l'Evêque s'étoit plaint.

Cependant , un mois après l'Arrêt , l'Evêque fit signifier au Chapitre de Senlis une censure du Clergé assemblé en 1606 , avec assignation de comparoître au Grand-Conseil , pour y représenter & voir biffer le mémoire de Léschassier. Celui-ci se pourvut en faux contre l'extrait de son ouvrage , sur lequel l'assemblée du Clergé paroissoit avoir porté sa censure. Il est bon de remarquer que dans tous les écrits faits par Léschassier , à cette occasion , il ne qualifie point autrement cette assemblée , que *les Procureurs du Clergé assemblés à Paris par permission du Roi , pour ouïr seulement le compte de Castille , Receveur du Clergé ; & cette dénomination est adoptée dans le re-*

Mais il nous apprend aussi qu'il ne fit pas la cérémonie seul & sans la

lief d'appel, dont on va parler. Leschaffier crut en outre que cette assemblée n'ayant aucune juridiction, n'avoit pas pû s'attribuer la censure des écrits faits par les Ministres de la Justice, & mis sous ses yeux par les Avocats, dont la liberté, quant à la défense de leurs parties, est nécessaire au bien de tous les sujets du Roi. En conséquence, il interjeta, au Grand-Conseil, appel comme d'abus de la prétendue censure. Il obtint en Chancellerie des lettres de relief d'appel, dans lesquelles se trouvent les faits & les réflexions que l'on vient de rapporter.

Leschaffier publia plusieurs écrits, dans lesquels il prouva la justesse des principes qu'il avoit établis pour la défense du Chapitre de Senlis; & fit voir la fausseté des imputations dont on l'avoit chargé dans l'extrait qui avoit occasionné la prétendue censure. Les Syndics du Clergé firent des mouvemens auprès de M. le Chancelier, pour appaiser l'affaire, déclarèrent que la censure n'avoit pas été faite en pleine as-

participation de l'Eglise. » Je vous
» avertis , lui dit-il , de rallumer le

semblée , découvrirent les intrigues qui y avoient donné naissance , & offrirent de la supprimer , en remettant l'original même entre les mains de Leschaffier , & en présence de M. le Chancelier , & de M. Hennequin , qui présidoit alors au Grand-Conseil. Mais Leschaffier voulut que le désaveu du Clergé fût consigné dans un acte public ; les Syndics n'y voulurent pas consentir. L'Evêque de Senlis , de son côté , craignit de trop se compromettre , s'il défendoit à l'inscription de faux & à l'appel comme d'abus : il ne comparut point , & laissa obtenir un Arrêt par défaut , le 22 Décembre 1607 , qui prononça que le jugement attribué à l'assemblée du Clergé étoit nul & abusif , que le registre en seroit déchargé & la minute supprimée , avec défense à l'Evêque de Senlis , & à tous autres , de s'en aider , à peine de faux.

Il paroît , par une requête présentée ensuite au Roi par Leschaffier , que l'Evêque de Senlis se donna des mouvemens , pour obtenir la cassation de cet Arrêt.

» feu de la grace de Dieu , que vous
» avez reçue par l'imposition de *mes*
» *main*s ». Mais il lui avoit déjà dit
ailleurs : » Ne négligez point la gra-
» ce qui vous a été donnée , lorsque
» le corps facerdotal vous a imposé
» les mains (28) ».

C'est de cette requête qu'est tiré l'extrait
qui termine la section 3 , du chapitre V ,
de cet ouvrage. Elle finissoit par ces con-
clusions : » A cette cause , SIRE , Votre
» Majesté est très-humblement suppliée de
» commander que le bras de votre justice
» ne soit point énervé , & qu'il ne soit en
» aucune façon touché à l'Arrêt donné
» pour le Suppliant , lui laissant sa force &
» son autorité , comme étant juste , & don-
» né selon les réglemens anciens , & l'usage
» toujours continué en votre Royaume ;
» & le Suppliant priera Dieu , &c. ».

Cette requête eut son effet ; & l'Arrêt
du Grand-Conseil ne reçut aucune atteinte.

(28) *Admonco te ut resuscites gratiam*
Dei , quæ est in te per impositionem manuum
mearum. II. Timot. I , 6.

Saint Jérôme , dans un passage rapporté par Gratien même , *Can.*

Noli negligere gratiam quæ est in te , quæ data est tibi per Prophetiam , cum impositione manuum presbiterii. I. Timot. IV , 14. Or , par le mot *Presbyterium* , on ne peut entendre autre chose que l'ordre presbytéral , ou le collège des Prêtres de quelque Eglise. C'est l'idée que nous en donnent les auteurs de la première antiquité. *Quid verò presbiterium aliud quam sacer cætus , consiliarii , & assessores episcopi ? S. ignatius Epist. Ad Trallianos , & passim in suis epistolis.*

Omni igitur actu ad me perlato , placuit contrahi presbiterium. Adfuerunt etiam quinque Episcopi , qui & hodiè præsentés fuerunt , ut firmato consilio , quid circa personam eorum observari deberet , consensu omnium statueretur. Cornelius Papa Cypriano , inter Cyprianicas Epistolas. Epist. 49. Ad Pameliæ verò numerum , Ep. 46. On voit ici que le Pape Corneille assemble les Prêtres , *presbiterium* , auxquels il adjoint cinq Evêques qui se trouvèrent à Rome , & que tous ensemble délibérèrent sur une affaire importante.

24 , *dist.* 93 , fait usage de ces deux morceaux de l'Apôtre , pour établir que l'administration de l'Eglise appartenoit anciennement à tout le collège sacerdotal , présidé par l'Evêque.

Cette coutume si sage , & si conforme à l'esprit du Sauveur , se conserva pendant quelque tems dans l'Eglise. Les Evêques & les Prêtres ne font que les ministres des biens dont la propriété lui appartient. Il est donc juste que ce soit elle qui choisisse ses économes , qu'on ne lui en donne pas malgré elle , & qui soient tels qu'ils ne méritent pas sa confiance.

L'Eglise gallicane , depuis sa naissance , a connu trois recueils de Canons. Le premier étoit composé de ceux de Nicée , d'Ancyre , de Néocésarée , de Gangre , d'Antioche , de Laodicée , de Constantinople , d'Epheuse & de Calcédoine. En un mot ,

ce recueil contenoit les canons des quatre premiers Conciles écuméniques, & de ceux qu'ils avoient approuvés, & dont ils avoient adopté les décisions.

Cette collection forma, en France, le code des loix ecclésiastiques jusqu'à ce que les Evêques jugèrent à propos d'adopter celle dont le Pape Nicolas I. voulut que l'on fit usage. On y avoit ajouté quantité de décrétales, dont la fausseté est démontrée par toutes les loix de la critique, & qui cependant ne laissèrent pas de prendre créance.

Enfin parut le decret de Gratien, qui ruina toute la discipline ecclésiastique, dont les vices sont connus de tout le monde, & avoués par tous les Canonistes sincères, que l'on enseigne dans les écoles, & que l'on ne regarde comme règle que quant aux passages reconnus pour être tirés d'une source

pure , & digne de subjuguier notre Jugement.

Suivant la discipline établie par les Canons rapportés dans les deux premiers de ces recueils , le collège des Prêtres étoit capable d'ordonner d'autres Prêtres , tant en l'absence de l'Evêque , en son nom , & avec sa délégation , qu'en sa présence & l'ayant à sa tête. Mais , avant que de rapporter les passages qui le prouvent , il est nécessaire d'expliquer comment se faisoient autrefois les ordinations.

On faisoit d'abord des prières & des jeûnes publics. On vient de voir que cela se pratiqua pour l'ordination de saint Paul ; & telle est l'origine du jeûne des quatre-tems , qui sont les jours où se font les ordinations. L'Evêque alors convoquoit une assemblée générale de son Eglise , où se trouvoient les laïcs ainsi que les clercs ; & c'étoit-là que l'on

faisoit le choix des sujets qui devoient être élevés à la dignité de ministres ecclésiastiques. C'est ce que nous apprend saint Cyprien, qui, parlant aux Prêtres, aux Diacres & aux laïcs de son Eglise, leur dit :
 » Nous avons coutume, mes chers
 » frères, lors des ordinations, de
 » prendre vos avis, & d'examiner
 » dans une assemblée générale, les
 » mœurs & les qualités d'un cha-
 » cun ». Un Concile de Carthage défend aux Evêques d'ordonner aucun clerc, sans le consentement de son clergé, & sans avoir pris l'avis des laïcs (29).

(29) *In ordinationibus, charissimi, solemus vos antè consulere, & mores & merita singulorum communi concilio ponderare.* Cyp. Ep. 33, *præbiteris, diaconibus & plebi universæ.*

Episcopus sine concilio clericorum suorum, clericos non ordinet; ita ut civium assensum & conniventiam quærat. Can. 6. dist. 24.

Il reste encore une trace de cet usage dans le pontifical de Clément VIII, qui contient un discours que l'Evêque adresse au peuple, pour lui demander son consentement & son approbation.

Or l'Evêque seul, comme chef du collège sacerdotal & de l'Eglise, avoit droit de convoquer l'assemblée générale, pour le choix des ordinands ; si un autre l'eût pu faire sans sa participation, l'unité de l'Eglise auroit été divisée en factions. Mais il suffisoit à un Prêtre d'être délégué par l'Evêque, pour pouvoir conférer l'ordination. C'est ce que nous apprend le treizième Canon du Concile d'Ancyre, inséré dans le premier code de l'Eglise, & dans celui de Nicolas I. Il défend aux Corévêques, qui répondoient à-peu-près à nos Doyens ruraux, d'ordonner des Prêtres ou des Diacres, sans un ordre de l'Evêque, ou sans une

lettre de sa part envoyée dans les paroisses. Cette défense est étendue aux Prêtres ou Curés de la ville (30). Le Concile d'Antioche établit encore la même doctrine : il défend aux Corévêques d'ordonner des Prêtres ou des Diacres sans l'Evêque, dans le diocèse duquel ils sont Corévêques (31). Et ce Canon se trouve encore, tant dans le code de l'Eglise catholique, que dans celui du Pape Adrien.

Ces Canons ont disparu dans le recueil de Gratien, qui y en a sub-

(30) *Chorepiscopis non licere præsbiteros aut diaconos ordinare ; sed nec præsbiteris civitatis sine præceptione Episcopi , vel litteris in unâquâque parœchiâ.* Concil. Ancyrr. Can. 14.

(31) *Chorepiscopus non audeat præsbiterrum , vel diaconum ordinare , sine Episcopo civitati , cui civitati subiectus est ipse Chorepiscopus cum suâ regione.* Concil. Antioch. Can. 10.

titué d'autres , formés en conséquence de la discipline qui , dans les siècles postérieurs , a réservé aux Evêques exclusivement la faculté de conférer les ordres. Il a rapporté un passage de je ne sçais quel Concile de Tolède , au sujet d'un Evêque qui , à cause d'un mal d'yeux , ne pouvoit lire l'oraison de l'ordination , il la faisoit lire , à côté de lui , par un Prêtre , & se contentoit d'imposer les mains. Ce Concile , après la mort de l'Evêque , dit que , quant à lui personnellement , il étoit au jugement de Dieu ; mais que les ordinations qu'il avoit faites étoient vicieuses , & que ceux qui les avoient reçues devoient être réordonnés (32).

(32) *Quorundam Clericorum , dum unus ad præsbitarium , duo ad levitarum ministerium sacrarentur , Episcopus , oculorum dolore detentus , fertur manum suam super eos imposuisse tantum , & præsbyter quidam illis , contrà*

Les ordinations n'étoient pas encore exclusivement réservées aux Evêques, au milieu du cinquième siècle. Nous le voyons par un Concile d'Orange tenu en 441 ; il défend aux Evêques infirmes de permettre aux Prêtres de faire *en leur présence*, les fonctions réservées aux Evêques, & leur ordonne de commettre un Evêque pour les faire ; mais la nullité de ce qui avoit été fait au contraire n'est pas prononcée (33). Le Pape saint Léon, ré-

Ecclesiasticum ordinem , benedictionem dedisse. Sed quia jam ille , examini divino relictus , humano judicio accusari non potest , ii qui supersunt gradum sacerdotii , vel levitici ordinis quem perversè adepti sunt , amittant. Cap. 14 , Dist. 23.

(33) *Si quis Episcopus , per infirmitatem , debilitatem-ve aliquam , aut hebetudinem sensûs inciderit , aut officium oris amiserit , ea quæ non nisi per Episcopos geruntur , non sub præsentia præbiteros agere permittat , sed*

pondant, vers l'an 444, aux difficultés de Rustique de Narbonne, lui dit que les ordinations des Clercs faites par un Prêtre, & même des Clercs inférieurs par un Diacre, qui se feroient faussement dits Evêques, ne feroient pas nulles, si elles avoient été faites du consentement, & sur l'examen du Clergé, pourvû que les ordonnés restassent attachés à la même Eglise : mais que cette ordination seroit nulle, si elle étoit sans titre, & sans être autorisée (34).

evocet Episcopum, cui hoc quod in Ecclesiâ agendum fuerit imponatur. Concil. Araus. 1. ann. 441, c. 29.

(34) *Inquisitio prima. De præsbitero vel diacono, qui se Episcopos esse mentiti sunt, & de his quos ipsi clericos ordinarunt, responsum. Si qui clerici ab ipsis pseudo Episcopis in eis Ecclesiis ordinati sunt, qui ad proprios Episcopos pertinebant, & ordina-*

On pourroit établir cette vérité sur une foule d'autres passages ; mais il paroît inutile de s'y arrêter plus long-tems. Il suffit d'observer que ce n'est que peu à peu & insensiblement , que les Evêques ont attiré à eux toute l'autorité sur les ordinations, & qu'ils en ont dépouillé l'Eglise en corps, à laquelle ils en sont toujours comptables. Quand ils prennent sur eux de lui donner des ministres, ils doivent se rappeler qu'ils ne sçauroient choisir autrement qu'elle ne choisiroit elle-même, & qu'ils ne peuvent rejeter ceux qu'elle admettroit, si l'on n'a voit substitué un simple usage à

rio eorum consensu & judicio præsentium facta est, potest tunc haberi, ita ut in ipsis Ecclesiis perseverent : aliter autem vana habenda est creatio, quæ nec loco fundata est, nec autore munita. S. Leo Epist. 2, ad Rusticum Narbon.

l'exercice

l'exercice de l'autorité qui lui appartient, & qu'elle pratiquoit autrefois. Quand, dans les jugemens qu'ils prononcent à cet égard, ils se conduisent arbitrairement, ils heurtent de front la lettre & l'esprit des Canons que l'Eglise a donnés pour sa règle, quand elle a demandé passage au Magistrat politique. Ces Canons sont les articles de l'Ecriture & les dispositions des Conciles rapportées plus haut. Le Souverain en est le protecteur & le vengeur, & ceux qui les violent sont sujets à son animadversion.

Il faut avouer néanmoins que l'usage qui s'est introduit, d'admettre aux ordres ceux qui n'ont pas de titre ecclésiastique, a donné aux Evêques une sorte de pouvoir arbitraire qu'il est difficile de leur enlever, sans rétablir l'ancienne discipline.

Dans les beaux jours de l'Eglise ;

Partie I.

F

c'étoit elle qui , comme l'on vient de le voir , choisissoit & instituait ses ministres ; mais elle n'en choisissoit & n'en instituait que dans le cas où il y avoit quelque place vacante dans le ministère. On ne voyoit point d'Ecclésiastiques sans fonctions déterminées ; tous étoient attachés à un office & à une Eglise , pour y remplir le poste qui leur étoit assigné. On ne connoissoit pas plus alors de ministres ecclésiastiques , qui n'eussent rien à administrer , que l'on ne connoît , dans l'ordre civil , de Magistrats , ou d'autres Officiers , sans titre & sans une place fixe , à laquelle soit attachée une administration quelconque.

Chaque Evêque s'est substitué à son Eglise , & s'est mis dans l'usage de conférer les ordres seul , sans attendre le consentement des fidèles , & sans appeler le corps ecclésiastique ; mais ce n'est que peu à

peu que cet usage a donné lieu à celui d'ordonner indistinctement tous ceux qui le demandent , & que l'Evêque juge à propos d'admettre. Avant l'introduction insensible de cette discipline , l'Evêque n'avoit pas la liberté de refuser l'ordination à celui qui se présentoit avec un titre de bénéfice ; & s'il le faisoit , il étoit obligé de déduire les motifs de son refus. Celui qui l'essuyoit avoit le droit de se pourvoir au Supérieur ecclésiastique ; lequel , suivant le jugement qu'il portoit des motifs du refus , le confirmoit , ou conféroit les ordres , soit par lui , soit par un Evêque qu'il commettoit. Si l'ordinand ne pouvoit trouver dans les ministres ecclésiastiques la justice qui lui étoit due , s'il étoit refusé par-tout sans cause légitime , il pouvoit s'adresser à l'autorité des Magistrats , pour se procurer la réparation de l'affront public qu'il re-

cevoit : car , dans la règle , un tel refus ne sçauroit être fondé que sur un crime public , & doit être réprimé , quand le crime est caché (35).

Ainsi un crime caché , quoique très-grave , ne doit pas être un obstacle à la promotion aux ordres , si celui qui les demande est pourvu d'un titre ecclésiastique.

Mais les auteurs ont disputé sur

(35) *Ex tenore tuarum litterarum accepimus quòd N. Clericus adeò deliquit , quòd si peccatum ejus esset publicum , degradaretur ab ordine quem suscepit , & amplius non posset ad superiores ordines promoveri. Verùm , quoniam ipsius peccatum fore occultum dixisti , mandamus quatenus pœnitentiam ei condignam imponas ; & suadeas ut , parte pœnitentiæ peractâ , ordine suscepto utatur , quo contentus existens , ad superiores amplius non ascendat. Verùm tamen , quia peccatum occultum est , si promoveri voluerit , eum non debes aliquâ ratione prohibere. Cap. IV , Ex. de temp. ordin.*

la question de sçavoir ce que c'est
qu'un crime caché. Ducasse, dans sa
pratique canonique, *part. 1, chap. 10,*
sect. 4. n. 2 & 3, fait voir que, » le
» sentiment le plus commun est qu'un
» crime passe pour caché quand il
» n'est pas public, qu'il n'est connu
» que d'un petit nombre de gens,
» & qu'il n'y a que la moindre par-
» tie d'une communauté qui en soit
» informée. Fagnan dit que ce sen-
» timent est insoutenable, 1°. parce
» qu'il s'ensuivroit que, dans une
» communauté, deux ou trois cens
» personnes pourroient avoir con-
» noissance d'un crime, sans qu'il
» cessât d'être caché, & sans qu'il
» fût public; car, posé le cas que
» cette communauté soit composée
» de mille personnes, ces deux ou
» trois cens personnes n'en feroient
» que la moindre partie. 2°. Sur une
» déclaration de Cardinaux, qui
» étant consultés sur une absolution.

» qu'un Evêque avoit donnée, d'un
» crime réservé au Siège apostoli-
» que, & qui avoit été commis en
» présence de deux ou trois person-
» nes, ont décidé qu'elle n'étoit ni
» valable, ni légitime.

» Mais, dit Ducasse, ce premier
» fondement n'est pas solide, parce
» que, comme Fagnan est obligé de
» le reconnoître, quand on dit qu'un
» crime est caché, tandis qu'il n'est
» connu que de la moindre partie
» d'une communauté, on entend
» que cette même partie soit au-des-
» sous du nombre de dix personnes ;
» parce que le nombre de dix fait
» un peuple, une multitude, une
» paroisse. Le second fondement
» n'est pas plus solide que le pre-
» mier ; car, encore que les déclara-
» tions des Cardinaux, qui ont
» été établis par le Pape pour l'in-
» terprétation du Concile de Tren-
» te, soient d'un grand poids, elles

» ne peuvent pas néanmoins passer
» en France pour des loix , sur les-
» quelles on soit obligé de régler
» son sentiment & sa pratique.

» Ainsi, ajoute Ducasse , tandis
» qu'un crime n'est pas public , &
» qu'il n'est connu que de peu de
» personnes , il est vrai de dire qu'il
» est encore caché dans le sens du
» Concile de Trente , & que l'or-
» dinaire peut dispenser de l'irrégu-
» larité qui en provient. La raison
» est que le Concile a fait ce règle-
» ment pour éviter qu'un Ecclésiast-
» tique qui a commis quelque grand
» crime , ne causât quelque scandale
» en exerçant ses fonctions : or , son
» crime n'étant connu que d'un pe-
» tit nombre de gens , on ne peut pas
» dire qu'il y ait un scandale public ,
» & que cet Ecclésiastique soit dif-
» famé ; joint que l'usage de la péni-
» tencerie de Rome est d'accorder
» des dispenses & des absolutions

» dans des cas qu'elle prend pour
» occultes , quand on expose qu'ils
» ne sont connus que de très-peu
» de personnes. D'ailleurs la glose
» de la décrétale *Vestra* dit , en ter-
» mes formels , qu'une chose ne laisse
» pas d'être cachée , quoiqu'on la
» puisse prouver en jugement : *Item*
» *etiam quandoque dicitur occultum ,*
» *quod potest probari.*

Ducasse , très-estimable en général , ne laissoit pas d'avoir des préjugés de corps , qui ne lui ont pas permis de porter sa vue jusqu'où il pouvoit l'étendre. Il ne suffisoit pas , pour réfuter Fagnan solidement , de fixer le nombre de personnes qui doivent avoir connoissance d'un crime , pour qu'il soit réputé notoire d'une notoriété qui puisse autoriser l'Evêque à refuser les ordres à un Citoyen pourvû d'un titre ecclésiastique : mais il faut sçavoir d'abord si ce crime existe ; il faut donc

que le corps du délit soit constant : il faut pareillement qu'il soit constant qu'il a été commis par celui auquel l'imputent ceux qui en ont connoissance. Car si l'affertion de l'un ou de l'autre de ces deux faits, ou de tous les deux ensemble, n'a de fondement qu'un bruit populaire, ou des propos hasardés dans une conversation, il est de la plus souveraine injustice de lui donner aucun effet réel. Il faut donc, strictement parlant, pour rendre légitime le refus de l'ordination à celui qui a droit de la demander, que le crime qui en est le motif, soit juridiquement prouvé. C'est la raison pour laquelle l'Evêque, qui se détermine à ce refus, est tenu de déclarer en justice, quand il en est sommé, quel est le motif de sa conduite ; & c'est après cette déclaration que l'ordinant peut procéder pour faire juger ; 1°. s'il est vraiment coupable ; 2°. si la

E. v.

faute dont il est coupable est de nature à autoriser le refus qu'il éprouve.

Il faut avouer cependant , que le scandale est si opposé aux vues que se propose l'Eglise dans le choix de ses Ministres, qu'il n'est pas nécessaire que celui qui se présente pour remplir cette importante fonction, soit convaincu du crime dont il est accusé ; il suffit qu'il en soit judiciairement soupçonné. Il seroit , par exemple , contraire à la discipline & au bien de la religion de donner les ordres, & par conséquent la direction des ames & des consciences à un homme qui seroit dans les liens d'un décret. Cette procédure , il est vrai, n'est pas, à beaucoup près, une conviction ; mais tant que celui sur qui le décret a été lancé ne l'a pas purgé, le soupçon qui en résulte est légitime, & tel que la personne qui en est l'objet ne peut pas

avoir la confiance & la considération, sans lesquelles il lui est impossible de conduire un troupeau.

Voilà pour ce qui concerne les ordres de ceux qui les requièrent en vertu d'un titre ecclésiastique. Mais il en est d'autres, & c'est le plus grand nombre, qui s'accordent à ceux qui n'attendent pas que l'Eglise les appelle à son service, en leur assignant une place & des fonctions dans le ministère. De-là est venue la distinction des *ordres de justice*, ce sont ceux dont on a parlé d'abord, & des *ordres de grace*.

A l'égard de ces derniers, il est bien difficile de croire qu'un Evêque puisse être contraint, sous quelque prétexte que ce soit, de les conférer : il a toujours un motif de refus auquel il ne paroît pas que l'on puisse rien opposer de raisonnable. Le droit d'admettre aux ordres appartient à chaque Eglise particulière.

re ; & celui de les conférer appartient au corps ecclésiastique de chaque Eglise. Quand l'exercice de ces droits étoit entre les mains de ceux à qui ils appartiennent , aucune Eglise ne se créoit de ministres , quand elle n'avoit point de ministère à donner , quand toutes les places auxquelles les différentes portions de ce ministère sont attachées , étoient remplies : personne n'étoit introduit dans un corps qui n'avoit pas besoin de membres ; & l'on ne voyoit point de Citoyens revêtus d'une qualité qui les soustrait aux principales charges civiles , sans qu'ils méritassent ce privilège par aucun service rendu à l'Eglise.

L'Evêque s'est mis à la place des fidèles de son diocèse, il les représente , fait ce qu'ils faisoient , & ce qu'ils devroient peut-être faire encore aujourd'hui. Mais , en s'attribuant leurs droits, il en a étendu l'u-

fage , en donnant à l'Eglise des Ministres superflus. Or , il est bien difficile de comprendre comment on pourroit imposer à un simple représentant la nécessité de faire ce que ne feroit pas le corps qu'il représente , si ce corps jouissoit encore de l'exercice de ses droits : c'est bien assez de souffrir qu'il en soit privé , sans obliger celui qui se l'est approprié , à en faire un usage outré & dangereux à bien des égards.

Telles sont les règles établies par les Canons & par la discipline de l'Eglise , que le Magistrat politique s'est obligé de protéger , & dont il doit maintenir l'exécution.

Mais , à titre d'exécuteur du bien temporel de ses états , il a encore d'autres droits sur la discipline des ordinations.

Le Sacrement de l'Ordre , comme on l'a déjà dit , produit sur ceux qui ont l'honneur de l'obtenir , des

effets qui deviendroient bien onéreux à la société, s'il étoit trop multiplié. Les tributs dont ils sont chargés sont beaucoup au-dessous du taux que supportent les autres sujets, quoique la distribution des biens de l'état soit, proportionnellement parlant, bien plus avantageuse aux Ecclésiastiques qu'aux Laïcs. Non-seulement ils sont exempts d'exposer leurs vies & de consommer leurs revenus pour la défense de la patrie ; mais les fonctions militaires leur sont absolument interdites ; & l'incompatibilité de ces fonctions avec le service de nos autels, est aujourd'hui un point fondamental de la discipline admise dans le royaume, & par conséquent une Loi de l'Etat. Le célibat est encore une obligation imposée aux Ecclésiastiques, & adoptée par la loi civile : ainsi l'ordination engloutit dans le néant tous les citoyens, dont la gé-

nération actuelle & toutes les suivantes auroient pu être enrichies par le mariage de celui qui est engagé dans le ministère : il est en outre débarrassé du soin de l'éducation ; c'est-à-dire, du soin de former des fidèles à l'Eglise, & des sujets à l'Etat.

Tous ces avantages temporels sont compensés, il est vrai, par le fardeau du ministère sacré, dont les fonctions pénibles ne souffrent aucun relâche & aucune distraction. Il y a donc à cet égard, deux choses nécessaires ; il faut des Ministres ecclésiastiques, & il faut qu'ils soient foulagés d'une bonne partie des charges civiles. Voilà ce qu'exigent le maintien de la Religion & le service de l'Eglise.

Mais il faut aussi que la société temporelle, qui est comme la pépinière de l'Eglise, subsiste & soit servie. Il est donc indispensable de met-

tre des bornes au nombre des Ecclésiastiques, & de ne pas souffrir qu'il s'accroisse au point d'appauvrir celui des autres sujets, & de devenir sur la société un fardeau capable de l'écraser.

Le grand Constantin, qui le premier admit la Religion chrétienne dans l'Empire, a donné l'exemple des précautions que la prudence des Souverains doit leur inspirer sur cet important objet. Dès son tems, & aussi-tôt qu'il eût comblé de biens les Ministres de l'Eglise, le nombre des Clercs devint si grand, que l'on couroit risque de n'avoir plus de sujets pour remplir les places civiles, & acquitter les charges publiques. Pour prévenir les maux dont l'état paroissoit menacé par cet abus, il fit publier diverses loix; mais deux entr'autres. Par la première, il défend d'admettre aux ordres aucun Décursion, aucun enfant de Décurion,

ni aucun sujet capable de supporter les charges publiques ; mais il veut que , quand il meurt un clerc , on ordonne à sa place un autre citoyen ; & ordonne qu'on le choisisse dans la classe de ceux à qui la médiocrité de leur fortune ne donnoit pas les moyens de soulager l'Etat. Ainsi l'Eglise acquéroit un ministre , sans que l'Etat perdît un citoyen. Il ordonna ensuite , que ceux qui étant dans le cas de cette Loi , entreroient dans le Clergé après sa promulgation , en seroient chassés & remis à la place qu'ils occupoient dans l'ordre civil.

Par une autre Loi , le même Empereur défend d'admettre dans le Clergé , ceux qui sont capables des charges publiques ; fussent-ils présentés sur les suffrages du peuple , ou de qui que ce soit. Mais si une place vient à vaquer par la mort d'un clerc , il doit être remplacé par un autre , qui ne descende point des

Officiers municipaux, ou qui soit en état, par ses richesses, de supporter le poids des fonctions publiques : car il faut, dit-il, que les riches soient sujets aux besoins du siècle, & que les pauvres vivent des biens donnés à l'église (36).

(36) *Cum constitutio emissâ præcipiat nulum deinceps decurionem, vel ex decurione progenitum, vel etiam instructum idoneis facultatibus, atque obeundis publicis muneribus opportunum, ad clericorum nomen, obsequiumque confugere; sed eos de cætero in defunctorum duntaxat clericorum locâ subrogari, qui fortunâ tenues, neque muneribus civilibus teneantur obstricti: cognovimus illos etiam inquietari qui antè legis promulgationem clericorum se consortio sociaverint: Idedque præcipimus, his ab omni molestiâ liberatis, illos qui post legem latam, obsequia publica declinantes, ad clericorum numerum confugerunt, procul ab eo corpore segregatos, curiæ, ordinibusque restitui, & civilibus obsequiis inservire. Cod. Theod. L. 3. de Episc. cöp. Eccl. & Cleric.*

Il paroît que ces Loix avoient été ſtrictement prises à la lettre , & qu'on n'en appliquoit la diſpoſition qu'à ceux qui étoient Décurions, ou qui descendoient de Décurions. Les Empereurs Valentinien I, & Valens l'étendirent aux riches Plébéïens (37).

Neque vulgari consensu , neque quibuslibet petentibus , sub specie clericorum , à muneribus publicis vacatio deferatur. Nec temerè ; & citrà modum populi clericis connectantur. Sed cum defunctus fuerit clericus , ad vicem defuncti alius allegetur , cui nulla ex municipis prosapia fuerit , neque eâ est opulentia facultatum , quæ publicas functiones facillimè queat tolerare. Ita ut , si inter civitatem & clericos super alicujus nomine dubitetur , si cum æquitas ad publica trahat obsequia , & progenie municeps , vel patrimonio idoneus dinoscetur , exemptus clericis civitati tradatur. Opulentos enim sæculi subire necessitates oportet , pauperes Ecclesiâ divitiis sustentari. Ibid. L. 6.

(37). *Plebeios divites ab Ecclesiâ suscipi penitus arcemus. L. 17. Ibid.*

L'Empereur Arcadius trouva un autre expédient, pour que les places ecclésiastiques fussent remplies, sans qu'il en coûtât des sujets à l'ordre des laïcs. Il voulut que les Evêques qui croiroient avoir besoin de clercs, donnassent les places vacantes à des Moines, auxquels, à cet effet, ils conféreroient les ordres. Par ce moyen, dit-il, il n'entrera point dans le Clergé de sujets comptables envers le public & les particuliers; & l'on n'y admettra que des personnes déjà éprouvées (38).

Justinien a suivi les traces de ses prédécesseurs, & a travaillé pour empêcher la trop grande multiplication des membres du Clergé. Il

(38) *Si quos fortè Episcopi deesse sibi clericos arbitrantur, ex monachorum numero rectius ordinabunt: non obnoxios privatisque rationibus cum invidiâ teneant, sed habeant jam probatos. L. 32. Ibid.*

nous apprend , dans la troisiéme nouvelle , qu'il avoit adressé une Loi générale au Patriarche de Constantinople & aux autres Patriarches de l'Empire , portant défense d'ordonner ni Evêques , ni clercs , ni diacouesses , au-delà du nombre qui avoit été anciennement réglé. Mais les Evêques ne s'y étant pas conformés , & ayant , par complaisance , ou autrement , ordonné pour chaque Eglise , beaucoup plus de clercs que ses revenus n'en pouvoient entretenir , il a défendu de faire de nouvelles ordinations , jusqu'à ce que le nombre des personnes ecclésiastiques fût réduit à l'ancien taux , qu'il fixe dans le plus grand détail , pour chaque ordre de cléricature. Mais cet Empereur va plus loin ; quand les Ecclésiastiques seront réduits au nombre compétent , & qu'il y aura lieu de faire de nouvelles ordinations , il se réserve la nomina-

tion des ordinands , & défend au Patriarche d'admettre ceux qui lui seroient présentés par qui que ce soit , autre que l'Empereur (39).

(39) *Dudum quidem communi & generali lege ad tuam beatitudinem & reliquos sanctissimos Patriarchas scriptâ , de ordinatione venerabilium Episcoporum , & reverendissimorum clericorum , nec non mulierum diaconissarum , ut non ampliùs sint ab antiquâ mensurâ qui ordinantur , disposuimus..... Cùm verò Deo amabiles Episcopi , ad aliquorum preces semper respicientes , protratti sunt ad ordinationum multitudinem. Sancimus igitur eos quidem qui hactenùs sunt in sanctissimâ majore Ecclesiâ , & reliquas omnes venerabiles domos , & reverendissimos clericos , & mulieres diaconissas , & ostiarios , manere in quo sunt schemate..... reliquo verò tempore nulla fiat ordinatio , donec ad antiquum numerum institutum ab iis qui sanctissimas Ecclesias ædificaverunt , reverendissimorum clericorum quantitas redigatur. Sancimus non ultrâ sexaginta quidem præbiteros in sanctiss. majore Ecclesiâ esse , dia-*

La seizième nouvelle confirme celle dont on vient de parler ; & ordonne ensuite , quand le nombre des Clercs d'une Eglise sera réduit au nécessaire , de prendre dans une autre où il y en aura encore des sur-numéraires , pour remplir les places à mesure qu'elles vaqueront dans la première ; & il veut que ces translations aient lieu , jusqu'à ce que le

conos autem masculos centum , &c. De cætero verò nullum ordinari , antequàm ad statutum uniuscujusque Ecclesiæ quod antiquitus ordinatum est ab ædificatoribus Ecclesiarum præbiterorum , diaconorum masculorum , atque fœminarum , & subdiaconorum , atque lektorum , nec non cantorum & ostiario-rum numerus redigatur ; & nullus in medio penitus adjiciatur. Nosque ipsi cavebimus tale aliquid agere , & ordinandos mittere , nullusque nostrorum judicium tale aliquid agat.... & licentia sit beatiss. Archiepiscopo & Patriarchæ hujus regiæ civitatis ordinationi contradicere , licèt jussio de palatio veniat.
Nov. 3 , præfat. & cap. 1. & 2.

Clergé de toutes les Eglises soit réduit à un nombre compétent.

Ces précautions , ou à-peu-près , ont été employées en France. On trouve, dans les Capitulaires , un article qui annonce que conformément au Concile de Calcédoine , on ne doit point faire d'ordinations vagues, & que ceux qui sont ordonnés doivent s'engager à rester attachés au lieu pour lequel ils l'ont été (40). En effet l'article 6 de ce Concile défend expressement d'ordonner aucun Prêtre , ni aucun Diacre , si ce n'est pour l'attacher au service de quelque église ; déclare nulle toute ordination faite autrement, & veut que la honte en re-

(40) *Item in eadem synodo (Chalcedonensi) ut nullus absolute ordinetur , & sine pronuntiatione & stabilitate loci ad quem ordinatur.* Baluz. capitul. 24 , ad ann. 789.

jaillisse

jaillisse sur celui qui l'a administrée (41).

Il est donc évident que le Magistrat politique, tant pour procurer l'exécution des Canons, que pour diminuer le nombre excessif des Ecclésiastiques, dont le poids surchargerait son état, pourroit renouveler l'exécution de loix si sages & si utiles aux deux sociétés; à la société chrétienne, & à la société civile.

* S'écarteroit-il de l'esprit de ces

(41) *Nullum absolute ordinari neque presbyterum, neque diaconum, neque penitus quemquam eorum qui sunt in ecclesiastico ordine, nisi specialiter Ecclesie civitatis, vel vici, vel martyrii qui ordinandus est fuerit declaratus. Horum autem ordinationem hujusmodi, qui absolute ordinantur, constituit sancta synodus inefficacem esse, & nusquam posse ad ordinantis injuriam prevalere; ou, comme traduit Zonaras, & nusquam exercere ac operari posse ad ejus qui ordinavit injuriam. Concil. Chalced. cap. 6.*

Part. II.

G

loix , si , après avoir réduit les ordinations sur le pied des Canons primitifs de l'Eglise , il jugeoit que les titres ecclésiastiques subsistant multiplient trop le nombre des Clercs , & altère considérablement celui des Laïcs ? Ne pourroit-il pas ordonner , en ce cas , la suppression de tous ces titres qui n'obligent plus les titulaires à aucunes fonctions , & qui , en leur procurant toutes les prérogatives ecclésiastiques , ne leur imposent d'autre soin , pour compenser ceux dont ils sont déchargés , que celui de percevoir des revenus ?

Mais il paroît qu'il est encore une autre ressource , dont le Souverain pourroit faire usage en cas de besoin.

L'incompatibilité du mariage avec le Sacrement de l'Ordre est très-ancienne dans l'Eglise ; mais provient-elle de l'essence des choses , de manière qu'elle ne puisse cesser

sans altérer cette essence ? Seroit-ce dont une hérésie que de penser qu'on pourroit la faire plier sous le joug de la nécessité ?

On l'a déjà dit , & on le répète ; le ministère ecclésiastique impose des soins si importans & si assidus , que ceux qui en sont chargés doivent être débarrassés , autant qu'il est possible , des occupations civiles. Le gouvernement d'une famille , la sollicitude maritale & paternelle , imposent sans doute des devoirs qui pourroient occasionner , à ceux qui en feroient chargés , de fréquentes distractions des fonctions du sacerdoce. Mais l'expérience nous apprend que , si la conciliation de ces occupations est difficile , elle n'est pas impossible. Combien de pieux ecclésiastiques se chargent de l'éducation de pauvres parens , & ne cessent pas pour cela de s'acquitter du service de la religion , avec exacti-

tude & édification ? Ne voit-on pas même des prêtres obligés d'élever leurs propres enfans, quand ils se font engagés dans l'état ecclésiastique , ayant des enfans en bas âge , issus d'un mariage précédent , & sans que cette charge ait été regardée comme un obstacle à leur ordination ?

Si donc ce motif est entré dans la pratique qui interdit le mariage aux prêtres , il n'a pas pû être seul , puisqu'il n'est pas impossible de concilier les soins sacerdotaux & la sollicitude paternelle.

Il en est un autre qui , sans doute , est respectable ; mais qui ne paroît pas établir , non plus que le précédent , une incompatibilité absolue ; c'est la pureté que demande la célébration des saints mystères. Mais si l'état du mariage est moins pur que celui du célibat , peut-on dire qu'il exclut toute pureté ? Ce seroit choquer l'institution du Créateur ,

qui a attaché à cette union la propagation de l'espèce & la conservation du genre humain : ce seroit choquer la religion chrétienne , qui sanctifie cette même union par un Sacrement ; ce seroit choquer enfin le langage de l'Eglise , qui qualifie cette union de sainte.

Difons-le donc : la continence est certainement une vertu digne d'être alliée au sacerdoce ; mais elle ne lui est pas absolument essentielle ; & il ne répugne point à la nature des choses , que le Sacrement du Mariage , & celui de l'Ordre , soient réunis sur le même sujet. Les soins du ministère & la décence ont établi l'usage d'éloigner les ministres du mariage : mais ces deux motifs peuvent être subjugués par la nécessité.

Dans le fait , la défense faite aux prêtres de l'Eglise d'occident d'user du mariage , n'est qu'une loi ecclé-

siaftique , qui n'a pas toujours fubfifté ; les livres fâints mêmes nous en fourniffent la preuve. Saint Paul , adreffant la parole aux célibataires , & à ceux qui font en viduité , leur confeille de refter dans l'état où ils font ; mais s'ils ne peuvent garder la continence , il leur confeille le mariage ; parce que , dit-il , il vaut mieux fe marier , que de brûler. Or cette maxime n'eft pas reftreinte aux feuls laïcs , elle femble s'étendre à tout le monde (42). Il y a plus : ce paffage même donne à entendre que S. Paul ne regardoit pas fon apoftolat comme une obftacle au mariage , puifqu'il fe propofe lui-même pour exemple , du confeil

(42) *Dico autem non nuptis & viduis : bonum eft illis fi fic permaneant , ficut & ego. Quòd fi non fe continent , nubant. Melius eft enim nubere , quàm uri. I. ad Cor. VII, 8.*

qu'il donne à ceux qui ne sont pas mariés, de continuer de vivre dans le célibat : *Sic permaneat sicut & ego.* Or s'il eût été lié à cet état par sa place, il ne se feroit pas donné pour modèle d'une action qu'il ne prescrit qu'à titre de conseil, mais qui auroit été de nécessité pour lui.

En effet, on trouve dans les archives de l'Eglise, & dans les loix des Empereurs, la preuve que les Ecclésiastiques pouvoient se marier, même après avoir reçu l'ordination. Le dixième canon du Concile d'Ancyre, tenu en 214, porte que, si un diacre, au moment de son ordination, a déclaré qu'il ne peut passer sa vie dans le célibat, il peut se marier ensuite, sans, pour cela, être interdit de ses fonctions : mais s'il s'est abstenu de faire cette déclaration, il ne peut plus songer au mariage ; ou s'il prend une femme,

il faut qu'il abdique le diaconat (43).

Le Concile œcumenique, connu sous le nom de Concile *in trullo*, tenu en 692, défend aux soûdiacres, diacres & prêtres, de se marier après leur ordination, sous peine d'être déposés; & ordonne à ceux qui voudront être dans les ordres sacrés, & mariés en même-tems, de se marier, avant leur ordination (44).

(43) *Quicumque diaconi constituti, in ipsâ constitutione testificati sunt, & dixerunt oportere se uxores ducere, cum non possint sic manere; ii, si uxorem postea duxerint, sint in ministerio; eo quod hoc sit illis ab Episcopo concessum. Si qui autem hoc silentio præterito, & in ordinatione, ut ita manerent, suscepti sunt, postea autem ad matrimonium venerunt, ii à diaconatu cessent.* Conc. Ancy. can. 10.

(44) *Decernimus ut deinceps nulli penitus hypodiacono, vel diacono, vel præbitero, post sui ordinationem, conjugium contrahere liceat. Si autem fuerit hoc ausus facere, deponatur. Si quis autem eorum qui in clerum*

Ce canon prouve deux choses : que les prêtres se marioient au tems où il a été dressé : on ne fait point de loi , pour interdire un usage qui n'existe pas. D'ailleurs les termes dans lesquels il est conçu l'annoncent assez clairement , en disant que la défense qu'il contient est pour l'avenir : *Decernimus ut deinceps nulli penitus* , &c. Il y avoit donc de ces mariages faits antérieurement , & auxquels le Concile ne touche point ; il ne prononce que contre ceux qui se feront à l'avenir.

Ce canon nous apprend encore , qu'il s'en faut bien que l'Eglise regardât alors l'Ordre & le Mariage comme deux Sacremens incompatibles dans le même sujet , puisqu'elle

accedunt velit lege matrimonii mulieri conjugii , antequàm hypodiaconus , vel diaconus , vel presbyter ordinetur , hoc faciat.
Concil. in trullo , can. 6.

ordonne à ceux qui voudront être prêtres & mariés en même-tems , de se marier avant de se faire promouvoir aux ordres.

Il paroît que cette loi n'eut pas une exécution bien exacte. Car l'Empereur Léon , surnommé le Philosophe , qui régna à la fin du neuvième siècle, & au commencement du dixième , nous apprend , dans sa troisième novelle , que , suivant l'ancienne discipline de l'Eglise , ceux qui vouloient entrer dans l'état ecclésiastique , & ne se sentoient pas capables de supporter un célibat perpétuel , étoient obligés de se marier avant qu'on leur conférât les ordres ; mais que , de son tems , on commençoit par devenir prêtre , & ensuite on se marioit. Il est vrai qu'il falloit contracter mariage dans les deux premières années qui suivoient l'ordination , sans quoi on étoit obligé à un cé-

libat perpétuel. L'Empereur abroge cet usage , & ordonne l'exécution de l'ancienne discipline (45).

(45) *Cùm decenter indè ab initio de iis qui faciendis Deo sacris digni essent , ecclesiasticus ordo constituerit , non rectè (meo quidem iudicio) qui præsentis temporis consuetudinem sequuntur , interdùm ecclesiasticam traditionem contemnunt. Nam , ubi illa mandat ut qui creandi sacerdotes sunt , aut per omnem vitam , si promissum non falsum fore fidant , cælibatum voveant : aut , si illum servare impossibile ipsis videatur , legitimum matrimonium ineant , ac deindè divinum ministerium suscipiant. Consuetudo , quæ in præsentì obtinet , iis quibus matrimonio conjungi in animo est , concedit ut , antequàm uxorem duxerint , sacerdotes fieri possint , & deindè biennium ad perficiendam voluntatem jungi matrimonio volenti præstituit. Id igitur , quia indecorum esse videmus , jubemus ut ad vetus Ecclesiæ , & antiquitùs traditum præscriptum dehinc creationes procedant. Neque enim dignum est ut qui spirituali assensu suprà corporis abjectionem & sordes evecti sunt , hi rursum ad carnis sordes delabantur : sed è di-*

On ne finiroit pas, si l'on vouloit recueillir tous les monumens qui prouvent que le mariage n'est point incompatible avec les ordres, & que ce n'est qu'un point de discipline, fort ancien à la vérité, & plus ancien dans l'Eglise latine, que dans l'Eglise grecque; mais en même-tems que ce règlement, si respectable en lui-même, est subordonné à la nécessité des circonstances.

Il est vrai que les pères de Trente ont prononcé l'anathême contre ceux qui diroient que les clercs engagés dans les ordres sacrés, peuvent se marier, & que leur mariage est valable.

Mais 1°. cette décision combat

verso, ut divinum ministerium ex corporis sordibus, tanquam in altum aliquem gradum conscendat, convenientius fuerit. Constit. 3. Leon. Imper.

celle des Conciles dont on vient de parler. 2°. Ceci n'est qu'un point de discipline , n'a aucun rapport au dogme ; & tout le monde convient que ce qui a été arrêté à Trente ; concernant la discipline , n'est point reçu en France. 3°. Enfin , quelque autorité que l'on veuille donner au Concile de Trente , on ne lui donnera jamais celle de régler l'état des sujets du Roi. La Religion à laquelle le Prince a donné entrée dans ses Etats , qu'il a embrassée lui-même , & qu'il protège , a pour objet la sanctification & le salut éternel de ses peuples ; mais cet objet n'est point incompatible avec le Gouvernement temporel , avec la conservation & la propagation de l'espèce. Il résulte même , de ce qui a été dit dans les chapitres précédens , que ce seroit un blasphème que d'imputer à l'Eglise des vûes contraires à l'ordre social , au bien & au maintien de l'état civil.

Difons-le donc avec confiance : fi les circonftances mettoient le Légiflateur dans le cas de fe croire obligé de pourvoir à la multiplication , il n'entreprendroit point fur ce qu'il y a de fpirituel dans le Sacrement de l'Ordre , en autorifant les Prêtres à fe marier , & à donner des citoyens à la patrie. Et fi cette loi n'étoit pas fuffifante pour vaincre le préjugé introduit par le règlement de pure difcipline extérieure , qui fait regarder l'Ordre & le Mariage comme incompatibles dans le même fujet , ne feroit-il pas en droit de défendre que les ordres fuflent conférés à d'autres perfonnes qu'à celles qui feroient engagées dans les liens du mariage ? Ces réglemens , qui ne porteroient aucune atteinte à l'efſence du Sacrement , qui laifferoient abſolument intaéte ce qu'il a de fpirituel , qui reverſeroient dans la ſociété civile , par les ſoins de la

prévoyance martiale & paternelle ,
une classe d'hommes qui s'en regardent comme distincts & séparés ; ces réglemens, dis-je , ne mériteroient , dans le cas où ils feroient nécessaires , que les éloges & la soumission de ceux que le préjugé, l'intérêt ou l'ambition n'aveuglent point , & qui distinguent les objets dans leur vrai point de vûe. L'Eglise alors , pour prévenir les scandales , & empêcher qu'une loi de pure nécessité temporelle ne devint une source de licence & d'abus , renouvelleroit les précautions que le S. Esprit avoit inspirées aux Pères des premiers Conciles. La continence , dans les heures voisines de celles où les saints mystères doivent être célébrés par les prêtres mariés , deviendrait une loi , comme l'est encore , de nos jours , le jeûne le plus scrupuleux.

SECTION VII.

Du Sacrement du Mariage.

Ce Sacrement est la source qui produit les générations , qui perpétue & conserve l'espèce humaine & la société. Il appartient donc essentiellement au Magistrat politique d'y avoir l'œil , & de ne pas abandonner au caprice des ministres ecclésiastiques, le droit de refuser ou d'accorder aux citoyens la faculté d'en produire d'autres.

Tout le monde sçait que le mariage , en lui-même , & considéré dans l'ordre civil , n'est autre chose que l'union légitime de l'homme & de la femme. Cette union , qui , dans tous les tems , & chez toutes les nations , a été le principal titre pour donner aux enfans les droits successifs de propriété , a été sous la protection des loix civiles , dès qu'il y

a eu des loix civiles ; & elles seules la protègent encore chez les hérétiques & chez les infidèles.

Cet acte , si important sous quelque point de vûe que l'on considère ses effets , Jesus-Christ a jugé à propos de le sanctifier , & d'ouvrir , par l'institution d'un Sacrement , une source de graces sur ceux qui se marient. Il ne faut donc pas confondre le mariage avec le Sacrement du Mariage : le mariage est un contrat , par lequel l'homme & la femme s'engagent à vivre ensemble jusqu'à la mort de l'un des deux contractans ; & le Sacrement du Mariage est un rit extérieur établi par Jesus-Christ pour sanctifier ce contrat , & l'union qui en est la suite. Ainsi , à proprement parler , le mariage peut subsister sans Sacrement , puisqu'il n'a que les effets civils pour objet , & qu'il ne les tire que de l'observation des formes

établies par l'autorité civile. Celles que l'Eglise, ou plutôt ses ministres, ont pû y joindre, ne sont devenues essentielles, qu'autant que le Magistrat politique les a adoptées, & les a revêtues de son pouvoir.

En effet, c'est du mariage des père & mère que les enfans tiennent leurs droits héréditaires, & les prérogatives que la société leur donne à l'instant de leur naissance. Or l'Eglise, qui n'a, & qui essentiellement ne sçauroit avoir aucune part à l'administration politique, pourroit-elle, par elle-même, établir des règles desquelles dépendissent les droits temporels de la naissance ? Souvenons-nous toujours qu'elle est étrangère dans l'Etat, qu'elle ne fait qu'y passer, que les biens spirituels sont le but unique de son voyage ; que son instituteur ne lui en a point donné d'autres à administrer, qu'il lui a défendu de

s'occuper d'aucun objet étranger à celui-là , & qu'il a donné l'exemple avec le précepte.

Nous voyons même qu'il s'est écoulé un assez long-tems , fans que les ministres de l'Eglise aient eu aucune part à la célébration des mariages. Justinien nous apprend qu'avant lui , & en conséquence de ses propres loix , les mariages se contractoient par le seul consentement des parties , donné en présence de témoins. Cette simplicité de formalités provenoit de l'abdication des cérémonies païennes , auxquelles le culte chrétien avoit mis fin. Les solemnités observées par les Romains idolâtres rendoient les mariages publics , & en constatoient la réalité. Il avoit fallu renoncer à ces solemnités prophanes : mais , sans songer à prendre des mesures pour assurer la vérité du contrat de mariage , on s'étoit contenté de ce qui en fait la

substance , & l'on avoit trop compté sur la constance des hommes. Ce défaut de précautions avoit , comme l'observe Justinien , autorisé le concubinage. Rien , en effet , n'étoit plus aisé que de trouver des témoins qui attestoient , ou qui nioient , suivant les circonstances , avoir vu donner le consentement ; & ces faux témoins étoient d'autant plus sûrs de l'impunité , qu'il étoit impossible de les convaincre.

L'Empereur , pour déraciner cet abus , déclara nuls tous les mariages de personnes constituées en dignité , qui ne feroient pas précédés d'un contrat contenant une stipulation de dot , & une donation à cause des nûces : voilà toute la formalité qu'il prescrivit à leur égard.

Quant aux personnes qui , sans être élevées aux premières dignités de l'Empire , ne laissoient pas d'être d'un état honnête , il leur laissa la

liberté de rédiger , ou de ne pas rédiger de contrat ; mais il ne voulut pas qu'ils pussent désormais se marier , comme auparavant , sans qu'il restât une preuve authentique de leur engagement ; & voici les précautions qu'il prit , pour le constater d'une façon qui ne laissât rien d'équivoque , & qui méritât toute sa confiance. Ceux qu'il dispensa de la nécessité du contrat , devoient se rendre en telle Eglise qu'ils jugoient à propos ; & en présence du desservant & de trois ou quatre autres clercs attachés à la même Eglise , déclarer qu'ils se prenoient mutuellement pour époux. Le Prêtre étoit tenu de dresser un acte de ce consentement , de le dater de l'indiction , du mois , du jour du mois , de l'année du règne de l'Empereur & du consulat ; de le faire signer par tel nombre de clercs qu'il jugeoit à propos ; pourvû qu'ils ne fussent pas moins de trois , le

signer lui-même, & le déposer dans les archives de l'Eglise. Toutes ces formalités étoient requises, à peine de nullité du mariage. Mais cette disposition n'avoit lieu que dans le cas où il n'y avoit point de contrat portant constitution de dot & donation à cause de nêces : car, comme il a grand soin de le dire, il ne veut, dans le cas dont il s'agit, que s'assurer d'une preuve moins équivoque que celle des témoins, qui lui est toujours suspecte; or le contrat écrit lui suffisoit.

A l'égard des foldats, des laboureurs, & des personnes d'une condition abjecte, qui, uniquement occupés de la guerre & de la culture, ignorent les loix, il leur étoit permis de continuer de se marier, sans être obligés de dresser aucun contrat, ni d'observer aucune des formalités qui viennent d'être détaillées; &

fans que , pour cela , on pût refuser la légitime à leurs enfans (46).

(46) *Illud quoque melius arbitramur constituere competenter , quod ex plurimo causarum experimento cognovimus. Multæ quidem & continuæ lites nuntiata nostræ Majestati ad opus nos deduxerunt hujus legis. Quia enim , & antiquis promulgatum est legibus , & à nobis ipsis sunt hæc eadem constituta , ut etiam nuptiæ extrâ dotalia documenta ex solo affectu valeant & ratæ sint : Sed falsatis contractibus nostra ex hoc est completa respública. Nam introcuntes testes sine periculo mentientes , quia vir vocabat dominam coherentem , & ista illum similiter nominabat ; & sic eis finguntur matrimonia , non veritate confecta. Hæc ergò castâ lege sancire benè se habere credidimus.*

In majoribus itaque dignitatibus , & quæcumque usque ad nos & senatores , & magnificentissimos illustres , neque fieri hæc omninò patimur : sed sit omninò & dos , & antenuptialis donatio ; & ad omnia quæ honestiora decet nomina. Quantum verò in militiis honestioribus , & negotiis , & omninò professionibus dignioribus est , si voluerit

Justinien établit donc trois formes extérieures, qui légitiment égale-

legitimè uxori copulari, & non facere nuptialia documenta, non sic quomodocumque, & sine cautelâ effusè, & sine probatione hoc agat; sed veniat ad quamdam orationis domum, & fateatur sanctissimæ illius Ecclesiæ defensori: ille autem adhibens tres aut quatuor exindè reverendissimorum clericorum, attestationem conficiat, declarantem: quia sub illâ indictione, illo mense, illâ die mensis, illo Imperii nostri anno, consule illo, venerunt apud eum in illam orationis domum, ille & illa, & conjuncti sunt alterutri: & hujusmodi protestationem, si quidem accipere volunt, aut ambo convenientes, aut alteruter eorum, & hoc agant, & subscribant ei; & sanctissimæ Ecclesiæ defensor, & reliqui tres, aut quantoscumque voluerint; non tamen minùs trium litteris hoc significantibus.

Si verò etiam hoc illi non egerint, ille tamen talem deponat chartam venerabilis illius Ecclesiæ defensor in ejusdem sanctissimæ Ecclesiæ archivis (hoc est ubi venerabilia vasa servantur) prædictas subscriptiones habentem; & reconditum sit omnibus ex hoc munimen-

ment

ment le mariage ; & cette légitimation dépendoit uniquement des cir-

& non aliter videatur nuptiali affectu eosdem convenisse, nisi tale aliquid agatur, & omnino ex litteris causa testimonium habeat : his ita gestis, & nuptias, & ex eis sobolem esse legitimam. Hæc autem dicimus ubi non dotis, aut ante nuptialis donationis sit documentum : fidem enim in solis testibus suspectam habentes, ad præsentem venimus dispositionem.

Quisquis autem in abjectâ degit vitâ, parvæ quidem substantiæ Dominus consistens, in novissimâ verò vitæ parte jacens, habeat etiam in his licentiam. Sed neque agricolas, aut milites armatos, & quos lex caligatos appellat (hoc est viliores & obscuriores) perscrutamur, quibus civilium causarum ignorantia est, & solius circâ terram operationis, & circâ bella concupiscentiæ causa est studiosa, & justè laudabilis : sic ut in vilibus personis, & in militibus armatis, obscuris & agricolis, licentia sit eis & ex non scripto convenire, & matrimonia celebrare inter alterutros ; sintque filii legitimi, qui patrum mediocritatem, aut militares, vel rusticas occupationes &

constances personnelles & civiles ;
où se trouvoient ceux qui le con-
tractoient.

ignorantias adjuvent. Novell. 74 , cap. 4.

La loi par laquelle Justinien dit, qu'il n'avoit soumis lui-même la légitimité du mariage qu'au seul consentement des parties, se trouve au code : en voici les termes : *Immo etiam illud removendum esse censuimus, quod in priscis legibus, licet obscurius, constitutum est, ut matrimonia inter impares honestate personas contrahenda non aliter quidem valeant, nisi dotalia instrumenta confecta fuerint. His vero etiam non intercedentibus, omnino firma sint, sine aliquâ distinctione personarum ; si modò liberae sint, & ingenuae mulieres, nullaque nefariarum, vel incestuarum conjunctionum suberit suspicio. Nam nefarios & incestuos coitus omnibus modis amputamus, sicut & illos qui præteritarum legum sanctione specialiter vetiti sunt : exceptis videlicet his quos præsentī lege permittimus, legitimique matrimonii jure muniri præcipimus.* L. 23 , §. 7 , Cod. de nuptiis.

On voit avec quelle autorité ce Prince ,

La première de ces formes étoit réservée aux personnes de distinction ; auxquelles il suffisoit de rédiger un contrat portant constitution de dot , & donation à cause de nœces. La seconde étoit prescrite aux citoyens d'une médiocre condition , & consistoit à choisir un prêtre , pour être le témoin du consentement des parties , & le ministre de l'acte qui constatoit ce consentement : & encore ceux-ci pouvoient-ils s'abstenir de cette formalité , en adoptant , comme la loi leur en donnoit le choix , la formalité imposée aux personnes du plus haut rang. La troisième disposition enfin laissoit

qui d'ailleurs a tant donné de marques de son respect pour les ministres ecclésiastiques , décide du sort des mariages. Paroît-il même imaginer que l'Eglise ait quelque chose à y voir ?

aux gens de la plus basse extraction la liberté de se marier sans aucune formalité , sans aucun écrit , & simplement par un consentement verbal.

On ne trouve en tout cela aucune trace de bénédiction nuptiale ; & par conséquent point de Sacrement. Il a même pu arriver que, nonobstant cette loi , les ministres ecclésiastiques aient été long-tems sans avoir aucune part à la célébration des mariages , si ceux d'un état mixte , qui avoient l'option , ont préféré la rédaction du contrat à la présence des Ecclésiastiques. L'Eglise ne réclamoit cependant point alors contre ces usages. Elle étoit donc persuadée , ainsi que le Magistrat politique , que l'administration du Sacrement du Mariage n'est point d'une nécessité absolue pour la validité de ce contrat , & pour

la sanctification de ceux qui en sur-
bissent le joug. Il y avoit cepen-
dant , à la date de la nouvelle dont
on vient de parler , & qui est du
mois de Juin 541 , deux siècles que
la religion chrétienne étoit domi-
nante dans l'Empire.

La conséquence que l'on tire ici de
la nouvelle de Justinien , n'est pas une
simple conjecture qui résulte des faits
attestés : cette conséquence est elle-
même un fait consigné dans une loi
des Empereurs Théodose & Valens ,
datée du 19 Févr. 428. Ils déclarent
que le défaut de donation à cause
de nôces , ou d'acte portant consti-
tution de dot , en un mot le défaut
de toute pompe & de toute céré-
monie , ne porte aucune atteinte ni
à la solidité du mariage , ni à la lé-
gitimité des enfans. Il n'y a point
de loi , dit celle-ci , qui mette ob-
stacle à une alliance formée entre
personnes d'une égale condition ;

& appuyée du témoignage de leurs amis (47).

Voici encore un autre fait qui démontre que les Chrétiens ont passé plusieurs siècles sans faire donner à leurs mariages le sceau du Sacrement. On a cru long-tems que la stabilité de ce contrat dépendoit absolument de la loi civile : parce que la loi civile règle seule les autres contrats ; elle a cru pouvoir les rendre immuables , ou subordonner leur durée à la volonté & au consentement des contractans. Les Romains avoient pris, dès les premiers

(47) *Si donationum ante nuptias, vel dotis instrumenta defuerint, pompa etiam, aliaque nuptiarum celebritas omittatur, nullus existimet ob id deesse rectè aliàs inito matrimonio firmitatem, vel ex eo natis liberis jura posse legitimorum auferri; inter pares honestate personas nullâ lege impediende consortium quod ipsorum consensu, atque amicorum fide firmatur. L. 22; cod. de nuptiis.*

tems de la fondation de leur ville , ce dernier parti , à l'égard du contrat qui forme la liaison maritale. Ils avoient même été jusqu'à en faire dépendre la durée de la volonté d'un seul des contractans , sans que le consentement de l'autre fût nécessaire. Ils avoient établi le divorce & la répudiation. Le divorce se faisoit par un consentement mutuel , à l'occasion d'une incompatibilité ~~mutuelle~~ , au lieu que la répudiation se faisoit par la volonté , & pour l'avantage d'une des deux parties , indépendamment de la volonté & de l'avantage de l'autre.

Tant que le contrat qui forme le mariage a été dénué de tout rapport avec la religion , il a été sujet aux vicissitudes qui ont pu naître des circonstances , des vues & de la volonté des Législateurs politiques. Mais quand la Loi civile a eu admis , au nombre des formalités re-

quises pour la validité de ce contrat, l'administration du Sacrement institué par Jesus-Christ pour le sanctifier, on a ouvert les yeux sur les vrais principes; & elle ne s'est plus permis d'autoriser la dissolution d'un contrat essentiellement indissoluble; & que Dieu a déclaré tel, tant dans l'ancien, que dans le nouveau testament. (48). Mais cette circonstance même fournit une nouvelle preuve que l'Empire romain a été long-tems chrétien, sans que le Sacrement du mariage fût nécessaire pour la validité du contrat de mariage. Il existe une loi de Théodose II & de Valentinien III, datée du mois de Janvier

(48) *Quod Deus conjunxit, homo non separet. Quicumque dimiserit uxorem suam, & aliam duxerit; adulterium committit super eam. Et si uxor dimiserit virum suum, & alii nupserit, machatur. Marc, X, 9, 12.*

449, cent trente-huit ans après la conversion de Constantin, qui porte que le consentement suffit pour former un mariage, quand il n'y a pas d'obstacle d'ailleurs ; mais qu'il ne peut être rompu que par un acte par écrit ; parce que, selon ces Princes, il doit y avoir plus de difficulté à rompre ce lien, qu'à le former. Mais qu'elle raison en donnent-ils ? Ils n'en donnent point d'autre que la faveur des enfans. Ce motif les empêche donc de laisser la faculté du divorce au caprice des époux : ils voudroient bien, disent-ils l'abolir ; mais il n'est pas juste de ne pas secourir ceux qui sont sous un joug insupportable ; en conséquence, ils entrent dans un détail très-circonstancié des causes qui peuvent autoriser, soit le mari, soit la femme, à répudier l'autre. Après ce détail, ils ajoutent une disposition qui prouve évidemment que le ma-

riage étoit rompu par le divorce ; lors même qu'il n'avoit pas pour motif une des causes exprimées par la loi ; car, en ce cas, la femme qui avoit répudié perdoit sa dot, la donation à cause de nocces, & ne pouvoit se remarier qu'au bout de cinq ans : si elle se remarioit avant ce tems, elle étoit infâme, & l'on ne regardoit pas comme un mariage l'alliance qu'elle contractoit. Mais si elle avoit répudié pour un des motifs autorisés par la loi, sa dot lui étoit restituée, elle gagnoit la donation à cause de nôtces, & pouvoit se remarier au bout d'un an ; & ce délai n'étoit exigé que pour assurer le père des enfans qui auroient pu naître après le divorce. Quant au mari, si la répudiation qui provenoit de lui étoit fondée en raison légitime, il gagnoit la dot & la donation à cause de nôtces, & pouvoit se remarier sur le champ : si elle ne

P'étoit pas, il rendoit la dot & la donation ; mais il n'est point parlé du tems où il pouvoit se remarier ; vraisemblablement il n'étoit pas plus gêné, à cet égard, dans un cas, que dans l'autre (49).

(49) *Consensu licita matrimonia posse contrahi, contracta, non nisi misso repudio dissolvi præcipimus; solutionem etenim matrimonii difficiliorem debere esse favor imperat liberorum. Causas autem repudii hæc saluberrimâ lege apertius designamus. Si enim sine justâ causâ dissolvi matrimonia justo limite prohibemus, ita adversâ necessitate pressum vel pressam, quamvis infausto, attamen necessario auxilio cupimus liberari... Hæc nisi vir & mulier observaverint, ultrice providentissimæ legis pœnâ plectentur. Nam mulier, si contemptâ lege repudium mittendum esse tentaverit, suam dotem, & antè nuptias donationem amittat, nec intrâ quinquennium nubendi habeat denuò potestatem. Æquum est enim eam interim carcere connubio, quo se monstravit indignam. Quodd si præter hæc nupserit, erit ipsa quidem infamis; connubium*

Si l'on vouloit parcourir ici les nouvelles de Justinien, on pourroit rapporter une foule de passages, par lesquels ce Prince autorise la répudiation sous certaines conditions, qui varient suivant que sa volonté est guidée par les circonstances; mais partout il accorde à la répudiation l'effet de dissoudre le mariage.

Quant au divorce, il étoit pareil-

verò illud nolumus nuncupari..... Si verò causam probaverit intentatam, tunc eam & dotem recuperare, & antè nuptias donationem lucro habere, aut legibus vindicare censemus; & nubendi, post annum, ei, ne quis de prole dubitet, permittimus facultatem. Virum etiam, si mulierem interdicta arguerit attentantem, tam dotem, quàm antè nuptias donationem sibi habere, seu vindicare, uxoremque, si velit, statim ducere hâc justâ definitione sancimus. Sin autem aliter uxori suæ renuntiare voluerit, dotem redhibeat, & antè nuptias donationem amittat. L. 8. Cod. de repud.

lement autorisé par les Empereurs chrétiens, & produisoit les mêmes effets que la répudiation. Sans entrer, sur cet objet, dans un plus grand détail, il suffira d'observer que Justin, successeur de Justinien, déclare, dans une novelle insérée parmi celles de son prédécesseur, qu'il veut que le consentement mutuel des deux conjoints soit suffisant pour opérer la dissolution du mariage ; pourvu que les deux époux s'envoient respectivement un acte de divorce. Il confirme au surplus les peines prononcées contre ceux qui répudient sans cause, si ce n'est du consentement unanime des deux parties (50).

(50) Après avoir exposé les peines que souffrent deux personnes forcées de vivre ensemble, nonobstant la haine irréconciliable qui les divise, il ajoute : *Contigit enim ut ex his nonnulli ad mutuas insidias*

Le mariage étoit donc, pendant les premiers siècles de l'Eglise, aux

procederent, venenisque, & aliis quibusdam quæ lethalia essent uterentur, in tantum ut sæpè neque liberi, qui ipsis communiter nati essent illos in unam eandemque voluntatem conjungere potuerint. Cùm itaque hæc à nostris temporibus aliena judicemus, ad præsentem sacram legem respeximus, per quam statuimus ut prout olim juris fuit, matrimoniorum solutiones ex consensu fieri liceat; & ne amplius patris nostri sanctione in eos qui consensu matrimonia dirimunt, constitutæ pænæ in usu sint. Si namque mutua affectio matrimonia conficit, meritò diversa voluntas eadem per consensum dirimit; modò hanc missi repudiî libelli satis declarant. Caterùm illud manifestum sit quòd alia omnia quæ legibus, & præcipuè sacris nostris, patris nostri constitutionibus de matrimoniis liberis, & causis per quas dirimere matrimonium permissum est, aut de iis etiam qui nullâ de causâ (non tamen ex communi voluntate & consensu, quomodo præsens nostra lex constituit) matrimonium solvunt, & de constitutis in illos pænis cauta sunt, ex præsentî etiam nostrâ lege obtine-

yeux des Empereurs chrétiens eux-mêmes, un contrat purement civil & indépendant des réglemens ecclésiastiques. Ils en dispofoient comme de tous les autres contrats fufceptibles de plus ou moins de liberté, foit au moment de l'obligation contractée, foit dans l'exécution des clauses & l'irrévocabilité des engagemens. Les Légiflateurs jufqu'alors avoient laiffé leurs fujets libres, ou de ne s'engager que fous les liens d'un contrat purement civil; ou de le faire fanctifier par le Sacrement, & de rendre, par cette cérémonie, leurs mariages indiffolubles. Mais le devoir de cette ftabilité étoit un devoir de religion, & nullement un engagement civil. On pouvoit le violer, d'après les difpofitions des loix politiques, fans être expofé à leur

bunt, fuamque per omnia vim habebunt. Nov.
23. præfat. & cap. 1.

animadversion ; fauf à l'Eglife à faire fubir les peines qui font à fa difpofition , & de la manière dont elle peut exercer fa vengeance. C'eft ainfi qu'elle réprouve bien des actions , des professions même publiques , que le Magiftrat politique tolère , fans fe croire obligé de prêter fa force , pour en arrêter l'exercice.

L'Empereur Léon , qui monta fur le trône en 886 , paroît être le premier Légiflateur qui ait mis la bénédiction nuptiale au nombre des formalités néceffaires pour valider un mariage aux yeux de la loi civile : tellement qu'il a déclaré nuls tous ceux qui ne feroient pas fanctifiés par l'adminiftration du Sacrement ; & la loi par laquelle il fait un précepte de cette bénédiction , atteste que c'eft un nouvel ufage qu'il introduit , & que fes prédéceffeurs avoient négligé de faire obferver une cérémonie fi pieu-

se (51). Mais il paroît que ce Prince n'avoit pas encore une idée bien

(51) *Quemadmodum adoptionem promiscuè habitam neglexit vetustas, quam tametsi sine præcibus sacrisque ceremoniis peragi lege permetteret, non tamen illam se parvi pendere putabat: ita & absolutam matrimonii constitutionem, dum id citrà jam receptam benedictionem iniri sineret, neglexisse videtur. Sed veteribus istius voluntatis fortassè ratio inveniri possit: à nobis verò, cum divina gratia ad honestius multò sanctiusque vitæ institutum jam res comparata sint, neutrum dictorum negligi convenit. Itaque, quemadmodum adhibitis sacris deprecationibus adoptionem perficere præcipimus; sic sanè etiam sacre benedictionis testimonio matrimonia confirmari jubemus. Adeò ut, si qui citrà hanc matrimonium ineant, id ne ab initio quidem ita dici, neque illos in vitæ illâ consuetudine matrimonii jure potiri velimus. Nil enim inter cælibatum & matrimonium, quod reprehendi non debeat, medium invenias. Conjugali vitæ desiderio teneris? Conjugii leges serves necesse est. Displicent matrimonii molestiæ? Cælebs vi-vas, neque matrimonium adulteres, neque*

précise des effets du Sacrement du mariage, & qu'il ne le regardoit pas

falso calibatûs nomine culpam prætexas.
 Constit. Imp. Leon. 89.

Il paroît que les constitutions de l'Empereur Léon, telles que nous les avons dans les différentes éditions du corps de droit, ne sont pas rangées dans l'ordre dans lequel elles ont été publiées : car il suppose, dans la soixante-quatorzième, que la bénédiction nuptiale étoit absolument requise pour la validité du mariage ; & l'on vient de lire, dans la quatre-vingt-neuvième, qu'il dit textuellement que c'est la première fois que cette cérémonie est ordonnée. Mais celle où il est fait mention de cette cérémonie comme d'une formalité précédemment requise, contient une disposition trop précieuse, quant à l'objet général de cet ouvrage, pour ne pas la rapporter ici. Il y est dit que le canon 98 du sixième Concile général, connu sous le nom de Concile *in Trullo*, porté que, si une fiancée se marie avec un autre que son fiancé, avant la mort de celui-ci, elle commet un adultère. En effet, ce canon

comme un sceau imprimé sur le contrat, qui en dût opérer l'indissolu-

98 s'exprime ainsi : *Qui alteri desponsam mulierem, eo adhuc vivo cui desponsa est ; in nuptiarum ducit societatem, adulterii crimini subjiciatur.* Ce règlement, qui n'est que de pure discipline, n'étoit pas conforme aux vûes que se propose le Magistrat politique ; il gênoit trop la liberté des alliances, & pouvoit porter un coup funeste à la propagation. Il étoit donc difficile qu'il pût être admis par la loi civile : aussi l'Empereur Leon, dit-il, en termes ménagés, qu'elle l'a rejeté. Mais, pour se prêter, autant qu'il est possible, aux vûes du Concile, il défend de donner la bénédiction nuptiale à quiconque n'aura pas l'âge requis pour se marier. Ce qui donne à entendre que cette bénédiction se donnoit dès le moment des fiançailles ; aussi les regardoit-on comme un mariage, ou comme un engagement irrévocable. Et c'est peut-être de-là qu'est venu l'usage qui s'est invétéré depuis, & duquel on a tant tiré de fausses conséquences presque érigées en dogme, de confondre le mariage avec le Sacrement ;

bilité dans tous les cas possibles ;
quand une fois il a été passé suivant

& de dire que *le mariage est un Sacrement ; qu'il a été élevé à la dignité de Sacrement.* M^e Le Ridant , Avocat au Parlement , dans son traité sur le mariage , imprimé en 1753 , a démontré le faux de ces expressions , & l'incompatibilité des idées qu'elles présentent.

Quoi qu'il en soit , voici le texte de la loi de Léon : *Quoniam in iis quæ à sacræ magnæque sextæ synodo de nuptiis in duodecentesimo canone præcipiuntur , quiddam civilis juris placitis contrarium existere videtur (synodus enim ne sponsa , vivente adhuc sponso , in matrimonium alteri conjungatur in universum prohibet , eamque rem pro adulterio habet) : civilis autem lex nequam talem dissolutionem magnum aliquod crimen esse judicat : sed si maturius quàm pro connubiali tempore solemnibus nuptialis benedictio celebretur , in solis arrhis & quidquid pœnæ nomine permissum fuerit , dependendis , pœnam circumcludit. Quoniam itaque ipsum contrarietatis velut vulnus hinc æcrior ratio conspicit (quod enim post bene-*

toutes les règles. En effet, il ne se borne pas à regarder l'adultère comme un motif de dissolution, ainsi que le pensent encore aujourd'hui les Grecs, d'après un passage de l'Evangile qu'ils expliquent trop littéralement (52) ; il y ajoute encore plusieurs autres des motifs adoptés par la loi civile, avant qu'elle eût fait, de

ditionem dirimatur, in eo vera sponsaliorum dissolutio statuenda est) sancimus ne prius benedictiones celebrentur, quam legitimum matrimonii advenerit tempus, quod in maribus decimum quintum, in fœminis decimum tertium expectat annum. Sic enim & benedictio tempestivè fiet; & desponsatis à se invicem divertentibus, quod perfectum matrimonium dirimunt, à civili lege judicium quod Ecclesiæ placitis non adversetur, obveniet. Const. Imp. Leon. 74.

(52) *Omnis qui dimiserit uxorem suam, exceptâ fornicationis causâ, facit eam mœcham; & qui dimissam duxerit, adulterat. Matt. V, 32.*

l'administration du Sacrement , une formalité requise pour la validité du mariage. Il permet , par exemple , si l'un des deux époux devient fou , que l'autre puisse rompre son mariage , & en contracter un autre (53).

Sans s'arrêter ici à rechercher en quel tems la bénédiction nuptiale est devenue nécessaire en France , pour la validité des mariages , il suffit d'observer que la loi civile admettoit encore le divorce au tems de Charlemagne : la preuve en est consignée dans les capitulaires (54).

(53) Voyez les constitutions de l'Empereur Léon. 31 , 32 , 111 , 112 , &c.

(54) *Adnuntiet unusquisque presbyterorum publicè plebi ab inclitis connubiis abstinere ; & secundùm Domini mandatum legitimum conjugium nequaquàm posse ullâ occasione separari , exceptâ causâ fornicationis , nisi*

La loi de l'Empereur Léon fut enfin admise & pratiquée par tous les Chrétiens, & a continué d'être observée dans tous les états catholiques. Et depuis, on s'est tenu aux vrais principes, & l'on a regardé le mariage comme essentiellement indissoluble. Mais, pour former aujourd'hui le lien qui attache les époux, le contrat qui résulte de leur consentement ne suffit pas; il est nécessaire qu'il soit sanctifié par le Sacrement du Mariage. Mais il n'en est pas moins vrai que, quand ce consentement est donné suivant les loix de l'État, il constitue l'essence du mariage; & que le Sacrement n'est qu'un accessoire dont le Magistrat politique peut laisser l'usage libre à la piété de ses sujets.

consensu amborum; & hoc propter servitium Dei. Baluz. lib. 6, cap. 191. tom. 1. col. 955, 956.

C'est une vérité attestée par la pratique actuelle. Deux époux élevés dans le culte des infidèles, & qui l'abjurent, ne sont point obligés de se remarier, s'ils l'ont été, avant leur conversion, suivant les loix de leur patrie. Tout mariage conforme aux loix du pays où il a été contracté est donc un véritable mariage, quoiqu'il ne soit pas sanctifié par le Sacrement. Il en est de même de celui des Calvinistes, quand ils rentrent dans le sein de l'Eglise, après s'être mariés suivant le rit du pays où ils étoient domiciliés. Cependant ils ne connoissent pas plus le Sacrement du mariage, que les infidèles ; cette doctrine est même un des points capitaux de leur hérésie.

Il dépend donc du Magistrat politique de dispenser les citoyens de la nécessité du Sacrement, & de légitimer les mariages contractés suivant les loix, quoique dépourvus
de

de cette pieuse cérémonie.

Si donc , par pure raison de piété , la loi a imposé la nécessité de ce Sacrement , comme une condition essentielle au mariage ; si , pour ne pas multiplier les formalités , elle a choisi le ministre du Sacrement pour être , en même tems , le dépositaire & l'un des témoins du contrat ; il ne peut pas refuser ses fonctions , sans prévariquer contre l'espèce de Magistrature qui lui est confiée ; si toutefois le contrat est revêtu de toutes les formes prescrites par le Souverain.

En effet , puisque le Sacrement n'est pas essentiel au Mariage , le Prêtre n'est pas le dépositaire nécessaire du mariage : la loi , pour constater le contrat pouvoit donner sa confiance à tout autre , sauf aux mariés à recourir par pur motif de piété aux Ministres Ecclésiastiques , pour recevoir l'administration du

Sacrement. Et si, oubliant encore les vrais principes, on revenoit malheureusement à ne voir plus rien que de civil dans cet engagement, & que la loi restituât aux époux la faculté de le faire cesser par le divorce, ou par la répudiation, l'Eglise auroit sans doute le droit de remontrance contre cette erreur; mais ceux qui useroient de cet abus du pouvoir législatif, ne seroient pas coupables aux yeux de la loi, & en prophanant le Sacrement par un désistement civil; elle ne regarderoit pas, pour cela, comme moins légitimes les mariages qu'ils contracteroient après; & le péché qu'ils commettroient seroit un pur cas de conscience uniquement subordonné au tribunal de la pénitence. C'est ainsi que la fornication est un péché très-grave aux yeux de la religion; mais la loi civile ne la punit

que quand elle est aggravée par des circonstances qu'elle réproûve.

Le Prêtre est donc le Ministre & le Magistrat que la loi a librement choisi , pour recevoir un acte aussi essentiel : elle lui a même donné un territoire à cet égard , puisqu'elle ne permet à personne de se marier hors la présence , ou sans le consentement du propre Curé. Il a accepté ce choix ; son administration est donc subordonnée à la loi civile qui l'a établi : il ne peut donc refuser son ministère que du consentement de cette même loi , qui a remis sa force coactive entre les mains du Magistrat séculier.

De ces vérités , suit encore une conséquence ; c'est que l'Eglise n'a pas le pouvoir d'apposer des empêchemens dirimans au mariage ; & que ceux qu'elle indique ne peuvent avoir de réalité , qu'autant qu'ils sont adoptés par la loi civile. Le

Mariage, en lui-même, n'est qu'un contrat qui résulte du consentement unanime des parties. La liberté est l'essence des contrats, & elle est plus ou moins resserrée, ou même tout-à-fait ravie, suivant que la loi civile le juge utile au public, & aux parties contractantes. Si elle leur a ôté l'usage de leur liberté, & qu'ils passent outre ; si, en leur laissant leur liberté, elle l'a soumise à certaines précautions, & qu'ils les négligent, leur consentement est nul ; par conséquent ils ne forment point de contrat.

Le Sacrement du Mariage, d'un autre côté ; n'est autre chose que la bénédiction appliquée sur le contrat ; le contrat est la matière du Sacrement, sans laquelle il ne peut exister. Ainsi, quand la bénédiction a pour objet un contrat nul, elle n'est plus qu'une vaine cérémonie qui n'a rien de réel ; rien ne

se trouve béni , parce qu'il n'y a rien à bénir ; il n'y a donc point de bénédiction. L'existence du Sacrement dépend donc uniquement des formes qui constituent le contrat. Ces formes sont à la seule disposition du Magistrat politique , parce que le Magistrat politique a seul le pouvoir de régler les engagemens civils.

La prudence & le devoir du Ministre Ecclésiastique l'obligent , il est vrai , d'examiner l'état de ceux qui se présentent pour contracter. Si , en conséquence des dispositions de la loi , ils ont quelque incapacité personnelle , ou s'ils sont astreints à quelque formalité qu'ils n'ont pas remplie , il doit refuser son ministère ; c'est un Notaire qui ne doit pas prêter sa main pour dresser & attester un acte qu'il sçait être nul. Mais son refus alors n'est que provisoire. S'il n'est fondé que sur de

198 *De l'autorité du Clergé.*

vains scrupules , ou sur des motifs frivoles , la Justice s'arme , pour le forcer à les sacrifier , & le contraindre à s'acquitter des fonctions qu'elle lui a confiées. Si au contraire, il se prête trop légèrement , par faiblesse , par ignorance , ou par quelque autre impulsion , la Justice déclare nul le contrat qu'il a reçu ; par conséquent le prétendu Sacrement qu'il a administré disparoît , parce qu'il ne peut y avoir de Sacrement du mariage où il n'y a point de mariage ; & si le Ministre a prévariqué dans ses fonctions , il est puni.



CHAPITRE X.

Combien il est important que le Magistrat politique maintienne le Clergé dans les justes bornes de son ministère.

QUAND l'ambition des hommes, & leur attachement à leurs intérêts ne trouvent point d'obstacles, ils ne connoissent point de bornes. Si l'empire de la religion sur les esprits est le frein le plus puissant pour contenir les peuples dans le devoir ; c'est aussi l'aiguillon le plus sûr pour les leur faire franchir, quand on les a fait passer du joug de la superstition, sous celui du fanatisme.

Les Ecclésiastiques ont dû être distingués du reste des citoyens, moins à raison de la dignité de leur état, qu'à raison de l'importance

de leurs occupations , de l'assiduité & de la pureté qu'elles exigent.

L'humilité est l'appanage des Ministres sacrés ; c'est une des vertus les plus recommandées dans l'Evangile ; & Jésus-Christ l'a placée au rang de celles dont la pratique est indispensable pour arriver au salut éternel (1). Toute distinction purement mondaine est donc essentiellement contraire à la nature du caractère auguste que leur fondateur , l'exemple de toute humilité ; leur a transmis.

Ce n'est donc pas à titre de grandeur & de prérogative temporelle ; que les Clercs ont des privilèges dans l'Etat ; ils les doivent , dans le principe , à l'assiduité infatigable qui les attache à leur ministère , &

(1) *Amen dico vobis , nisi efficiamini sicut parvuli , non intrabitis in regnum celorum.* Matt. XVIII . 3.

à la pureté dont ils doivent être décorés , quand ils en exercent les fonctions.

Les principes les plus purs se corrompent dans la main des hommes , & produisent souvent des effets absolument contraires aux intentions des instituteurs. Toutes les Nations chrétiennes ont senti la nécessité de soulager les Ecclésiastiques d'une portion des obligations civiles ; cette attention a insensiblement accoutumé ceux qui en étoient l'objet à se considérer comme un corps distinct des citoyens , comme un corps qui ne tenoit à l'Etat que par les biens temporels qu'ils se font crus en droit d'en exiger. Ils ont été plus loin ; les faveurs qu'on leur a d'abord accordées à titre de déférence , les ont élevés au-dessus de leurs concitoyens ; les respects qui , de la religion à laquelle ils étoient rendus d'abord , ont ensuite rejailli

202 *De l'autorité du Clergé.*

sur ses ministres , & que la superstition leur a enfin adressés directement, les ont accoutumés à se croire les supérieurs du genre humain ; même dans l'ordre politique.

C'est ainsi que le Clergé a songé d'abord à s'enrichir ; qu'il s'est ensuite attribué toute l'autorité , en s'établissant le juge universel de toutes les contestations ; & qu'il s'est enfin formé un sceptre formidable ; sous lequel il a fait plier la tête des potentats.

S E C T I O N I.

*Entreprises des Ecclésiastiques , sur
les biens des Particuliers.*

Les dixmes , les mariages , les testamens & les croisades sont les quatre principales sources d'où sont découlées les richesses que possèdent aujourd'hui les Ecclésiastiques.

§. I.

Des Dixmes.

On a cru , pendant long-tems ; que la dixme étoit de droit divin ; & ceux à qui il importoit que cet impôt fût regardé comme sacré n'ont pas manqué de favoriser , & même de défendre cette erreur. Mais ils ne faisoient pas attention que , si d'un côté ils s'assuroient la paisible possession des dixmes , de l'autre ils ouvroient la voie , pour se voir contester la propriété de tous les biens fonds qui se trouvoient dans leurs mains.

En effet , la source de ce prétendu droit ne pouvoit se trouver ailleurs que dans l'ancien testament , où la tribu de Levi , consacrée tout entière au ministère de l'autel , étoit autorisée à percevoir la dixme de tous les fruits qui se recueilloient

dans les possessions des onze autres tribus. Mais c'étoit l'unique patrimoine de celle de Lévi, à qui toute propriété, toute jouissance de biens fonds étoit interdite. Or si les Prêtres de la nouvelle loi veulent se mettre aux droits de ceux de l'ancienne, ils ne peuvent pas les excéder; & la dixme doit leur tenir lieu de toute autre possession.

Il faut donc qu'ils renoncent à cette chimère, pour convenir que la Dixme dont ils jouissent actuellement n'est point de droit divin.

A la fin de la première race, tous les biens des Ecclésiastiques étoient entre les mains des Laïcs, & faisoient partie de leur patrimoine. Pepin auroit bien voulu remédier à ce désordre; mais comment dépouiller les grands de ces riches possessions, sans courir risque de tomber du trône, où il ne faisoit que poser un pied chancelant ? Il

se contenta de pallier le mal. Dans un Concile tenu à Leptines, en 743, il fit défenses aux Laïcs de posséder des biens ayant appartenu à l'Eglise, autrement qu'à titre précaire, & à la charge de payer au Clergé, auquel le bien avoit appartenu, la dixme de leur produit, & douze deniers pour chaque case (2).

Cet arrangement, tout accommodant qu'il étoit, trouva de la contradiction; & dans un capitulaire postérieur fait à Metz, Pepin enjoignit aux Laïcs qui tenoient de ces bénéfices de payer la dixme & la redevance imposée, sous peine de perdre les biens qui leur avoient été concédés aux dépens du Clergé.

Il ne paroît pas que ces loix aient eu grande exécution; mais elles donnèrent à Charlemagne l'idée de

(2). Ce règlement se trouve au liv. 51 des Capitulaires, Baluze, col. 825.

la dixme. Quand il succéda à Pepin son père, il trouva les Ecclésiastiques tout-à-fait dénués de revenus, & les circonstances où il étoit lui en rendoient la restitution impraticable. Il ne falloit pas cependant laisser périr le Christianisme faute de ministres, d'instructions & de temples. Charlemagne ordonna la levée annuelle des dixmes sur toutes les terres de son royaume, au profit du Clergé : & pour donner l'exemple, il y soumit son propre domaine (3).

Ces précautions furent inutiles ; les possesseurs répugnèrent toujours à se soumettre à un nouveau tribut. Il étoit cependant imposé par la nécessité, & le bien du culte qu'il falloit conserver l'avoit seul inspiré : la superstition le fixa. Les Evêques assemblés en synode à Francfort,

(3) Baluze, col. 332.

en 794, rapportent qu'une famine survenue précédemment, avoit été occasionnée par les démons qui avoient dévoré les épis de bled qui s'étoient trouvé vuides ; & qu'on avoit entendu leurs voix faire des reproches de ce qu'on n'avoit pas payé la dixme (4). C'est ainsi que les sentimens de piété, tournés en superstition par les ministres mêmes d'une religion ennemie de toute superstition, donnèrent enfin racine à une oblation, que les circonstances rendoient in-

(4) *Ut decimas & nonas, sive census omnes generaliter donent qui debitores sunt ex beneficiis & rebus ecclesiarum, secundum priorem capitularem Domini Regis : & omnis homo ; ex sua proprietate legitimam decimam ad Ecclesiam conferat. Experimento enim didicimus, in anno quo illa valida fames irrepsit, ebullire vacuas annonas, à demonibus devoratas, & voces exprobrationis auditas.* Baluz. col. 267.

dispensable. Combien de pareilles fables ont fait couler de richesses dans les mains du Clergé, au préjudice des héritiers légitimes des trop crédules donateurs ; & combien ne verroit-on pas encore de générosités extorquées par la même voie, si, d'un côté, le gouvernement n'avoit arrêté le cours des largesses au profit des main-mortes ; & si, de l'autre, les Magistrats ne s'opposoient à la promulgation de ces contes impies ?

§. I I.

Des Mariages.

L'histoire sainte nous apprend que le fils de Tobie reçut ordre de Dieu de s'abstenir du devoir conjugal pendant les trois premiers jours ; & les trois premières nuits de son mariage. Ce qui n'étoit, pour Tobie, qu'une précaution imposée par

les circonstances , qui n'est prescrite ni par l'ancien , ni par le nouveau Testament , dont il semble même que l'on ne pourroit faire une loi , sans violer le droit naturel , les Evêques en avoient fait un précepte : mais ils n'avoient pas oublié de se réserver la faculté d'en donner dispense , moyennant une somme qu'ils arbitroient sans doute à leur gré , & proportionnement à la fortune des impétrants. M. de Montesquieu , qui a si bien pénétré l'esprit des loix , observe fort judicieusement que » c'étoit bien ces trois nuits-là qu'il » falloit choisir (les trois premières » après les nûces) ; car , pour les » autres , ajoute-t-il , on n'auroit pas » donné beaucoup d'argent «. Ceux qui ufoient du droit que le mariage leur avoit acquis sans en avoir payé la dispense , étoient condamnés par l'Official à une amende envers le Prélat , & contraints de l'acquitter.

L'adultère étoit encore une source de revenus pour les Evêques , qui exigeoient des amendes considérables pour accorder à ceux qui étoient tombés dans ce crime le pouvoir d'en obtenir l'absolution. Les censures & les excommunications n'étoient point épargnées pour contraindre au paiement de ces sommes.

Les habitans d'Amiens , fatigués enfin des vexations que leur Evêque & ses officiers exerçoient contre eux , pour la perception de ces impôts ridicules & scandaleux , en rendirent plainte au Parlement. On ne douta point qu'un ordre verbal ne fût suffisant pour arrêter un abus de cette nature. A l'ordre , on joignit une menace de saisir le temporel ; & l'Evêque en prit occasion pour ne pas obéir. Il soutint que la saisie de son temporel ne pouvoit avoir lieu qu'en vertu d'un mande-

ment exprès du Roi ; & persista dans la perception de ses prétendus droits.

Pour lui enlever tout prétexte de désobéissance , Philippe de Valois se rendit au Parlement , le 10 Juillet 1336, où il fit expédier des lettres de commission au Bailli d'Amiens , pour contraindre l'Evêque à se soumettre , & procéder par saisie de son temporel , en cas de refus.

Il y a apparence que l'Evêque qui occupoit alors le siège d'Amiens se soumit , du moins on ne trouve aucune trace de procédure ultérieure faite contre lui. Mais ses successeurs ne se virent pas tranquillement privés des profits résultant de ces dispenses & de ces amendes.

Charles VI , séant en son Parlement , donna encore une commission au Bailli d'Amiens , datée du 5 Mars 1388. Après y avoir rapporté les faits dont on vient de parler ,

& les vexations nouvelles que les habitans avoient effuyées depuis à ce sujet, il commet ce Bailli, pour en informer, & envoyer l'information en la Cour, pour y être statué ce qu'il appartiendra. Au surplus, le Roi lui enjoint de faire défenses de sa part à l'Archidiacre, Official, & autres, sous telles peines qu'il appartiendra, de continuer leurs monitions, citations, sentences, excommunications; & principalement les exactions d'argent.

Ces précautions n'arrêtèrent point l'abus. Les habitans d'Abbeville portèrent encore leurs plaintes au Parlement, en 1401. Le premier Mars, la Cour fit un règlement provisoire concernant les honoraires dus aux Prêtres pour les fiançailles & les mariages. L'arrêt ajoute : *Quant au non coucher de trois nuits avec sa femme au commencement du mariage, les demandeurs auront la récréance, le*

procès pendant ; & pourront les épousés coucher franchement les trois premières nuits avec leurs femmes.

Enfin le 19 Mars 1409 , intervint arrêt définitif à la requête du Procureur Général du Roi , & des Maire & Echevins d'Abbeville , portant défenses à l'Evêque d'Amiens , & aux Curés d'Abbeville , qu'il ne print ne exigeât argent des nouveaux mariés , pour leur donner congé de coucher avec leurs femmes , la première , deux & troisième nuit de leurs nopces . . . & fut dit que chacun des habitans pourroit coucher *cum uxoribus suis* , la première nuit de leurs nopces , sans le congé de l'Evêque (5).

Il ne paroît pas que ce droit ridicule ait été perçu depuis cet Arrêt.

(5) Voyez le recueil des Ordonnances , imprimé au Louvre , t. 2 , p. 117 & 118 , au texte & aux notes.

§. I I I.

*Des Testamens , & autres manières
d'acquérir.*

Dans un tems où la barbarie avoit substitué l'avarice à la justice , où les peines temporelles dues aux plus grands crimes se rachetoient par une somme proportionnée à la nature de l'offense , & à la qualité de l'offensé , on avoit soumis la justice divine au même calcul. La superstition avoit mis les dons temporels à la place de la pénitence , & les clefs de l'Eglise étoient devenues une marchandise que les ministres ne mettoient en usage qu'à prix d'argent.

La nation Françoisé , dans son premier âge , étoit une nation féroce , barbare , & gouvernée par des Rois qui ne l'étoient pas moins. Ces Princes étoient cruels , meur-

triers & injustes, parce que la nation l'étoit.

La barbarie donne toujours beaucoup de pouvoir au Clergé : revêtu du crédit que son ministère lui donne nécessairement sur les esprits, il profite de la superstition qui naît toujours de l'ignorance & de la barbarie. Aussi voyons-nous que nos Rois n'étoient point sacrilèges ; les foudres du Clergé, toujours grondant sur ceux qui osoient toucher à ce qu'il avoit déclaré sacré, étoient un préservatif assuré ; mais ces Princes commettoient, par colère ou de sang froid, toutes sortes de crimes & d'injustices ; parce que ces crimes & ces injustices ne leur montroient pas la main de la divinité de si près ; on ne les menaçoit pas d'excommunication pour les maux qui ne tomboient que sur les Laïcs.

On comprend que de tels Rois,

& de tels Peuples, accoutumés d'ailleurs à voir racheter tous les crimes pour de l'argent, se laissèrent aisément persuader que les offrandes étoient un moyen efficace pour apaiser la divinité : aussi vit-on le Clergé s'enrichir excessivement en peu d'années. Grégoire de Tours rapporte que Chilpéric, petit fils de Clovis, se plaignoit souvent que son fisc étoit devenu pauvre ; que ses richesses avoient été transportées aux églises ; qu'il n'y avoit plus que les Evêques qui règnassent ; qu'ils étoient dans la grandeur ; que pour lui il en étoit déchu (6).

On ne se contentoit pas de don-

(6) *Aiebat enim (Chilpericus) plerumque : Ecce pauper remansit fiscus noster ; ecce divitiarum nostrarum ad Ecclesias sunt translatae : nulli penitus , nisi soli Episcopi regnant : perit honor noster , & translatus est ad Episcopos civitatum.* Greg. Tur. l. 6 , c. 46.

ner des terres au Clergé ; on vouloit qu'elles fussent titrées. Il nous reste une foule de monumens qui nous apprennent que les propriétaires donnoient leurs fonds aux églises , pour les tenir eux-mêmes à cens ; croyant participer , par leur servitude , à la sainteté des églises (7).

(7) Baluze, tom. 2. col. 586, nous a conservé une de ces chartes , qui nous apprend que l'on avoit sçu trouver dans l'Ecriture sainte des passages d'où l'on inféroit la nécessité de donner son bien au Clergé. *Humano genere peccatorum maculis sauciato* , y est-il dit , *atque ob culpam inobedientiæ à paradisi gaudiis dejecto* , inter cætera curationum medicamenta etiam & hoc Deus mundo remedium contulit , ut propriis divitiis homines suas animas ab inferni tartaris redimere potuissent , *sicut per Salomonem dicitur : Redemptio animæ viri , propriæ divitiæ ejus.* (Prov. XIII, 8.) *Hinc & per semetipsam divina clementia in Evan-*

Part. II.

K

Le droit féodal avoit , comme on l'a dit ailleurs , fait rentrer une partie des possessions ecclésiastiques entre les mains des Laïcs. Quand cette révolution eut été réparée par de nouvelles largeesses , il fallut bien recourir encore à la superstition pour prévenir un pareil accident. Les visions miraculeuses furent mises en usage. Baluze nous en a transmis un trait assez singulier. On a dit plus haut que Pepin avoit fait tout ce qui étoit en lui , pour faire rentrer , dans les mains du Clergé , les fonds que le droit féodal en avoit fait sortir. La piété & l'attachement de

gelio hortatur , dicens : date , & dabitur vobis. (Luc , VI , 38.) Et iterum : date eleemosynam , & omnia munda sunt vobis. (Luc. XI , 41.) His igitur atque aliis admonitionibus , ego Wolfhugi componētus , irado , atque transfundo ad cœnobium sancti Galli , &c.

ce Prince pour la Religion furent les seuls motifs qui le firent agir. Les ministres n'avoient plus avec quoi fournir à leur subsistance ; les autels & les temples alloient être abandonnés. Mais l'exemple pieux d'un Prince n'est pas un moyen bien sûr pour déterminer ses successeurs à marcher sur ses traces ; la frayeur , inspirée par la superstition , a bien plus de pouvoir.

Les Evêques de la province de Rheims , & de celle de Rouen assemblés , écrivirent , au mois de Novembre 858 , une lettre à Louis le Germanique , dans laquelle ils lui mandoient que » Charles-Martel , » père de Pepin , étoit le premier » des Rois & des principaux de la » nation Françoisse , qui eût dépouillé les églises de leurs biens ; & » c'est pour cela uniquement qu'il » étoit damné. Car , continuent ces » Prélats , S. Eucher , Evêque d'Or-

» léans , qui est inhumé dans le mo-
» nastère de Saint Trudon , étant un
» jour en prières , fut ravi dans le
» ciel ; & entr'autres choses que
» Dieu lui faisoit voir , il apperçut
» Charles - Martel tourmenté dans
» l'enfer inférieur. Il en demanda
» la raison à l'ange qui lui servoit de
» guide. L'ange lui répondit que les
» Saints qui doivent juger avec Dieu,
» au jugement dernier , sans atten-
» dre ce grand jour , l'avoient con-
» damné à souffrir , dès-à-présent ,
» en corps & en ame , les peines
» éternelles , parce qu'il avoit en-
» levé leurs biens , & les avoit dis-
» persés ; & qu'outre ses propres
» fautes , il expioit celles de tous
» ceux qui , en l'honneur , & pour
» l'amour de Dieu , & le salut de
» leur ame , avoient donné leur bien
» aux églises , à l'effet d'y entretenir
» les luminaires pendant le service
» divin , & de nourrir les serviteurs

» de Dieu & les pauvres. Saint Eut-
» cher, de retour chez lui, manda
» Saint Boniface , Tulrade Abbé
» de Saint Denis , & le premier
» Chapelain du Roi Pepin , leur ra-
» conta ce qu'il venoit de voir ; &
» pour leur prouver la vérité de ces
» faits , il leur dit , continuent tou-
» jours les Evêques, d'aller au tom-
» beau de Charles ; & que , si son
» corps ne s'y trouvoit pas , ils ne
» pourroient par refuser d'ajouter
» foi à ses paroles. Ils se transportè-
» rent sur le champ au monastère où
» Charles avoit été inhumé ; & ayant
» fait ouvrir son tombeau , il leur
» sembla en voir sortir un dragon ,
» & tout l'intérieur de ce tombeau
» étoit noirci , comme s'il eût été
» brûlé. Ces faits véritables , di-
» sent les Evêques , nous ont été
» attestés de vive voix par ceux
» mêmes qui en ont été les témoins ,
» & qui ont vécu jusqu'à nos jours.

222 *De l'autorité du Clergé.*

» Cette histoire étant venue à la
» connoissance de Pepin son fils , il
» fit tenir , à ce sujet un Concile ,
» auquel présidèrent Saint Boniface ,
» & George , légat du saint Siège.
» Il fit rendre aux églises tout ce
» qu'il put retirer des biens ecclé-
» siastiques : mais , comme il n'en
» put ravoïr qu'une partie , à cause
» de ses démêlés avec Vaïfre duc
» d'Aquitaine , il fit faire , en faveur
» des églises , des lettres précaires
» du reste , & régla que les laïcs
» païeroient une dixme des biens
» qu'ils tenoient des églises ; & dou-
» ze deniers pour chaque maison.
» Charlemagne ne donna point les
» biens de l'église ; il fit au contraire
» un capitulaire , par lequel il s'en-
» gagea pour lui , & ses successeurs ,
» de ne les donner jamais. Tout ce
» que nous avançons , continuent-
» ils , est écrit ; & plusieurs d'entre
» nous l'ont entendu raconter par

» Louis le Débonnaire votre père.
» Les Canons dictés par le Saint-Es-
» prit, disent toujours les Evêques ,
» comparent à Judas , qui a trahi Je-
» sus-Christ , ceux qui pillent les
» biens de l'église , ou se les appro-
» prient induement ; & les Saints
» qui règnent avec Dieu , & font
» éclater leur pouvoir sur la terre
» par les miracles , les chassent de
» l'église & du royaume céleste ,
» comme meurtriers des pauvres.
» C'est de ces sacrilèges que parle
» la prophétie contenue au Pseaume
» 82 , v. 13 , en ces termes : *Ceux*
» *qui ont dit : faisons notre héritage*
» *du sanctuaire du Seigneur, mon Dieu,*
» *faites-en comme une roue , ou comme*
» *une paille qui sert de jouet au vent ,*
» *& comme un feu qui brûle une forêt ,*
» *ou comme une flamme qui consume*
» *une montagne. C'est ainsi que vous*
» *élèverez une tempête , pour les persé-*
» *cuter , & que vous les tourmenterez*

» dans votre colère. Couvrez leur face
 » d'ignominie. Psalm. 82 , v. 13 &
 » suiv. (8) «.

(8) *Quia Karolus Princeps , Pippini Regis pater , qui primus inter omnes Francorum Reges ac Principes , res Ecclesiarum ab eis separavit , atque divisit , pro hoc solo maximè est æternaliter perditus. Nam sanctus Eucherius Aurelianensium Episcopus , qui in Monasterio S. Trudonis requiescit , in oratione positus ad alterum est seculum raptus ; & inter cætera quæ , Domino sibi ostendente , conspexit , vidit illum in inferno inferiori torqueri. Cui interroganti , ab Angelo ejus ductore responsum est quia Sanctorum judicatione , qui in futuro judicio cum Domino judicabunt , quorumque res abstulit & divisit , antè illud judicium animâ & corpore sempiternis pœnis est deputatus ; & recipit , simul cum suis peccatis , pœnas propter peccata omnium qui res suas & facultates in honore & amore Domini ad Sanctorum loca in luminaribus divini cultûs & alimoniis servorum Christi ac pauperum , pro animarum suarum redemptione , tradiderunt. Qui in se reversus , Sanctum Bonifacium , & Tulradum Abbatem*

On a cru devoir rapporter ce morceau dans son entier, tant pour

Monasterii Sancti Dionysii, & summum Capellanum Regis Pippini ad se vocavit, eisque talia dicens, in signum dedit ut ad sepulcrum illius irent; & si corpus ejus ibidem non reperissent, ea quæ dicebat vera esse concederent. Ipsi autem pergentes ad prædictum Monasterium, ubi corpus ipsius Karoli humatum fuerat, sepulcrumque illius aperientes, visus est subito exisse draco, & totum illud sepulcrum interiùs inventum est denigratum, ac si fuisset exustum. Nos autem illos vidimus qui usque ad nostram ætatem duraverunt, qui huic rei interfuerunt, & nobis vivâ voce veraciter sunt testati quæ audierunt atque viderunt. Quod cognoscens filius ejus Pippinus, Synodum apud Liptinas congregari fecit, cui præfuit, cum sancto Bonifacio, Legatus Apostolicæ Sedis Gregorius nomine. Nam & Synodum ipsum habemus, & quantumcumque de rebus ecclesiasticis, quas pater suus abstulerat, potuit, Ecclesiis reddere procuravit. Et quoniam omnes res Ecclesiis à quibus ablatae erant restituere, propter concertationem quam cum Waisario Aquitanorum Principis

faire connoître l'esprit des peuples ;
dont les Evêques dirigoient alors

habebat , non prævaluit , precarias fieri ab Episcopis exindè petiit , & nonas ac decimas ad restaurationes tectorum , & de unâquâque casatâ duodecim denarios ad Ecclesiam , undè res erant beneficiatæ , sicut in libro capitulorum regum habetur , dari constituit , usque dum ipsæ res ad Ecclesiam revenirent. Undè & Domnus Karolus Imperator , adhuc in regio nomine constitutus , edictum fecit ut , neque ipse , nec filii ejus , neque successores hujusmodi rem agere adtentarent ; quod manus propriâ firmavit , cujus plenitudinem habemus , & de quo capitulum excerptum in libro capitulorum ejus , quicumque librum illum habet , & legere voluerit , invenire valebit. Hanc etiam relationem & in scripturis habemus , & quidam nostrum etiam vivâ voce Domnum Hludovicum Imperatorem patrem vestrum referre audivimus. Sed & sacri canones Spiritu sancto dictati eos qui facultates ecclesiasticas deripiunt , & res ecclesiasticas indebitè sibi usurpant , Judæ traditori Christi similes computant. Et sancti qui cum Deo in cælo regnant , & in terris miraculis coruscant ,

les consciences, que pour faire voir combien le gouvernement doit être attentif sur les démarches d'un ordre qui n'a, sur le temporel, que des prétentions chimériques, des prétentions reprouvées par l'objet même de son existence, & qui sçait si bien profiter des circonstances pour en outrer la réalisation.

C'est à l'ombre de cette ignorance que le Clergé avoit imaginé, à l'aide des testamens, de faire passer suc-

divino judicio tanquàm necatores pauperum ab Ecclesiæ liminibus, & à cœlesti regno secludunt. De quibus sacrilegis in Prophetiâ psalmi prædictum est: Qui dixerunt, hæreditate possideamus sanctuarium Dei, Deus meus, pone illos ut rotam, & sicut stipulam antè faciem venti; & sicut ignis qui comburit sylvam, & sicut flamma comburens montes; ita persequeris illos in tempestate tuâ, & in irâ tuâ turbabis eos. Imple facies eorum ignominiâ. Psal. 82, v. 13. & seqq. Baluz. 10. 2, col. 109.

K vj

cessivement tous les biens du Royaume dans ses mains. Les ecclésiastiques s'étoient d'abord attribué l'exécution des testamens ; & le motif qu'ils avoient donné de cette compétence étoit sans réplique dans un tems où la superstition ne permettoit aucune réplique aux assertions des ministres de la religion. » L'exécution des testamens nous appartient , disoient-ils , parce qu'il s'agit de l'exécution des volontés d'un défunt qui a subi son jugement au tribunal de Dieu ».

Sous nos premiers Rois , les testateurs ordonnoient des peines très-graves contre ceux de leurs héritiers qui ne se conformoient pas à leurs volontés ; ils les devoient même à l'excommunication & aux peines éternelles (9). Les Conciles pro-

(9) *Si quis nostræ voluntati resistere , aut testamento nostro cujuslibet calliditas conatus*

noncèrent anathème contre tous ceux qui retiendroient des choses

fuerit casu aliquo refragari, id implorantes divini nominis Majestatem, obtestamur ut pro nostrorum omnium criminum peccatis obnoxius, in die judicii expers Ecclesiæ Catholicæ communionis & pacis, antè Tribunal Christi pro violatâ defuncti voluntate compellatur subire negotium; atque eum Dominus suâ ultione, quam promisit injustis, cùm venerit sæculum judicare per ignem, feriat, & accipiat in conspectu ejus damnationem perpetuam, quàm suscepit Judas traditor Domini. Illud namque intimare volumus, ut si aliquis de hæredibus, vel prohæredibus nostris, seu quælibet persona contrà hanc testamenti paginam, quam plenâ & integrâ voluntate fieri rogavimus, venire aut aliquid pulsare voluerit, inferat contrà quem repetit, tantum; & aliud tantum quantum in hoc testamento continetur scriptum; & insuper faciat fisco auri lib. tant. argenti tant. & quod repetit vindicare non valeat. C'est ainsi qu'est terminée une formule de testament qui nous a été transmise par Marculphe, lib. 2, cap. 18.

230 De l'autorité du Clergé.

légues au Clergé , sous quelque prétexte que ce fût, & quand même le testament contenant le legs seroit nul (10).

(10) On se contentera de copier ici ce que dit le P. Thomassin, Discipline de l'Eglise, part. 3, liv. 1, ch. 21, n. 1. & suiv.
 « Le IV^e Concile d'Orléans menaça de
 » l'excommunication, ceux qui retien-
 » droient, ou redemanderoient, les fonds
 » que leurs prédécesseurs, ou eux-mêmes,
 » auroient une fois donnés à l'Eglise, mê-
 » me sans avoir rien mis par écrit. Qui-
 » cumque pro devotione suâ, oblationis studio
 » aliquid in capellis, vel in vineolis, etiam
 » absque scripturâ, probatur Ecclesiæ contu-
 » lisse; si post modum, vel ipse, vel hæredes
 » ejus hoc auferre voluerint, &c. Le Con-
 » cile V d'Orléans renouvela cette me-
 » nace contre les homicides des pauvres;
 » car c'est dans cette vûe que la vengeance
 » de l'Eglise s'enflamme; ut necator pau-
 » perum communionem privetur.

» Comme les testamens des Evêques &
 » des autres Ecclésiastiques étoient ordinai-

On alla plus loin , on fit un devoir indispensable à tout fidèle de

» rement faits au profit de l'Eglise , leurs
» proches tâchoient de les faire déclarer
» nuls par l'omission de quelque formalité ,
» Le Concile II de Lyon , pour remédier
» à ces supercheries , ordonna que ces for-
» tes de testamens faits par des Ecclésiasti-
» ques , ne laissassent pas d'être exécutés ,
» puisque la dernière volonté du défunt y
» étoit manifeste , nonobstant que toutes
» les conditions des loix n'y eussent pas
» été scrupuleusement observées. *Quia*
» *multæ tergiversationes infidelium Ecclesiam*
» *quærunt collatis privare donariis , id con-*
» *venit inviolabiliter observari , ut testamenta*
» *quæ Episcopi , præbiteri , seu inferioris or-*
» *dinis clerici , vel donationes , aut quæcum-*
» *que instrumenta propriâ voluntate confece-*
» *rint , quibus aliquid Ecclesiæ , vel quibus-*
» *cumque conferre videantur , omni stabilitate*
» *subsistant. Id specialiter statuentes , ut etiam si*
» *quorumcumque religiosorum voluntas , aut*
» *necessitate , aut simplicitate aliquid à sa-*
» *cularium legum ordine videatur discrepare ;*
» *voluntas tamen defunctorum debeat incon-*

tester en faveur du Clergé. Le Pere Thomassin, dans le même ouvrage,

» *cussa manere, & in omnibus, Deo propi-*
 » *tio, custodiri.* L'anathème est la peine
 » des contrevenans.

» Je vois bien, continue le P. Thomaf-
 » fin, que ce canon se pouvoit expliquer
 » de ceux qui donnent à l'Eglise plus que
 » les loix ne permettent de donner : mais
 » j'ai mieux aimé l'expliquer de l'inobser-
 » vation des formalités que les loix ont
 » prescrites pour les testamens, parce que
 » c'est évidemment le sens du Concile III
 » de Paris, qui avoit précédé le II^e de Lyon :
 » *Ut quia nonnulli per quaslibet scripturas*
 » *pro captu animi de facultatibus suis, Ec-*
 » *clesiis aliquid contulisse probantur, &c.*
 » Ce qui fut renouvelé en ces mêmes ter-
 » mes par le Concile II de Tours. Ces
 » termes de ces trois Conciles, *pro captu*
 » *animi, simplicitate*, m'ont paru évidem-
 » ment marquer le seul défaut des formali-
 » tés. Mais, continue notre auteur, ce
 » qu'il y a de plus remarquable dans ces
 » trois canons, c'est qu'ils dérogent aux
 » loix civiles qui étoient en usage dans
 » les Gaules & dans la France ».

a transcrit plusieurs passages de Salvien , qui méritent de trouver place ici. Selon cet auteur , un mourant , n'a plus d'autre moyen pour racheter ses péchés , que de donner son bien ; & c'est peu que de le donner tout entier , pour racheter les dettes immenses dont ses crimes le rendent redevable à la justice divine. D'ailleurs nous n'avons pas le tarif des compositions que Dieu a établies pour le pardon de chaque péché , comme nous avons celui des

Ainsi les ministres d'un corps , qui est étranger dans l'Empire , qui n'a droit à aucunes possessions , abrogeoient , en leur qualité de ministres , les loix de l'Etat concernant les possessions.

Au reste , n'oublions pas de remarquer que par-tout le Clergé est présenté comme étant & formant l'Eglise , à l'exclusion des autres fidèles ; & c'est sur cette équivoque que les richesses s'acquièrent , & que l'autorité s'usurpe.

loix humaines. Que risque-t-on donc de tout donner (11) ?

Cet auteur a bien senti qu'on lui opposeroit les droits des héritiers du sang, & l'attachement que la na-

(11) *Offerat ergò vel moriens , ad liberandam de perennibus pœnis animam suam , quia aliud jam non potest , saltem substantiam suam.*

Sed dicit aliquis : totum ergò Deo oblaturus est quod habet ? Non offerat totum quod habet , si non putat se debere totum quod habet. Non quæro cujus sit quod offertur ; à quo sit acceptum quod habet. Hoc dico solum : non offerat totum pro debito , si debere se totum non putat pro reatu. Totum , inquit aliquis , oblaturus est ? At ego dico esse hoc parum. Quid enim jam scit aliquis an peccatorum mensuram oblata compensent ? Si novi quispiam hominum peccatorum , quantum redimere delicta possit , utatur scientiâ ad redemptionem ; si verò nescit , cur non tantum offerat , quantum possit ? Salvian. ad Eccles. Catholic. l. 1. Cette citation & les suivantes sont d'après le P. Thomassin. Ibid. chap. 16.

ture nous inspire pour eux. Il a prévenu l'objection , & est entré dans le plus grand détail. Règle générale. Il n'y a rien à attendre de ceux qui , loin de renoncer , pendant leur vie , aux richesses périssables de ce monde , ne veulent pas s'en dépouiller après leur mort. Voulant posséder par leurs proches , ce qu'ils ne pourront plus posséder par eux-mêmes ; ils se privent du fruit de leurs héritages , pour y appeller des étrangers.

A l'égard des veuves , comme l'Apôtre déclare que les délices de la vie sont la mort pour elles , il est évident qu'il veut qu'elles acquièrent la vie éternelle au prix de tout leur bien , puisqu'il ne permet pas qu'elles conservent rien de ce qui donne la mort.

Quant à ceux qui , par une grace singulière , ont joint la continence au mariage , on ne peut pas même

236 *De l'autorité du Clergé.*

s'imaginer qu'ayant consacré leurs corps à Dieu, ils ne lui consacrent pas aussi leurs biens ; & que s'étant si saintement séparés des impuretés du siècle, ils y veulent asservir leurs héritages. Leur vie étant consacrée à Dieu, leurs biens sont compris dans cette consécration ; & lorsqu'ils vont à Dieu, ils doivent y aller tout entiers.

Les Vierges consacrées à Dieu doivent craindre que l'huile de la charité & des bonnes œuvres ne leur manque, & qu'elles ne tombent dans le malheur des Vierges folles. Si elles ont de grands biens, il ne suffit pas d'en donner à Dieu une petite portion ; ce peu d'huile se consumera, & leur lampe s'éteindra avant l'arrivée de leur époux.

Pour les Evêques, les Prêtres & autres Ecclésiastiques, ils sont d'autant plus engagés dans toutes ces saintes obligations, qu'ils doivent servir

d'exemple à tous les autres , & qu'il leur est honteux de n'avoir qu'une vertu médiocre dans une dignité si éminente. Dieu a proposé la perfection aux laïcs , mais il l'a commandée aux ecclésiastiques. Il est donc étrange qu'après avoir possédé des richesses , ils prétendent encore les transmettre à leurs héritiers ; & qu'au moment où la mort va les en dépouiller , ils ne s'en dépouillent pas eux-mêmes , afin que leur infidélité & leur désobéissance finisse au moins avec leur vie.

Les pères même qui ont des enfans ne sont pas exempts , suivant cet auteur , de donner leurs biens à ce qu'il appelle *l'Eglise*. Si la nature , dit il , sert de prétexte pour excuser les pères qui laissent à leurs enfans les successions qu'ils ont reçues de leurs ancêtres ; ce prétexte n'en est pas un bien sûr pour le salut. Mais il faut au moins avouer que

ceux-là sont inexcusables qui, n'ayant point d'enfans, s'en font d'imaginaires, & préfèrent l'illusion & le mensonge à la certitude de leur propre salut. Il y avoit aussi des pères & des enfans dans cette sainte multitude de l'Eglise naissante ; & ces pères ne crurent pas préjudicier à leurs enfans, en se dépouillant de leurs biens pour les posséder tous en commun avec l'Eglise, qui est la mère commune de tous ceux qui ne possèdent rien en propre (12).

(12) *Quàm longè ergò sunt à mandato Dei quos, cùm ipsos jusserit Deus viventes opibus renunciare, illi eas cupiant etiam incognatis suis mortui possidere. Aut quàm longè ab eâ devotione sunt, ut exhæredent ipsos se propter Deum, qui exhæredare nolunt saltem extraneos propter se. Quibus libenter liberè dicerem : quæ insania est, ó miserrimi, ut hæredes alios quoscumque faciatis, vos ipsos exhæredatis ; ut alios relinquantis vel brevi divites, vos ipsos æternâ mendicitate damnatis. Ibid. l. 2.*

La singularité des raisonnemens de cet auteur , nous a déterminé à

Nam quæ in deliciis agit vidua , vivens mortua est , &c. Ergò absque dubio divitem non vult Apostolus , quam delitiosam esse non patitur , quia omnis fructus divitiarum in usu est positus delitiarum : alioquin , remoto usu delitiarum , causæ opum non relinquuntur. Cùm itaque Apostolus in deliciis viduæ mortem esse memoravit , promptum est quòd ad vitæ æternæ fructum vult universa distribui , qui non vult ad mortis usum aliqua reservari. Ibid.

Nam de conjugibus continentiam professis , & Spiritu Dei plenis , dubitare quis debeat quin sua hæredibus mundanis servire nolint ; qui se ipsos mundo eliminaverint ? Quomodo enim ad se pertinentia aliis addicant , qui ipsos se sibi denegant ? Hos ergò conjuges tales quis dubitet , & dum vivunt , sicut in se , ita etiam in suis substantiis Deo vivere : & cùm è vitâ exeunt , cum suâ ad Deum ; cui vixerint , facultate migrare. Ibid.

Transeamus ad sacras Virgines , &c. Blauduntur sibi fortassè quædam , & sufficere sibi æstimant , si , cùm multa & magna in facult-

les copier dans la note. Ils serviront à faire sentir combien il est impor-

tatibus habeant , saltem exigua largiantur. Ego sufficere parum nescio : imo parum non sufficere certò scio. Si nliter ipsæ sciunt , apud se ipsas sciant ; ego unum scio , quòd Deus dicit extinctas fatuarum Virginum lampadas , operum bonorum oleum non habentes , &c. Non satis prodest illicò extinguendum lumen accendi , &c. Nam si in lychnis ipsi quibus ad breve tempus utuntur homines , languescit lumen ac deficit , nisi oleum largè fuerit infusum , quantà tibi , quæcumque illa es , quantà tibi olei abundantia opus est , ut lucerna tua luceat in æternum ? Ibid.

Supereſt de miniſtris & ſacerdotibus quidpiam & clericis dicere , licèt ſuperflue fortè aliqua dicantur. Quidquid enim de aliis dictum eſt , magis abſque dubio ad eos pertinet , qui exemplo omnibus eſſe debent , & quos utique tantò antiſtare cæteris oportet devotione , quantò antiſtant omnibus dignitate. Nihil eſt enim turpius quàm excellentem eſſe quemquam culmine , & deſpicabilem vilitate. Undè eſt quòd eis Salvator ipſe , non ut cæteris voluntarium , ſed imperativum officium perfec-
tant

tant que les Magistrats aient fans
ceffe l'œil ouvert sur la nature des

tionis indicit: Quid enim cum laico adoles-
centi dixisse legimus? Si vis esse perfectus,
vende quæ habes, & da pauperibus. Quid-
autem ministris suis? Nolite, inquit, possi-
dere aurum, &c. Laico dixit, si vis, vende
quæ possides; ministro autem: nolo possideas.
Et post hæc, parum est successoribus eorum;
id est, Levitis ac sacerdotibus, tantâ divi-
narum rerum administratione fungentibus, si
ipsi tantum divites fuerint, nisi etiam hæredes
divites derelinquant? Erubescamus, quæso,
hâc infidelitate; sufficiat nobis quod videmur
usque ad vitæ terminos Dominum spernere;
cur id agimus, ut contemptam ipsius etiam
post mortem extendamus? Ibid.

Sed esto indulgeri parentibus possit, na-
turæ insalubriter indulgentibus; quid quod
nonnulli filios non habentes, à respectu tamen
salutis suæ & remedio peccatorum penitus
avertunt? Ac licet semine sanguinis sui ca-
reant, quærunt tamen quoscunque alios, qui-
bus substantiam propriæ facultatis addicunt;
id est, quibus umbratile aliquod propinqua-
tis nomen inscribunt; quos sibi, quasi adop-

instructions que les ministres donnent aux peuples.

Les principes que l'on vient de lire une fois reçus , tous les biens du Royaume passent nécessairement entre les mains du Clergé , puisque , dans quelque état que l'on soit , il n'y a d'autre moyen de racheter les

tivos , imaginarii parentes filios faciant ; & in locum eorum quæ non sunt pignorum , perfidiâ generante , succedant. Intelligere ergo possunt , quicumque ex Christianis filios non habent , cui relinquere substantias suas debeant , cum videant cui reliquerint tunc illi filios non habentes. Si autem habent , discant quid etiam ipsos oporteat facere , cum illos videant tunc parentes amorem filiorum Dei , filiis prætulisse. Habet igitur omnis ætas , habet omnis conditio quod sequatur ; quicumque est particeps fidei , participem se beati faciat exempli. Si illi tunc ob Deum donantes omnia sua , etiam se ipsos exhereditavere viuentes , discite vos quæsumus bona vestra vel ipsi hæreditare morientes. Ibid. L. 3.

péchés à l'article de la mort , que de dépouiller les héritiers , les enfans mêmes , de tous les biens , pour les verser dans les mains des ecclésiastiques.

Tout funestes qu'ils sont ces principes , l'ignorance du siècle où Salvien les publioit , les fit admettre. On voit , par la formule de testament rapportée plus haut , pag. 228 note (9) , que le peuple les avoit adoptés. On ne négligea pas de faire valoir les conséquences qui en résultent. La mort éternelle étoit assurée à quiconque mouroit sans avoir testé au profit du Clergé ; ainsi l'absolution , le Viatique & la sépulture lui étoient refusés. Il étoit aussi coupable que celui qui s'étoit homicide lui-même. Ducange , en son glossaire , au mot *intestatio* , rapporte plusieurs passages d'anciennes chartres , qui comparent l'un à l'autre , & les soumettent

244 *De l'autorité du Clergé.*

aux mêmes peines. Enfin , on s'accoutuma tellement à regarder comme indigne de la confession celui qui mourait sans avoir fait de testament , qu'au mot *intestat* , on substitua celui de *déconfés* , pour signifier la même chose.

Ceux qui étoient surpris par une mort subite , n'étoient pas traités plus favorablement. Dieu irrité de leurs crimes , disoit-on , n'avoit pas voulu leur donner le tems de les racheter par des libéralités au profit de *l'Eglise*. Ducange nous a encore transmis plusieurs monumens de cette barbarie.

On se relâcha cependant de cette rigueur ; on trouva un tempérament pour ouvrir le ciel aux déconfés ; & acquérir au Clergé les dons qu'il perdoit à la mort de ceux qui n'avoient pas testé. On présuma qu'un homme qui n'avoit point laissé de testament , ou qui avoit

négligé d'y insérer des dispositions au profit des ecclésiastiques , avoit voulu laisser à ses parens , ou à ses héritiers , la satisfaction de le faire eux-mêmes. Les Evêques & les Officiaux commettoient donc des Prêtres pour faire ce que le défunt n'avoit pas fait ; & ces Commissaires , conjointement avec ses parens & amis , rédigeoient , à leur fantaisie , un testament , qu'il falloit exécuter. Pour peu que les héritiers balançaissent à se prêter à ces arrangements , la sépulture étoit refusée au défunt ; & ce refus faisoit rejallir sur toute la famille une infâmie à laquelle peu de personnes osoient s'exposer. Les legs contenus dans ces testamens supposés , se nommoient aumône raisonnable ; *Elemosina rationabilis*. Entr'autres monumens qui nous restent de cet usage ; il suffit de citer ici un canon du Concile d'Excester en Angle-

terre , tenu en 1287 , & qui en a fait un précepte (13).

Cet abus est un de ceux qui a le plus coûté de peine à déraciner. L'Arrêt du 19 Mars 1409 , dont on a déjà parlé , à l'occasion des trois premières nuits après le mariage , porte que les habitans d'Abbeville ,
 » qui mourront , pourront être en-
 » terrés , sans le congé de l'Evêque
 » & de ses officiers. Et outre que
 » les héritiers & exécuteur du testa-
 » ment d'aucun trépassé , ne pour-
 » ront être contraints d'obéir à ac-
 » complir les ordonnances faites par
 » les officiers dudit Evêque , ne par
 » lui , au regard des testamens faits
 » par lesdits intestaux. Mais les

(13) *Si qui verò laicorum decesserint intestati , de bonis eorum per locorum ordinarios taliter præcipimus ordinari , ut pro animâ defuncti in pios usus totaliter erogentur.*
 Cap. 59,

» pourra ledit Evêque admonester
» charitablement qu'ils fassent bien
» pour l'ame dudit intestat ; & que
» les héritiers & exécuteurs dudit
» testament d'aucun trépassé pour-
» ront , dedans l'an du trépassé-
» ment , submettre l'exécution d'i-
» celui à la justice laye , ou de
» l'Eglise , &c. ».

Cet Arrêt ne rendit pas aux ci-
toyens la liberté de disposer de leurs
biens à leur gré , ni de les laisser à
la disposition de la loi. On nous a
transmis , dans les preuves des li-
bertés de l'Eglise Gallicane , chap.
35 , n°. 33 , un Arrêt du 21 Juin
1505 , rendu sur les conclusions des
gens du Roi. Ils exposèrent « qu'il
» étoit venu à leur connoissance ,
» qu'en la paroisse saint Germain
» de l'Auxerrois de Paris , étoit dé-
» cédée une femme de bien , laquelle
» les Vicaires dudit saint Germain
» avoient différé inhumer jusques à

» ce qu'on leur eût montré & exhibé
 » le testament de ladite défunte; &
 » que les autres Vicaires des Eglises
 » parochiales de cette ville étoient
 » coutumiers d'ainfi faire, & retar-
 » der les sépultures des trépassés,
 » jusqu'à ce qu'on leur eût montré
 » & exhibé les testamens des dé-
 » funts : & même quand une pau-
 » vre personne va à trépas, qui n'a
 » de quoi payer ce que lesdits Curés
 » demandent pour ladite sépulture,
 » ils ne la veulent inhumer; mais
 » faut quêter pour le défunt jusqu'à
 » la somme qu'ils demandent, qui
 » est un abus scandaleux, &c. ». Sur
 leurs conclusions, les Vicaires &
 autres principaux officiers de l'Evê-
 que de Paris, ainsi que les Vicaires
 de saint Germain, furent mandés
 en la Cour.

Il paroît que, loin que cet Arrêt
 ait reprimé l'abus, il ne servit qu'à
 roidir davantage les ecclésiastiques,

pour le maintenir. L'Evêque de Paris fit même un statut en 1515, portant défenses d'inhumér les intestats sans dispense. C'est ce que nous apprend un Arrêt de 1552, que l'on a cru devoir copier ici en entier; il donne la preuve de faits singuliers. Il est inscrit dans les registres du Parlement, *Matinées t. 91, fol. 243, v^o*. Il s'y trouve quelques lacunes: mais ce qui est échappé suffit pour en donner l'intelligence entière.

» Du lundi 13 Juin 1552, entre
» le Procureur Général du Roi, ap-
» lant comme d'abus de certain sta-
» tut fait en l'an 1515, par feu M.
» Etienne de Pontcher, en son vi-
» vant, & lors Evêque de Paris, &
» depuis Archevêque de Sens; por-
» tant, icelui statut, défenses de ne
» recevoir aucun décédé *ab intestat*,
» en sépulture, sans dispenses; en-
» semble du refus fait de mettre en
» sépulture les corps des défunts...

» Guyard , Conseiller du Roi au
» Châtelet de Paris, & Ph... Couet ,
» Avocat en ladite Cour de Parle-
» ment; de la dispense octroyée à
» cet effet , le tout suivant ledit sta-
» tut ; d'une part : & l'Evêque de
» Paris, intimé , d'autre. Après que
» Segulier , pour le Procureur Géné-
» ral du Roi , a récité son appel com-
» me d'abus interjetté judiciaire-
» ment le jour de der-
» nier passé , & conclu à ce qu'il fût
» dit mal & abusivement statué, mal
» & abusivement en vertu dudit
» statut fait en 1515 , pour bailler la
» dispense de ensepulturer les corps
» morts , sur ce prétexte que les dé-
» funts n'avoient testé par écrit ; &
» que les défenses fussent faites à
» tous les Curés du ressort de cette
» Cour , de plus refuser bailler la
» sépulture aux corps morts , sur ce
» prétexte qu'ils n'avoient fait testa-
» ment par écrit ; & que l'Arrêt qui

»interviendrait fût publié par toutes les Sénéchaussées & Bailliages
» d'icelui ressort, à ce qu'aucun n'en
» pût prétendre cause d'ignorance :
» & que de Thou, pour l'Evêque
» de Paris, a dit que ledit statut fut
» fait du tems de feu M^e. Etienne
» Pontcher, lors Evêque de Paris,
» & depuis Archevêque de Sens ;
» & étant l'Evêque de Paris, pour
» lequel il parle, averti dudit statut,
» & de l'appel du Procureur
» Général du Roi, il auroit voulu
» délibérer à sçavoir si ledit statut
» étoit soutenable ou non ; & ayant
» trouvé qu'il n'y avoit que tenir
» pour icelui, il auroit fait entendre
» au révérendissime Cardinal de
» Bourbon, Archevêque de Sens,
» Métropolitain, en cette Ville étant
» ensemble, la déclaration sur icelui
» faite, à ce que son bon plaisir fût
» d'assembler tous ses suffragans, &
» faire un Concile provincial pour

» aviser & ordonner de ce qui étoit
» à faire sur ce , & autres choses ec-
» clésiastiques ; & a trouvé ledit sei-
» gneur Cardinal en bonne volonté
» de sa part d'y pourvoir : ce que le-
» dit Evêque de Paris a fait enten-
» dre au Procureur Général du Roi ;
» car quant audit Evêque de Paris ,
» il ne vouloit soutenir chose qui
» portât scandale : *mais de publier*
» *l'Arrêt qui interviendra , ce seroit en-*
» *gendrer scandale pour ledit Evêque*
» *de Paris* qui n'a fait ce statut , &
» étoit d'avis que l'on fût appointe-
» ment par écrit , & l'on le passe-
» roit audit Procureur Général ; ce
» qu'il a toujours offert faire. Sur-
» quoi a dit Segulier, *qu'il étoit be-*
» *soin que l'Arrêt de la Cour fût judi-*
» *ciairement donné.*

» La Cour a dit , après que le Pro-
» cureur Général du Roi a conclu en
» son appel , & que le Procureur &
» l'Avocat de l'Evêque de Paris n'ont

» voulu défendre , ne soutenir à l'en-
» contre , qu'elle a déclaré & déclara-
» re ledit statut fait par l'Evêque de
» Paris en 1515 , que aucun corps
» mort *ab intestat* ne seroit reçu à sé-
» pulture , sans avoir de lui dispense
» de l'ensepulturer , ensemble le re-
» fus fait par les Curés ou par les
» Vicaires de bailler la sépulture
» aux corps morts *intestats* , & les
» dispenses baillées pour les ensepul-
» turer , en vertu dudit statut , abu-
» sifs ; & entérinant la requête dudit
» Procureur Général du Roi , fait
» ladite Cour défenses à toutes per-
» sonnes Ecclésiastiques de dénier
» aux corps morts *intestats* la sépul-
» ture , sous le prétexte seulement
» qu'ils n'ont fait aucun testament «.

SECTION II.

*De la Jurisdiction contentieuse des
Ecclésiastiques.*

On n'entrera pas ici dans le dé-

tail des concessions que la piété des premiers Empereurs Chrétiens leur fit prodiguer en faveur des Evêques , quant à la juridiction : il suffit d'observer que les tribunaux que ceux-ci se formèrent alors n'étoient point attachés à leur qualité , & provenoient uniquement de la déference des Princes pour la dignité épiscopale. Mais comment les ministres de l'Eglise ont-ils accepté une fonction qui n'a rien de commun avec leur caractère , qui est même absolument étrangère à leur ministère ? Comment se fait-il que les guides d'une troupe de voyageurs , qui , humainement parlant , n'ont dans l'Empire qu'un passage précaire , aient droit de disposer , par forme de jugement , des possessions des habitans & des propriétaires du pays ? comment se fait-il que des ministres , dont toutes les fonctions sont exclusivement relatives au spi-

rituel, qui doivent particulièrement prêcher le détachement des choses terrestres, & en donner l'exemple, aient, en vertu de ce même ministère, & sans aucun autre titre, le pouvoir de décider, comme juges territoriaux, des contestations qui ne roulent que sur des objets temporels? Jésus-Christ jugeoit bien autrement de son pouvoir. On a rapporté ailleurs la réponse qu'il fit à celui qui vouloit s'en rapporter à lui pour un partage avec son frère. *Qui m'a constitué juge entre votre frère & vous*, lui dit l'Homme-Dieu? S'il refusa de prononcer, comme simple arbitre, sur des intérêts purement temporels, de quel œil voit-il ses Vicaires s'attribuer, par cela seul qu'ils sont ses Vicaires, le droit d'être juges en titre, disputer avec la chaleur la plus vive, mettre tout en œuvre, abuser même des armes qu'il a confiées à son Eglise, pour

maintenir & étendre cette prétendue compétence ?

Quoiqu'il en soit , on trouve , dans le recueil de Baluze , tom. 1 , col. 985 , un capitulaire , qui adopte une loi attribuée à l'Empereur Théodose , & dont Charlemagne prescrit l'exécution à tous ses sujets , de quelque nation qu'ils soient. Cette loi décide que , quand un des deux plaideurs demande que le procès soit porté devant l'Evêque du lieu , pour être jugé , le juge Laïc est dépouillé dans l'instant , en quelque état que soit la procédure , & nonobstant toute opposition de la part de la partie adverse : le jugement de l'Evêque est sans appel , & doit être inviolablement exécuté.

On conçoit sans peine que les Ecclésiastiques ne manquèrent pas de faire valoir cette loi. Elle n'étoit cependant pas suffisante à leur gré. Elle soumettoit , il est vrai ,

toutes sortes de matière à leur tribunal ; mais elles ne les rendoit pas juges nécessaires , & les causes ne leur étoient déferées que de la volonté de l'une des parties. Bien-tôt ils trouvèrent le moyen d'attirer forcément tout à eux. Sans entrer dans de grands détails , on se contentera de copier ce que dit , à ce sujet , un auteur qui a fait des recherches sur les commencemens de notre histoire.

» Plus le Clergé, dit-il , avoit fait
» de pertes , plus il étoit occupé du
» soin de les réparer. Le crédit que
» la religion donne à ses ministres
» leur fournissoit des ressources ; & ,
» profitant avec adresse du peu d'at-
» tention que les Seigneurs toujours
» armés donnoient à leurs justices
» auxquelles on recouroit rarement,
» ils étendirent leur juridiction beau-
» coup au-delà des anciennes bor-
» nes qu'elle avoit eues sous le rè-
» gne de Charlemagne. ¶

» Les progrès des Ecclésiastiques
» furent rapides. Leurs tribunaux
» s'attribuèrent la connoissance de
» toutes les accusations touchant la
» foi, les mariages, & les crimes
» de sacrilège, de simonie, de for-
» tilège, de concubinage & d'usure.
» Tous les procès des clercs, des
» veuves & des orphelins leur
» étoient dévolus; & sous le nom
» de clercs, on ne comprenoit pas
» seulement les ministres les plus
» subalternes de l'Eglise, mais mê-
» me tous ceux qui, ayant été admis
» à la cléricature, se marioient dans
» la suite, & remplissoient les em-
» plois les plus profanes. Les Evê-
» ques mirent les pèlerins sous leur
» sauve-garde, & les croisés eurent
» bientôt le même avantage. A l'oc-
» casion du Sacrement de Mariage,
» le juge Ecclésiastique prit connois-
» sance des conventions matrimo-
» niales, de la dot de la femme,

» de son douaire , de l'adultère &
» de l'état des enfans. Il décida que
» toutes les contestations nées au
» sujet des testamens lui appartè-
» noient ; parce que les dernières
» volontés d'une personne qui avoit
» déjà subi le jugement de Dieu , ne
» pouvoient raisonnablement être
» jugées que par *l'Eglise*.

» Avec quelque docilité que les
» Seigneurs se contentassent des plus
» mauvaises raisons pour laisser dé-
» grader leurs justices , dont la rui-
» ne devoit avoir pour eux les sui-
» tes les plus fâcheuses , il parut in-
» commode aux Ecclésiastiques d'a-
» voir à chercher un nouvel argu-
» ment , toutes les fois qu'ils vou-
» loient attirer à eux la connoissan-
» ce d'une nouvelle affaire. Ils ima-
» ginèrent donc un principe général
» qui devoit les rendre les maîtres
» de tout. *L'Eglise*, dirent-ils, en
» vertu du pouvoir des clefs que

» Dieu lui a donné , doit prendre
» connoissance de tout ce qui est
» péché , afin de sçavoir si elle doit
» remettre ou retenir , lier ou dé-
» lier. Or , en toute contestation
» juridique , une des parties soutient
» nécessairement une cause injuste ,
» & cette injustice est un péché ; l'E-
» glise , conclurent-ils , a donc le droit
» de connoître de tous les procès
» & de les juger ; & ce droit , elle
» le tient de Dieu même , & les
» hommes ne peuvent y attenter
» sans péché.

» Des soldats , continue le même
» Auteur , qui ne sçavoient que
» se battre , n'avoient rien à répon-
» dre à cet argument. Les Seigneurs
» n'étoient déjà plus les juges de
» leurs sujets , & il étoit d'autant
» plus facile au Clergé de porter
» atteinte aux justices féodales , &
» de se rendre l'arbitre des querel-
» les des suzerains & des vassaux ,

» qu'ils étoient liés les uns aux au-
» tres par un serment , dont l'infrac-
» tion étoit un parjure. Cette en-
» treprise étoit de la plus grande
» importance ; son succès devoit
» donner aux Evêques un empire
» absolu , tandis que les Seigneurs
» se ruineroient par des guerres con-
» tinuelles , pour conserver les droits
» souverains de leurs terres. Autant
» que l'ame , disoient les Ecclésiast-
» tiques , est au-dessus du corps , &
» que la vie éternelle est préférable
» à ce misérable exil que nous souf-
» frons sur la terre , autant la jurif-
» diction spirituelle est-elle au-dessus
» de la temporelle. L'une est com-
» parée à l'or , l'autre au plomb. Le
» Clergé étendoit tous les jours à
» un tel point ses tribunaux , que
» les justices seigneuriales devinrent
» enfin à charge à leurs possesseurs ;
» & que les Evêques , qui s'étoient
» fait une sorte de seigneurie de

» leur diocèse entier, furent au con-
» traire forcés d'avouer que les
» émolumens de leurs officialités
» faisoient leurs plus grandes richesses , & qu'ils feroient ruinés , si
» on les en privoit.

» Tous les jours, dit ailleurs M.
» l'Abbé de Mably (chap. 5.) les
» justices seigneuriales étoient en-
» core resserrées dans de plus étroites
» bornes par les entreprises du
» Clergé ; & les Seigneurs , qui n'a-
» voient pas sçu défendre leurs droits
» sous les prédécesseurs de Louis le
» Gros , ne devoient pas vraisem-
» blablement se conduire dans la sui-
» te avec plus d'habileté. En effet ,
» quand l'excès des abus leur fit ou-
» vrir enfin les yeux , & qu'ils en-
» treprirent d'y remédier , ils con-
» férerent avec les Evêques ; mais
» personne ne connoissoit les droits
» des Ecclésiastiques , ni les princi-
» pes d'un bon gouvernement. Des

» mauvais raisonnemens qu'on op-
» posa de part & d'autre , il en ré-
» sulta un concordat ridicule que les
» Barons & le Clergé firent en-
» semble , sous la médiation de Phi-
» lippes-Auguste , & par lequel on
» convint que les justices féodales
» connoïtroient des causes féoda-
» les ; & que cependant il seroit per-
» mis aux Juges Ecclésiastiques de
» condamner à des aumônes les Sei-
» gneurs qui seroient convaincus
» d'avoir violé le serment des fiefs.

» Le Clergé , dont ce traité légi-
» timoit en partie les prétentions ,
» alla en avant ; & les querelles , au
» sujet de la juridiction , devinrent
» plus vives que jamais. Les Sei-
» gneurs sentoient les injustices des
» Evêques ; mais étant trop igno-
» rans pour opposer des raisons à
» leurs raisonnemens , ils répondi-
» rent par des injures & des voies
» de fait. *Le Clergé* , dirent-ils , *croit-*

264 *De l'autorité du Clergé.*

» il que ce soient son arrogance, son
 » orgueil & ses chicanes, & non pas
 » notre courage & notre sang qui aient
 » fondé la monarchie ? Qu'il reprenne
 » l'esprit de la primitive Eglise, qu'il
 » vive dans la retraite quand nous agi-
 » rons, & qu'il s'occupe à faire des
 » miracles, dont il a laissé perdre l'u-
 » sage.

» Quelques Seigneurs, d'un ca-
 » ractère plus ardent que les autres,
 » ou plus vexés par les entreprises
 » des Evêques, & qui en pré-
 » voyoient peut-être les suites, s'as-
 » semblèrent, suivant la coutume
 » alors usitée, pour délibérer sur
 » leurs affaires, & invitèrent leurs
 » amis à se rendre à cette espèce
 » de congrès. . . . Ils s'adressèrent au
 » Pape, pour le prier de réprimer
 » des usurpations dont il retiroit le
 » principal avantage. Ils défendi-
 » rent à leurs sujets, sous peine de
 » mutilation, ou de la perte de leurs
 biens,

» biens , de s'adresser aux tribunaux
» Ecclésiastiques. Ils convinrent de
» se défendre , formèrent des ligues
» & des associations , nommèrent
» des espèces de Syndics , pour veil-
» ler à ce que le Clergé ne pût rien
» entreprendre contre leurs justices ;
» & promirent de les aider de tou-
» tes leurs forces à la première som-
» mation. Mais tout cet emporte-
» ment ne devoit produire qu'un
» vain bruit. Les Evêques , qui
» avoient fait un mélange adroit &
» confus du spirituel & du tempo-
» rel , étoient plus forts avec des
» excommunications , que les Sei-
» gneurs avec des soldats. Les uns
» n'avoient qu'un objet , & étoient
» unis ; les autres en avoient mille ,
» & ne pouvoient agir de concert.
» Un remord détachoit un allié de
» la ligue , pendant que l'autre l'a-
» bandonnoit par légèreté , ou pour
» ne s'occuper que de la guerre

» qu'il faisoit à un de ses voisins ».

Après bien des débats, la justice temporelle est enfin rentrée dans une partie de ses droits ; & le Législateur, par une complaisance fondée sur le respect qu'il rend au ministère de la religion, laisse au Clergé l'exercice de la juridiction contentieuse sur certains objets limités. Ce n'est pas que ces objets ne donnent encore, aux Ecclésiastiques, une certaine inspection sur le temporel, laquelle est incompatible avec la nature & l'essence de leurs fonctions : mais ce n'est point ici le lieu d'approfondir cette matière. D'ailleurs l'appel comme d'abus remédie aux écarts que les Juges Ecclésiastiques pourroient se permettre, ou qui pourroient leur échapper.

SECTION III.

*Entreprises des Ecclesiastiques sur la
puissance & sur la personne des Sou-
verains.*

Je vais copier encore un passage de l'auteur cité plus haut. Je ne pourrois pas rendre les idées que j'ai conçues sur mon objet, d'une manière plus claire qu'il ne les a rendues lui-même. Voici comment il développe les commencemens & les progrès de la puissance de la Cour de Rome, puissance qui devint à la fin si arbitraire, & si terrible que, si elle n'eût trouvé des obstacles dans son chemin, tout le gouvernement civil de la chrétienté étoit détruit; ou plutôt étoit dévoué à l'Evêque de Rome. » Les usur-
» pations des ecclésiastiques, dit-il,
» tom. 2, chap. 4, produisirent un
» événement bien extraordinaire :

¶ Mij

» elles rendirent le Pape le premier
» & le plus puissant Magistrat du
» Royaume. Pour comprendre les
» causes d'une révolution, que tous
» les autres Etats de la chrétienté
» éprouvèrent également, & qui
» devint une source de divisions
» entre le Sacerdocé & l'Empire,
» il faut se rappeler que la Cour de
» Rome avoit abandonné, depuis
» long-tems, la sage discipline que
» l'Eglise tenoit des Apôtres; & que
» le Clergé de France, cédant à la
» nécessité des conjonctures, avoit
» oublié les maximes par lesquelles
» il se gouvernoit encore quand les
» François firent leur conquête.

» Les anciens canons étoient alors
» respectés dans les Gaules, & les
» Evêques continuèrent, sous la pre-
» mière race, à tenir souvent des
» Conciles nationaux & provin-
» ciaux, dont les Canons concer-
» nant la discipline n'avoient besoin

» que d'être revêtus de l'autorité du
» Prince & de la Nation , pour ac-
» quérir force de loix. Quoique l'E-
» glise Gallicane , en reconnoissant
» la primatie du Saint Siège , s'y
» tint attachée comme au centre de
» l'union , elle n'avoit point poussé
» la complaisance jusqu'à adopter les
» Canons du Concile de Sardique ,
» qui , dès le quatrième siècle , au-
» torisoient les appels au Pape , &
» soumettoient les Evêques à sa ju-
» risdiction.

» C'est par zèle pour la maison
» de Dieu , que les Papes étendi-
» rent en quelque sorte leur sollici-
» tude pastorale sur tout le monde
» chrétien. On les vit d'abord occu-
» pés des besoins des églises parti-
» culières. Ils donnèrent aux Prin-
» ces & aux Evêques des conseils
» qu'on ne leur demandoit pas ; &
» ces Pontifes , dignes , s'il est possi-
» ble , de la sainteté de leur place

» par leurs mœurs, & par leurs lu-
» mières, tandis que l'ignorance &
» la barbarie se répandoient sur tou-
» te la chrétienté, en devinrent les
» oracles, & obtinrent, je ne sçais
» comment, la réputation d'être in-
» faillibles.

» Il n'en fallut pas davantage pour
» les rendre moins attentifs sur eux-
» mêmes ; l'écueil le plus dangereux
» pour le mérite, c'est la considéra-
» tion qui l'accompagne. Parce qu'on
» avoit suivi les conseils des Papes
» dans quelques affaires importan-
» tes, on prit l'habitude de les con-
» sultier sur tout, & il fallut bientôt
» obéir à leurs ordres. Leur fortune
» naissante leur fit des flatteurs, qui,
» pour devenir eux-mêmes plus puis-
» sants, travaillèrent à augmenter
» le pouvoir du Saint Siège. Ils fa-
» briquèrent les fausses décrétales,
» dont personne alors n'étoit en
» état de connoître la supposition ;

» & ces pièces, qu'on publia sous le
» nom des Papes des trois premiers
» siècles, n'étoient faites que pour
» justifier tous les abus que leurs
» successeurs voudroient faire de
» leur autorité. Plusieurs Papes fu-
» rent eux-mêmes les duppes de la
» doctrine que contenoient les fauf-
» ses décrétales, & crurent encore
» marcher sur les traces d'une foule
» de Saints révéérés dans l'Eglise,
» quand ils s'apportoient les fondemens
» de tout ordre & de toute disci-
» pline.

» Il étoit d'autant plus à craindre,
» dit encore M. l'Abbé de Mably,
» *ibid.* chap. 5, que le Clergé, de
» jour en jour plus puissant, ne
» parvint à s'emparer de toute la
» puissance publique, que tout l'oc-
» cident occupé des croisades, de
» la conquête de la terre-sainte, de
» la ruine du Mahométisme, d'in-
» dulgences & d'excommunications,

» regardoit les Papes comme les gé-
» néraux de toutes les entreprises
» sur terre , & les arbitres du salut
» dans l'autre vie.

» Les premiers abus que la Cour
» de Rome fit de son crédit , dans
» les tems même où il subsistoit en-
» core des loix & une puissance pu-
» blique dans les nations , annon-
» çoient tout ce qu'elle oseroit en-
» treprendre , quand l'anarchie au-
» roit donné naissance au gouverne-
» ment féodal , & que , de toutes
» parts , de simples Evêques se se-
» roient érigés en souverains. Gré-
» goire VII , contemporain de notre
» Philippe I , avoit prétendu qu'il
» n'y avoit point d'autre puissance
» dans le monde que la sienne. Fai-
» sant , à l'égard des Empereurs &
» des Rois , les mêmes raisonnemens
» que les Evêques employoient pour
» étendre la compétence de leurs
» justices , il voulut les accoutumer

» à ne se croire que les vassaux-li-
» ges de son sacerdoce. Magistrat ,
» Général de toute la chrétienté , il
» crut qu'il pouvoit seul se revêtir
» des ornemens impériaux , & faire
» de nouvelles loix , auxquelles on
» devoit obéir sans examen. Il or-
» donna aux Rois de se prosterner
» à ses pieds , & pensa que S. Pierre
» avoit obtenu pour ses successeurs ,
» le privilége infigne de devenir im-
» peccables «.

Ces prétentions effrayantes , &
qui n'ont malheureusement été que
trop réalisées , ne sont pas seule-
ment injustes en elles-mêmes , con-
traires à l'esprit de la Religion qui
leur sert de prétexte , & au texte du
livre où ses maximes sont confi-
gnées ; elles sont un obstacle hu-
mainement invincible aux conquê-
tes de la foi. Quel est le Prince ac-
tuellement hors de l'Eglise qui , in-
formé que le premier ministre de

notre Religion , soutenu par un grand nombre de docteurs , enseigne qu'on doit , de nécessité de salut , *necessitate salutis* , croire que les Souverains qui embrassent la Religion Catholique soumettent leur puissance à une autorité supérieure , & que Dieu les prive de l'indépendance absolue de leur couronne : quel est le Prince , dis-je , qui ne craigne avec raison de devenir vassal de la Cour de Rome , & que sa couronne ne lui soit ôtée sur le moindre prétexte qu'il donnera au premier Pontife ? Quel est le Prince qui , dans ce cas , ne s'oppose aux progrès de la foi ? Plus il y aura de Catholiques romains dans ses Etats , moins il croira son autorité assurée ; sçachant que ceux de ses sujets qui adopteront ce culte , reconnoîtront dans le Pape une autorité supérieure à celle de leur Souverain.

La plûpart des ames timorées &

pénétrées de respect pour la Religion, & pour tout ce qui y a rapport, ne sçauroient se persuader que les ministres & les docteurs d'une religion si sainte, & dont l'humilité est un des principaux caractères, aient soutenu de tels excès. Mais ils sont malheureusement consignés dans des actes émanés de la Cour de Rome; la bulle *unam sanctam*, insérée dans les décrétales y est précise; il est même essentiel de remarquer, comme on le verra dans la note, que Boniface VIII, auteur de cette Bulle, pour donner une ombre d'autorité à sa prétention, n'a pas craint de corrompre un passage de Saint Paul; & que cette infidélité vient d'être adoptée par la dernière assemblée des députés des bureaux des décimes.

» Ne pas convenir, dit cette Bulle,
 » le, que le glaive temporel est
 » dans la main de Saint Pierre, c'est

» ne pas connoître la parole de Dieu
» qui a dit à ce Prince des Apôtres
» de remettre son épée dans le fou-
» reau. Le glaive spirituel & le glai-
» ve matériel font donc également
» soumis à la puissance Ecclésiasti-
» que : celui-ci doit être mis en
» usage pour l'Eglise ; & l'autre par
» l'Eglise : l'un est entre les mains
» des ministres , qui doivent l'em-
» ployer pour l'Eglise ; l'autre est
» dans la main des Rois & de leurs
» armées , *mais il ne doit servir que*
» *par les ordres , ou du consentement*
» *du Pontife.* Il est nécessaire que
» l'un des deux glaives soit subor-
» donné à l'autre , & que *l'autorité*
» *temporelle* soit sujette de *la puissan-*
» *ce spirituelle.* Car , comme dit l'A-
» pâtre , *il n'y a point de puissance*
» *qui ne vienne de Dieu ; or, tout ce*
» *qui vient de Dieu est bien ordonné.*
(Il est essentiel de lire la note à
l'occasion de ce passage.) » Or, les

» puissances ne feroient pas bien
» ordonnées , si l'un des deux glai-
» ves n'étoit pas subordonné à l'au-
» tre....

» *L'institution des puissances de la*
» *terre appartient à la puissance Ecclé-*
» *siastique , & c'est à elle à juger leur*
» *conduite. C'est ainsi que s'accom-*
» *plit la prophétie de Jérémie*
» *touchant l'Eglise & sa puissance :*
» *je t'ai élevée aujourd'hui sur toutes*
» *les nations & sur tous les empires....*
» Nous déclarons donc , disons , sta-
» tuons & prononçons , qu'il est ab-
» solument de nécessité de salut de
» croire que toute créature humai-
» ne est sujette du Pontife de Ro-
» me (14). «

(14) *Certè qui in potestate Petri tempora-*
lem gladium esse negat , malè verbum attendit
Domini proferentis : converte gladium tuum
in vaginam. Uterque ergò est in potestate
Ecclesie , spiritalis scilicet gladius , & mate-

278 *De l'autorité du Clergé.*

Cette Bulle n'est pas le seul monument qui nous soit resté des pré-

rials : sed is quidem pro Ecclesiâ , ille verò ab Ecclesiâ exercendus : ille sacerdotis , is manu regum & militum , sed ad nutum & patientiam sacerdotis. Opportet autem gladium esse sub gladio , & temporalem auctoritatem spiritali subjici potestati. Il ne faut pas oublier de remarquer que Boniface VIII ne donne aux Souverains que l'autorité , & qu'il attribue la puissance au Clergé.

La même Bulle ajoute un peu plus bas : *Spiritalis potestas terrenam potestatem instituere habet , & judicare si bona non fuerit. Sic de Ecclesiâ & ecclesiasticâ potestate verificatur vaticinium Hieremiæ : Ecce constitui te hodiè super gentes & regna. Porro subesse Romano Pontifici omnem humanam creaturam declaramus , dicimus , definimus & pronunciamus omnino esse de necessitate salutis. Extrav. comm. de major. & obed.*

C'est un passage de S. Paul tiré de l'Épître aux Romains XIII , 1. rapporté dans cet ouvrage , part. 1 , p. 113 , qui fait la base de tout le raisonnement de Boniface

tentions & des entreprises de la Cour de Rome sur la puissance, sur la per-

VIII. Mais ce Pape, pour faire dire à ce passage ce qu'il souhaitoit qu'il dît, n'a pas craint de le corrompre, soit en transférant une virgule, soit même en déplaçant un mot, & changeant le genre d'un adjectif. Cette supercherie est trop importante, pour qu'on ne la mette pas ici dans tout son jour; & on va le faire d'après les observations que faisoit un Magistrat, en 1765, au Parlement de Paris, les Chambres assemblées.

Il est nécessaire de remettre ce passage sous les yeux du lecteur : *Non est enim potestas nisi à Deo : quæ autem sunt, à Deo ordinatæ sunt.* Cette ponctuation est celle de la vulgate qui, dans le membre de la phrase *quæ autem sunt, à Deo ordinatæ sunt*, place la virgule après les mots *quæ autem sunt*; au lieu que Boniface VIII l'a placée après le mot *à Deo*; ce qui change absolument le sens de l'Apôtre, comme on va le voir dans un moment.

Ce Magistrat, pour s'assurer encore plus de la vérité du texte, a consulté la version grecque, & a trouvé qu'elle porte cette vérité jusqu'à l'évidence; car elle répète

sonne même des têtes couronnées.
Le décret de Gratien est rempli de

le mot *potestates*, ἰξουσίαι, dans ce membre de la phrase, & place la virgule après ce mot; de manière que la traduction littérale du Grec est : *Quæ autem sunt potestates à Deo, ou sub Deo ordinatæ sunt.* Or le sens de ce texte ne peut être équivoque : tout ce chapitre ne peut jamais être entendu que de la puissance temporelle. Ainsi on pourroit dire d'abord que ce seroit détourner le texte cité de ce chapitre, que de vouloir lui faire prouver que le ministère spirituel vient de Dieu : c'est une vérité constante, dont la preuve est consignée par-tout; mais ce chapitre n'est pas le siège de la matière.

Quoiqu'il en soit, le sens de ce texte est évident. L'Apôtre dit : *Omnis anima potestatibus sublimioribus subdita sit : QUE TOUT LE MONDE SOIT SOUMIS AUX PUISSANCES SUPERIEURES; non est enim potestas nisi à Deo : CAR IL N'Y A POINT DE PUISSANCE QUI NE VIENNE DE DIEU. Quæ autem sunt, dit la vulgate & le texte grec, quæ autem sunt potestates, à Deo or-*

De l'autorité du Clergé. 281
textes qui contiennent la preuve
que les Papes des derniers siècles

dinata sunt : ET TOUTES LES PUISSANCES
QUI EXISTENT ONT ÉTÉ ÉTABLIES DE
DIEU ; ou , comme le traduisent ceux qui
ont donné des traductions françoises , C'EST
DIEU QUI A ÉTABLI TOUTES CELLES QUI
SONT SUR LA TERRE. Voilà comme toute
l'Eglise a toujours entendu ce passage , &
jamais le texte n'a dû être autrement ponc-
tué qu'il ne l'est dans la vulgate. Mais ce
n'étoit pas le compte de Boniface VIII , qui ;
par la simple transposition d'une virgule , a
prêté à S. Paul une maxime contraire aux
vérités de l'Évangile , & à celles même que
cet Apôtre n'a cessé d'enseigner sur l'o-
béissance dûe aux Souverains. En effet ;
l'altération dont il s'agit ici , fait dire à
S. Paul qu'il n'y a de puissance qui vienne
de Dieu que celle qui est bien ordonnée.
Celle qui est mal ordonnée ne vient donc
pas de Dieu ; l'obéissance ne lui est donc
pas dûe. Or qui est-ce qui jugera si une
puissance est bien ou mal ordonnée ? Bo-
niface VIII nous l'enseigne ; c'est le Pape ;
& , par une conséquence nécessaire , le

ont mis en pratique cette funeste doctrine. Ils dispensent les sujets du

Pape est le maître de dispenser les sujets de l'obéissance, ou ce qui est la même chose, de donner à un autre la couronne du Prince dont il ne juge pas le gouvernement bien ordonné.

Il se trouve quelques éditions de l'Extravagante *unam sanctam*, où la ponctuation est conforme, il est vrai, à celle de la vulgate : c'est une faute des éditeurs, qui, en voulant restituer au passage de S. Paul son vrai sens, n'ont pas fait attention qu'ils détruisoient absolument le raisonnement de l'auteur de cette pièce. Mais il n'est pas possible de donner de l'intention de Boniface VIII, d'après les recherches du Magistrat dont on a parlé. Il a consulté les annales de Baronius, continuées par Rainald, édition de Rome 1648. On lit dans l'avertissement au lecteur, qui est en tête du 13^e volume, qui est le premier de la continuation, que Rainald a travaillé sur les propres originaux déposés au Vatican. *Hec..... documenta*, dit-il, *cò avidiùs arripui, & legis cujusdam instar habui, quò*

De l'autorité du Clergé. 283

ferment de fidélité envers les Souverains , & ordonnent aux Evê-

summorum Pontificum regeſta , aliorumque commentariorum volumina ex ſcriniis Sedis Apoſtolicæ & Vaticani archivis , ſingulari ejusdem Sedis beneficio , mihi exhibita fuerint , & exhibentur. Or voici comment ce même Rainald rapporte le paſſage en queſtion , d'après l'original qu'il avoit ſous les yeux : *Nam , cum dicat Apoſtolus : Non eſt poteſtas , niſi à Deo : QUÆ AUTEM A DEO SUNT , ORDINATA SUNT. Non ordinata eſſent , &c.* Ce n'eſt plus ici la ſeule ponctuation qui altère le ſens de l'Apôtre. Pour lui faire dire clairement & ſans équivoque , le contraire de ce qu'il dit , on a placé le mot à *Deo* avant le premier *sunt* ; & pour ſoumettre tout ce qui exiſte à la puifſance , dont on impute l'établiſſement à S. Paul , on a changé *ordinatæ* , en *ordinata* ; & le ſens qui réſulte de cette infidélité , eſt que toute puifſance vient de Dieu à la vérité ; mais qu'il n'y a , d'un autre côté , que les choſes bien ordonnées qui viennent de Dieu. Clément V , ſuccesseur de Boniface VIII , ſe hâta de révoquer

cette Bulle en 1306 , par une autre rapportée par Rainald , *ibid.* p. 288 , & qui se trouve aux Extravagantes communes , *lib. 5 , de privileg. cap. 2.*

On étoit en droit de croire que les écarts auxquels Boniface VIII s'étoit abandonné dans la chaleur de sa querelle avec Philippe-le-Bel , étoient replongés dans l'oubli & dans les ténèbres , d'où jamais ils n'auroient dû sortir. Le texte de S. Paul avoit toujours été depuis cité dans sa pureté , & l'on en avoit tiré par-tout les conséquences que cet Apôtre avoit en vûe en écrivant.

Cependant les députés des bureaux des décimes , assemblés en 1765 , ont renouvelé & adopté , de la manière la moins équivoque , le sens que Boniface VIII avoit attribué à S. Paul. A la page 11 des actes de leur assemblée , qu'ils ont fait imprimer , on lit , sous la note (1) , le passage de l'Apôtre ainsi ponctué : *Non est enim potestas nisi à Deo : quæ autem sunt à Deo , ordinatæ sunt.* Et afin de ne point laisser d'équivoque sur la manière dont ils

De l'autorité du Clergé. 285

ployer le glaive spirituel & tempo-

veulent que ce texte soit entendu, ils l'ont traduit, pages 10 & 11, en ces termes ; « Deux puissances sont établies pour gouverner les hommes ; l'autorité sacrée des Pontifes, & celle des Rois : l'une & l'autre viennent de Dieu, *de qui émane tout pouvoir bien ordonné* ». Ces paroles, qui contiennent quatre lignes dans l'imprimé, renferment deux infidélités. Dans la première partie, on donne aux Pontifes & aux Rois une puissance pareille, celle des Rois ne va même qu'après l'autre, & l'on donne cette décision comme la traduction d'un passage du Pape Gélase, rapporté page 10, sous la note (6). En voici le texte. *Duo quippè sunt quibus principaliter mundus hic regitur, authoritas sacra Pontificum, & Regalis potestas.* Le Pape Gélase, comme l'on voit, n'attribue aux Pontifes que de l'autorité, & donne la puissance aux Rois. Les deux idées sont bien différentes, quand elles sont ainsi mises en parallèle ; & le rédacteur des actes a, par sa traduction, prêté au Pape Gélase une entreprise ambitieuse dont il étoit bien éloigné. Il faut

rel pour recouvrer les biens ecclésiastiques (15).

Ils ont été plus loin ; ils ne se sont pas contentés de juger les Rois en

s'abstenir de toute réflexion sur ce sujet ; & attribuer ces fautes au peu d'attention des Evêques qui ont assisté à cette assemblée. Ils ont donné leur confiance à un rédacteur imbu des maximes de ce corps formidable qui vient d'être détruit en France ; & n'ayant pas présens à l'esprit les textes & le sens des textes dont il a fait usage pour son système , ils s'en sont trop légèrement rapportés à lui ; & en abusant de leur confiance , il n'a pas craint de les compromettre.

(15) *Quin etiam præfato fratri nostro Episcopo Trevevensi filiisque Trevevensis Ecclesiæ, illiusque defensoribus, hæc in mandatis damus, ut spirituali simul & materiali gladio tamdiu malignos illos, eorumque fautores insequantur, quousque cum integritate possessiones vel quæcumque res ecclesiasticæ hoc facto, vel quocumque, pacto distractæ, revocentur.*
Caus. 15. q. 6. Can. 2.

ce qui pouvoit avoir rapport aux prétentions des Ministres de la Religion; ils ont jugé leur conduite temporelle, & leur manière de gouverner. Le chapitre *Alius* porte que le Pape Zacharie déposa Childéric III, Roi de France, moins à cause de ses péchés, que parce qu'il étoit inutile au gouvernement; que Pepin, père de Charlemagne, fut mis par Zacharie sur le trône de ce Roi, & que le Pape dispensa tous les François du serment de fidélité: » c'est » ainsi, dit-il, que la sainte Eglise » use souvent de son autorité, quand » elle absout les soldats de l'obligation du serment (16) ».

(16) *Alius item Romanus Pontifex, Zacharias scilicet, Regem Francorum, non tam pro suis iniquitatibus, quàm pro eo quòd tantæ potestati erat inutilis, à regno deposuit, & Pepinium Caroli Magni patrem in ejus locum substituit, omnesque Francige-*

Ce chapitre , qui est du Pape Grégoire VII , suppose une fausseté ,

nas à juramento fidelitatis quod illi fecerant absolvit. Quod etiam ex autoritate frequenti agit sancta Ecclesia , cum milites absolvit à vinculo juramenti. Ibid. Can. 3.

Ce ne fut point le Pape Zacharie qui détrôna Childéric III. Ce Prince foible , & livré à la fainéantise , ne prenoit aucune connoissance des affaires ; Pepin le Bref étoit le seul dispensateur de l'autorité royale. Il s'aperçut que tout le monde étoit disposé à le reconnoître pour Roi : il fit assembler un plâcité général des sujets du Royaume , qui lui donnèrent unanimement leur suffrage ; en sorte qu'il devint Prince légitime par le consentement volontaire de la nation assemblée. Pepin , pour s'assurer davantage le trône , & pour calmer les consciences superstitieuses , envoya à Rome Bouchard , Evêque de Virzbourg , & Fulrade , Abbé de S. Denis , pour demander au Pape Zacharie , au nom de la nation , lequel étoit le plus digne de régner , ou celui qui ne se mettoit point en peine des affaires du Royaume , ou

comme

comme on le peut voir dans la note ;
mais il fait voir quelle étoit l'opi-

celui qui , par sa prudence & par sa valeur ,
le gouvernoit sagement , & le défendoit
contre ses ennemis. Le Pape répondit que
c'étoit celui qui gouvernoit avec sagesse ,
& qui combattoit avec valeur. Après cette
réponse favorable , Pepin fut sacré à Soif-
sons , par les Evêques , avec le suffrage
unanime des grands & du peuple ; & Chil-
deric rasé , & mis dans un monastère. Le
Pape donna donc simplement un conseil ,
& non pas un jugement. Grégoire VII ,
pour autoriser par des exemples , une
doctrine , dont il paroît avoir été l'auteur ,
a donc controuvé ce fait , ou du moins l'a
altéré dans ses principales circonstances ,
pour l'adapter à son système. Mais , quand
il seroit tel qu'il l'a rapporté , il seroit con-
traire au texte de l'Evangile & des Apô-
tres , au droit naturel ; en un mot , aux loix
les plus sacrées & les plus imprescriptibles.
Ce fait ne peut donc tirer à conséquence ,
& ne serviroit qu'à prouver que la Cour de
Rome a effectivement une prétention aussi
injuste & aussi monstrueuse , que celle dont

nion que ce Pape avoit conçue de la puissance de l'Eglise, & de celle

il s'agit ici ; & que , quand les Théologiens & les Canonistes la combattent , ce n'est point un fantôme qu'ils combattent.

Malheureusement , il se trouve , dans le sein de l'Eglise Gallicane , des Ecclésiastiques favorables à la Cour de Rome ; mais qui n'osent , au moins publiquement , soutenir ses prétentions touchant la puissance suprême que les Papes s'attribuent & veulent usurper sur la personne des Rois , & sur l'administration temporelle. Ne pouvant ni nier les preuves qu'on leur administre , en leur mettant sous les yeux la Bulle *Unam Sanctam* , & les Bulles *In Cœnâ Domini* , dont il sera parlé dans le texte , & plusieurs autres preuves consignées dans les dépôts publics , ils conviennent que les Papes ont véritablement cette prétention ; mais ils cherchent à pallier ce qu'elle a d'odieux , en disant que ce n'est-là qu'un point de discipline , qui ne tire pas à conséquence. Cette réponse n'est qu'une échappatoire qui contredit la vérité. Les Papes n'ont pas proposé aux fidèles l'article dont

de l'Evêque de Rome. Ce Pontife est le premier qui a fait valoir l'au-

il s'agit comme un simple point de discipline ; ils y ont intéressé les consciences , & ont annoncé aux fidèles que c'étoit une vérité qu'il falloit croire *de necessitate salutis* ; ce sont les termes de la Bulle *Unam sanctam*.

Quand un point de discipline se trouve universellement & constamment établi dans l'Eglise , comme l'est actuellement , par exemple , le célibat des prêtres , il est constant que ceux qu'il regarde doivent l'observer *de necessitate salutis*. Mais dans le tems que l'Eglise propose ce point de discipline , elle ne le propose pas comme une vérité ancienne qu'elle ne peut se dispenser de proposer ; elle le présente seulement comme un règlement extérieur émané de son autorité , & qui a pour objet , ou de conduire à une plus grande perfection , ou de prévenir des abus. Mais , quand elle propose les dogmes , elle les propose comme émanés de Dieu même , & indépendans de toute disposition & de toute déclaration humaine. Or telle est la forme sous

torité des Papes au préjudice de celle des Souverains. Il vivoit dans

laquelle les Papes ont voulu obliger les fidèles à croire que Dieu leur avoit donné un pouvoir supérieur à celui des Rois, même sur le temporel. Il n'y a, disent-ils, qu'une puissance pour gouverner les fidèles; & faute de meilleure preuve de cette unité de puissance, ils apportent celle-ci, qui est alléguée dans la Bulle *Unam Sanctam*; c'est que Dieu ne créa le monde que *in principio*, au singulier, & non pas *in principiis*; en sorte que, si Dieu avoit créé dans les commencemens, il y auroit plusieurs puissances: mais, comme il a créé dans le commencement, il n'y a qu'une puissance; & cette puissance ne peut pas être autre, que celle du Pape. En examinant de bonne foi ce que les Papes ont dit, pour établir cette doctrine, on voit clairement qu'ils ont voulu l'établir comme un dogme, & non comme un point de discipline: autrement leur prétention n'auroit pas porté sur une base suffisante à leur ambition. La discipline varie suivant les tems & les lieux; au lieu que le dogme est per-

le onzième siècle, du tems de l'Empereur Henry IV, & de notre Roi Philippe I. Tout le monde a entendu parler des excès scandaleux auxquels il se porta contre Henry IV. Il excommunia cet Empereur, le

pétuel & universel. Si leur empire n'avoit été appuyé que sur la discipline, un règlement de l'Eglise l'auroit fait crouler d'un instant à l'autre. Aussi la doctrine des Ultramontains, touchant ce qu'il faut croire de l'autorité du Pape sur les Rois, est autant un dogme, que ce que nous disons qu'il faut croire touchant l'unité & le pouvoir de l'Eglise. Ce point ne regarde en aucune manière la conduite extérieure des fidèles; il intéresse leur persuasion intérieure; & ne peut, par conséquent, être un simple point de discipline: & voilà, pour le dire en passant, une preuve bien sensible que les Papes ne sont point infallibles en fait de religion. Nous regardons ici comme une erreur proscrite par la raison & par la révélation, ce qu'ils nous proposent solennellement de croire comme une vérité.

déclara déchu du royaume Teuto-
nique & de celui d'Italie, déclara
ses sujets absous du serment de fi-
délité, & leur fit défenses de lui
obéir. Pour donner plus de poids à
son jugement, & le décorer d'une
apparence respectable, il prononça
la sentence, adressant la parole à S.
Pierre. » Bienheureux Saint Pierre,
» dit-il, prête moi une oreille fa-
» vorable, & entens-moi, qui suis
» ton serviteur.... C'est dans cette
» confiance, que pour l'honneur &
» la défense de ton Eglise, en vertu
» de ta puissance & de ton autori-
» té, & de la part du Dieu tout-
» puissant, le Père, le Fils & le S.
» Esprit, j'ai ôté au Roi Henri, fils
» de l'Empereur Henri, lequel s'est
» soulevé contre ton Eglise avec un
» orgueil inoui, le gouvernement
» de tout le royaume des Teutons,
» & de l'Italie, & ai délié tous les
» Chrétiens du serment de fidélité

» qu'ils lui ont prêté , ou qu'ils
» pourront lui prêter par la suite ,
» avec défenses à qui que ce soit de
» le reconnoître pour Roi (17).

Tous les auteurs de ces tems-là attestent que la conduite de ce Pape fut universellement blâmée , & regardée comme une nouveauté inouïe ; ceux même qui favorisoient son parti , convenoient que son en-

(17) *Beate Petre , Apostolorum Princeps , inclina , quæsumus , pias aures tuas nobis , & audi me servum tuum. Hic itaque fiducia fretus , pro Ecclesiæ tuæ honore & defensione , ex parte omnipotentis Dei Patris , Filii & Spiritûs Sancti , per tuam potestatem & auctoritatem , Henrico Regi filio Henrici Imperatoris , qui contra Ecclesiam tuam inauditâ superbiâ insurrexit , totius regni Teutonicorum & Italiæ gubernacula contradico , & omnes Christianos à vinculo juramenti quod sibi fecere , vel facient , absolvo , & nullus ei sicut Regi serviat interdico.*

treprise étoit sans exemple. Rodolphe , Roi de Souabe , qui fut élu Empereur au préjudice de Henri IV , reconnu , en mourant d'une blessure à la main droite , qu'il avoit mérité ce châtiment , parce qu'il avoit violé le serment qu'il avoit prêté à son Empereur (18). Le Pape lui-même , se repentit à la mort de ce qu'il avoit fait contre l'Empe-

(18) *Videtis manum dexteram meam de vulnere sauciam : hâc juravi Domino Henrico ut non nocerem ; nec insidiarer gloriæ ejus : sed jussio Apostolica , Pontificumque petitio me ad id deduxit ut , juramenti transgressor , honorem mihi indebitum usurparem. Quem igitur finem nunc acceperim videtis , cum in manu undè juramenta violavi mortale hoc vulnus accepi. Viderint ergò ii qui nos ad hoc instigaverunt , qualiter nos duxerint , ne fortè deducti simus in præcipitium æternæ damnationis.* Helmöldus Chronic. Slav. & Albertus studens , ad annum 1080.

reur , & chargea son confesseur d'en demander pardon, en son nom , à ce Prince , & à toute l'Eglise (19).

Grégoire n'oublia rien pour appuyer , & étendre le pouvoir qu'il avoit usurpé. Il se mit à la tête d'un Concile qu'il fit assembler à Rome , dans lequel il fit un décret rapporté par Gratien , qui dispense les sujets du serment de fidélité qu'ils ont prêté aux Princes excommuniés , & fait défenses de leur obéir. (20).

(19) V. Sigertus, in chronographiâ , *ad ann. 1085.

(20) *Nos sanctorum prædecessorum nostrorum statuta tenentes, eos qui excommunicatis fidelitate aut Sacramento constricti sunt, Apostolicâ autoritate, à sacramento absolvimus; Et ne eis fidelitatem observent omnibus modis prohibemus, quousque ipsi ad satisfactionem veniant.* Caus. 15. q. 6. c. 4. N'est-ce point s'exprimer trop foiblement, que de dire qu'il est bien surprenant que le recueil de Gratien, composé de pareilles

Paul IV , dans une Bulle du 15 Février 1558 , revêtue de sa propre signature , & du consentement de tous les Cardinaux , confirmée par Pie V , le 21 Décembre 1567 , déclare que tous les Evêques, Archevêques , Patriarches , Cardinaux , *Rois, Empereurs* qui tomberont dans l'hérésie ou dans le schisme , seront privés *ipso facto* de leurs dignités , juridictions , *royaumes, empires, &c.* Il les déclare incapables d'y être jamais rétablis ; ordonne qu'ils soient ensuite livrés au bras séculier (21) ,

décisions , soit regardé parmi nous comme le siège du droit canonique , & qu'il serve de matériaux aux instructions que nos jeunes étudiants reçoivent dans les Universités ? Suffiroit-il de condamner ce livre funeste à un oubli éternel ?

(21) Un Ministre de Jesus-Christ , un successeur de saint Pierre , dont la doctrine a été exposée plus haut , ordonner qu'un Souverain sera livré au bras séculier ! Mais

ou renfermés dans un monastère , si le Pape veut bien se relâcher à cette peine , en considération de leur humble repentir ; mais pour y jeûner au pain & à l'eau le reste de leur vie. Il est enjoint à tous les fidèles de les éviter , de les abandonner , & de leur refuser tous les secours de l'humanité, sous peine de pareille excommunication, infamie,

qu'entend-on par le bras séculier ? Est-ce autre chose que la propre justice du Souverain , armée pour punir les coupables ? Il se punira donc lui-même , pour avoir déplû à l'Evêque de Rome ! Faut-il chercher ailleurs la source de cette doctrine régitide consignée dans cette foule de livres, dont le Parlement vient de nous découvrir toutes les horreurs , & qui a produit ces crimes dont la nation entière est encore consternée ? Ces abominations n'ont paru , que quand on a eu oublié cette maxime de Hugue de Chartres : *Vassallus Domino , etiam excommunicato tenetur debitum reddere.* Hago in can. Sanctorum 15. quæst. 6.

privation , inhabileté contre ceux qui les recevront , favoriseront , ou défendront en quelque manière que ce soit ; que leurs actes , jugemens , &c. feront nuls & fans effet. Il est permis , & même enjoint à tout le monde de leur refuser obéissance , & d'implorer contre eux le bras féculier , fans crainte d'aucune censure ; & tout cela est ordonné nonobstant tous réglemens , sermens , privilèges à ce contraires , & avec la clause que la publication faite à Rome suffira pour obliger tous les fidèles.

Sixte V donna , le 9 Décembre 1585 , une Bulle qui déclaroit Henri de Bourbon (Henri IV), avec tous ses descendans , déchus du droit de succéder à la couronne de France. Grégoire XIV donna , dans le même jour , deux Bulles , dont l'une déclaroit ce même Prince privé du royaume ; & l'autre soumettoit à l'interdit quiconque , soit ecclésiast.

tique , soit laïque , lui rendroit obéissance. Ces censures furent déclarées , par le Clergé de France assemblé à Chartres , nulles , abusives , & contraires aux droits & libertés de l'Eglise Gallicane.

On pourroit entasser ici une foule de faits qui prouvent que les Papes n'ont rien négligé pour soutenir & faire usage de l'empire despotique qu'ils ont usurpé sur les droits les plus inébranlables des Souverains ; & que les nations qu'on n'a pas pris soin de garantir , par de bonnes instructions , des fureurs de l'aveugle fanatisme , ont été ébranlées jusque dans leurs fondemens par les suites des fausses maximes annoncées par les Pasteurs mêmes.

Mais ce qu'il y a d'étonnant , c'est que la lumière qui commence à éclairer les esprits , & à prendre insensiblement la place du fanatisme ; c'est que les efforts redoublés des Ma-

gisfrats, n'ont pas encore guéri Rome de cette chimère. Deux faits, qui se passent sous nos yeux en font la preuve : l'un est particulier au Roi de France ; & l'autre regarde la Chrétienté en général.

Le Pape Jules II, dans le seizième siècle, usa de son prétendu pouvoir contre Jean d'Albret, Roi de Navarre, bisaïeul de Henri IV, Roi de France. Des intérêts purement temporels avoient allumé la guerre entre ce Pontife & Louis XII, ce Prince que nous comptons au nombre de nos meilleurs Rois. Ferdinand, Roi d'Arragon, à l'instigation du Pape, avoit formé la résolution de conquérir la Guienne sur le Roi de France. Le Roi de Navarre, qui avoit fait alliance avec Louis, ne crut pas devoir donner les mains à une usurpation, sur-tout quand elle menaçoit son allié ; il refusa le passage sur ses terres. Tel fut le pré-

texte unique qui arma Jules des foudres de l'Eglise ; il excommunia le Roi & la Reine de Navarre , les priva de leur royaume , & l'abandonna à Ferdinand , qui , de son côté , n'avoit point d'autre prétexte pour l'envahir , comme il fit en 1512.

Telle est la raison qui détermine la Cour de Rome à refuser à nos Rois , autant qu'il lui est possible , la qualité de Rois de Navarre. Cette omission affectée a toujours été réprimée par le Parlement. Urbain VIII , en 1625 , dans les Bulles de la légation du Cardinal Barberin , n'avoit point donné au Roi le titre de Roi de Navarre. Le Parlement refusa d'abord d'enregistrer *lesdites bulles & facultés , qu'elles n'eussent été réformées , pour autant que ledit Seigneur n'étoit qualifié que de Roi de France , & non de Navarre.*

Enfin , quand elles furent regis-

trées du très-exprès commandement du Roi, plusieurs fois réitéré, elles ne le furent qu'à la charge que le Nonce fourniroit, dans six semaines, un bref du Pape portant que c'est par inadvertance que la qualité de Roi de Navarre avoit été omise dans lesdites bulles & facultés, & qu'elles seroient retenues, & ne feroit l'Arrêt de vérification d'icelles délivré, jusqu'à ce que ledit bref eût été apporté (22).

Mais rien ne peut apprendre à la Cour de Rome qu'elle n'a pas le droit de disposer des Empires, & qu'elle outrage la Religion & l'Eglise en se l'attribuant. C'est par la concession qu'elle en a faite à Ferdinand, que ce Prince a usurpé la Navarre; cette concession est le seul titre qui l'a transmise à ses succe-

(22) Voyez les preuves des Libertés de l'Eglise Gallicane, chap. 23, n. 82.

seurs ; & ce titre , aux yeux des Papes , est destructif de toute propriété naturelle & légale : aussi n'ont-ils jamais voulu attester les droits du Roi de France sur ce Royaume ; & depuis les Bulles du Cardinal Barberin , nous avons vû une foule de brefs & de constitutions adressées au Roi , où la qualité de Roi de Navarre est absolument omise ; & nommément dans la bulle *Unigenitus* , donnée en 1713.

La fameuse bulle *In cœna Domini* ; n'est-elle pas encore une preuve toujours subsistante des prétentions de la Cour de Rome sur le pouvoir des Souverains ? Elle tire son nom de la fête de la Cène de Jesus-Christ , que l'Eglise solemnise tous les ans le Jeudi Saint. C'est ce jour que l'on choisit à Rome , pour publier cette Bulle en présence du Pape , des Cardinaux & des Evêques , qui abandonnent la conduite de leurs

diocèses pour résider auprès de celui de Rome en qualité de ses serviteurs. La lecture s'en fait par un Cardinal diacre.

Plusieurs bulles ont porté ce nom successivement. La première est celle de Paul III, donnée en 1536 (23). Elle commence par ces termes : *Consueverunt Romani Pontifices*, & contient 24 paragraphes. On va faire mention des plus remarquables.

Par le premier, le Pape excommunie les hérétiques, leurs auteurs, & ceux qui lisent leurs livres.

Par la deuxième, il excommunie les pirates, & sur-tout ceux qui osent aller en course sur les terres du Pape (24).

(23) Rebuffe y a mis des notes, qu'il a fait imprimer, avec le texte, dans sa pratique bénéficiale. Elle se trouve encore dans le premier tome du Bullaire imprimé à Lyon en 1673, p. 414.

(24) *Et illos præcipuè qui mare nostrum discurrere præsumunt.*

Le troisieme excommunie ceux qui imposent dans leurs terres de nouveaux péages.

Le dixieme lance l'excommunication contre ceux qui, en quelque maniere que ce soit, empêchent l'exécution de quelques lettres apostoliques que ce puisse être (25).

Le onzieme excommunie les juges laïcs qui attirent les ecclésiastiques à leur tribunal, & les jugent, quelque nom que l'on donne à ce tribunal (26).

Le douzieme excommunie tous ceux qui ont fait ou publié, feront ou publieront des édits, réglemens & pragmatiques; par lesquels la liberté ecclésiastique, les droits du Pape & ceux du S. Siège seront blessés ou restreints en la moindre chose, tacitement ou expressément.

(25) *Seu gratiam, seu justitiam continentes.*

(26) *Audientiam, cancellariam, concilium, vel parlamentum.*

Par le quatorzième , on excommunie les Chanceliers , Vice-chanceliers , Conseillers ordinaires ou extraordinaires de quelques Rois ou Princes que ce puisse être ; les Présidens des chancelleries ; Conseils & Parlemens ; comme aussi les Procureurs généraux qui évoquent à eux les causes ecclésiastiques. Ils sont encore excommuniés s'ils empêchent l'exécution des lettres apostoliques , même sous prétexte de prévenir quelque violence. Et l'absolution de ces excommunications est réservée au Pape , qui s'interdit même la faculté d'en relever , si ces Conseillers , Procureurs généraux & autres excommuniés n'ont révoqué publiquement leurs arrêts , & ne les ont arrachés des registres (27).

(27) *Item excommunicamus & anathematizamus omnes & singulos Cancellarios , Vice-cancellarios , & Consiliarios ordinarios &*

Le paragraphe vingt excommunie ceux qui auront la présomption

extraordinarios quorumcumque Regum & Principum , ac Præsidentes Cancellariorum & Conciliorum ac Parlamentorum , nec non Procuratores generales eorumdem vel aliorum Principum sæcularium , etiamsi Imperiali , Regali , Ducali , vel aliâ quâcumque præfulgeant dignitate qui per se , vel alios spirituales & spiritualibus annexas causas ab Auditoribus & Commissariis nostris , ut eorum verbis utamur , advocant , &c. Executionem litterarum apostolicarum ; etiam sub prætextu violentiæ prohibendæ impediunt declarantes nihilominus ac protestantes , prout tenore præsentium declaramus , ac expresse protestamur absolutionem hodiè vel aliàs etiam solemniter per nos faciendam , præfatos supra nominatos & qualificados , ac Cancellarios , Vice-cancellarios , Consiliarios , Procuratores , ac aliòs excommunicatos prædictos , nisi prius statuta , ordinationes , constitutiones , pragmaticas & decreta publicè revocaverunt , & ex archivis seu capitularibus locis , aut libris in quibus adnotata reperiuntur , deleri & cassari , ac nos de revocatione & cassatione

§ 10 *De l'autorité du Clergé.*

d'absoudre les excommuniés dont l'énumération vient d'être faite (28).

Et afin que personne n'ait lieu de se plaindre de se trouver excommunié sans le sçavoir, le paragraphe vingt-un prend la sage précaution d'ordonner que cette bulle sera publiée & affichée à la porte de la basilique du prince des Apôtres, & à celle de S. Jean de Latran,

Le paragraphe vingt-deux ordonne à tous Patriarches, Primats, Archevêques & Evêques, en vertu de la sainte obédience, de publier solennellement cette bulle au moins une fois par an.

Le paragraphe vingt-quatre apprend aux fidèles que, si quelqu'un

hujusmodi certiores fecerint, cum vero proposito ulterius similia non committendi, &c.

(28) *Illos qui, contra tenorem præsentium, talibus, vel eorum alicui absolutionis beneficium impendere de facto præsumpserint.*

ose contrevenir aux dispositions de cette Bulle , il va encourir sur le champ l'indignation de Dieu, & celle des bienheureux Apôtres S. Pierre & S. Paul (29).

Les bulles subséquentes qui, par la même raison , sont appellées *In Cœná Domini* , ne sont que des ampliations de celle-là.

La seconde est émanée de Paul V en 1609, & commence par ces mots ; *Pastoralis Pontificis Romani vigilans*. Elle contient trente paragraphes ; réitere les excommunications dont on vient de parler , & y en ajoute de nouvelles.

(29) *Nulli ergò omnino hominum liceat hanc paginam nostræ excommunicationis infringere , vel ei ausu temerario contra ire. Si quis autem hoc attentare præsumpserit , indignationem omnipotentis Dei , ac beatorum Petri & Pauli Apostolorum ejus , se noverit incursum.*

Le paragraphe second, par exemple, excommunie les Universités, Collèges, Chapitres, & quelque personne que ce puisse être, qui appelleront du Pape au futur Concile général, & tous ceux qui prêteront leur ministère, pour favoriser cet appel.

Le cinquième excommunie tous ceux qui imposent dans leurs terres de nouveaux droits de péages ou de gabelles; à moins que ce ne soit dans les cas permis par le droit, ou qu'ils n'en aient obtenu une permission expresse du S. Siège.

Le treizième excommunie ceux qui appellent des jugemens ecclésiastiques pardevant les juges laïcs (30).

(30) *Prætextentes frivolum quendam appellationem à gravamine.... ad curias sæculares & laicam potestatem recurrunt, & ab eâ, imitante etiam Fiscus Procuratore vel Advocato, appellationes hujusmodi admitti & retineri faciunt.*

Les quinzième & seizième excommunient les juges séculiers qui attirent à leur tribunal, chancellerie, conseil ou parlement, les personnes ecclésiastiques, & ceux qui, éludant les sentences du juge d'Eglise, ont recours aux tribunaux séculiers (31).

Le dix-huitième excommunie les Empereurs, Rois, Princes, Ducs, Comtes, Barons & autres Souverains qui imposent des droits sur les clercs, prélats & autres personnes ecclésiastiques, sur leurs églises, monastères & bénéfices.

Le dix-neuvième excommunie les Magistrats, Juges, Notaires, Huissiers & autres qui interposent leur ministère contre des ecclésiastiques prévenus de crimes (32).

(31) *Qui fori ecclesiastici judicium eludentes, ad cancellarias & alias curias seculares recurrunt.*

(32) *Excommunicamus & anathematizamus.*
Partie II. O

Le paragraphe vingt-fixième porte, qu'après que la présente bulle aura été publiée aux portes de saint Jean de Latran & de la basilique de

omnes & quoscumque Magistratus, & Judices, Notarios, Scribas, Executores quomodo libet se interponentes in causis capitalibus, seu criminalibus contra personas ecclesiasticas, illas procéscendo, banniendo, capiendo, seu sententias contra illas proferendo, vel exequendo.

Quand le délire de l'ambition n'apperçoit plus de bornes, à quels excès ne se livre-t-il pas ! Quel sentiment ne s'élève pas dans le cœur de ceux qui réfléchissent en lisant ceci ! Quoi ! un Ministre de la religion de Jésus-Christ, crucifié défend, aux Magistrats sous peine d'excommunication, de poursuivre les Ecclésiastiques coupables de quelque crime que ce soit ! Veut-il que l'impunité autorise tous les forfaits ? Veut-il qu'ils ne puissent être réprimés que par des peines canoniques ? mais il veut donc sapper la société par ses fondemens !

saint Pierre, personne n'en pourra prétendre cause d'ignorance (33).

(33) Quand Jesus-Christ a chargé ses Apôtres du soin d'instruire les hommes de sa religion, il leur a enjoint d'aller par toute la terre annoncer son Evangile. Il ne leur a pas dit de se tenir à la porte de Jérusalem, ou de Rome, pour publier les vérités qu'il leur avoit révélées; que cette publication vaudroit une promulgation générale; que tous les hommes seroient censés instruits des dogmes dont la connoissance est nécessaire au salut; & qu'il précipiteroit dans les flammes éternelles ceux qui vivant à l'autre bout du monde, avoient été dans l'impossibilité physique d'entendre cette publication locale. Il leur a ordonné de se disperser par toute la terre, de faire des prédications réelles à chaque peuple, & d'instruire tous les hommes. Mais ici, c'est un homme qui fait rédiger sur le papier des réglemens arbitraires, qui ne dérivent d'aucune loi connue ni par la raison, ni par la révélation; il juge à propos d'attacher la damnation éternelle à l'infraction de ces réglemens, dont la plupart sont

Enfin, le dernier paragraphe menace, comme dans la précédente bulle, les contrevenans de l'indignation de Dieu.

La dernière bulle *In cænâ Domini*, qui se trouve dans le bullaire, est émanée du Pape Urbain VIII, &

contraires à toutes règles; & il veut qu'il lui suffise de les faire publier à une des portes de sa ville de Rome, pour qu'ils lient toute créature humaine; & que les fidèles qui se trouvent dans les déserts de la Tartarie soient damnés, s'ils ne se conforment pas à la bulle *In cænâ Domini*. Cette prétention est un acte du despotisme le plus outré & le plus absurde. Damner éternellement ceux qui ne connoissent pas ce qu'ils ne peuvent connoître, sans autre motif que leur ignorance, c'est le grand Seigneur qui fait couper arbitrairement les têtes de ceux de ses sujets qui n'ont pas exécuté des volontés dont il n'a pas fait parvenir la connoissance jusqu'à eux. Est-ce donc-là la douceur qui doit être l'ame de tout gouvernement ecclésiastique?

conçue à peu-près dans les mêmes termes que la précédente. Elle commence aussi par ces mots : *Pastoralis Romani Pontificis vigilantia*. Le Pape y déclare qu'à l'exemple de ses prédécesseurs, pour maintenir inviolablement l'intégrité de la foi, la justice & la tranquillité publique, il se sert du glaive spirituel de la discipline ecclésiastique pour excommunier en ce jour, qui est l'anniversaire de la cène du Seigneur, tous ceux dont le détail est contenu dans la précédente. Cette bulle est du premier Avril 1627. Mais il y en a encore une plus récente, qui est celle que l'on lit actuellement, & à laquelle on a fait encore quelques additions.

Aux termes de ces bulles, il n'y a point de Souverain Chrétien, il n'y a point de Magistrat qui ne soit excommunié; car il n'y en a point qui ne viole tous les jours quelqu'un

des prétendus préceptes qui y sont exprimés. Tous les jours , par exemple , le Roi établit de nouveaux péages & de nouvelles gabelles dans ses Etats , sans pour cela s'appuyer de l'autorité du Pape : tous les jours il fait lever des droits sur ses sujets , & il oblige les ecclésiastiques de les payer comme les autres. Très-souvent les juges séculiers prennent sur eux de faire exécuter à mort les prêtres coupables des crimes qui méritent cette peine. Il faut cependant bien , ou que le Pape ne croie pas son excommunication bien sérieuse , ou qu'il agisse contre sa conscience ; car il vit ouvertement en communion avec le Roi , qu'il qualifie même de *Roi Très-Chrétien* , & fils-aîné de l'Eglise ; titres qui sont incompatibles avec celui d'excommunié. Il y a plus ; si la Cour de Rome étoit conséquente , elle ne reconnoîtroit pas plus le Roi comme Roi ;

de France , qu'elle ne veut le reconnoître pour Roi de Navarre. Dans ses principes , tout excommunié est privé *ipso facto* de toutes ses dignités. Le Roi tient journellement & publiquement une conduite opposée aux loix prescrites par la bulle *In cænâ Domini* ; & cette pièce lance , à chaque ligne , l'excommunication contre ceux qui l'enfreignent.

Les contradictions qui se trouvent entre les principes qui ont donné l'être à cette pièce , & la conduite de celui qui en est l'auteur ; l'opposition manifeste où elle est avec les premiers élémens de la religion qui a servi de prétexte à sa composition ; le ridicule qu'elle donne occasion aux ennemis de la foi de jeter sur l'Eglise , à laquelle ils l'attribuent , comme émanée de son chef visible , quoiqu'elle la rejette & en gémissé , n'empêchent

pas qu'on ne l'a publiée à Rome régulièrement tous les ans. C'est un acte de la possession dans laquelle on veut se maintenir, pour faire, sans doute, valoir en tems & lieu les prétentions chimériques & funestes, dont nous avons eu le bonheur de secouer le joug.

S'il est étonnant que l'on persiste à Rome à faire valoir la bulle *In cænâ Domini*, il l'est bien davantage qu'il y ait eu des efforts, pour qu'elle fût admise en France; & que ce soient les Evêques qui aient fait ces efforts. (34).

(34) Dès que cette bulle fut connue parmi nous, elle excita les plus vives allarmes dans le cœur des Magistrats. Le Compilateur des preuves des Libertés de l'Eglise Gallicane nous a transmis une lettre écrite à M. le Chancelier, le 27 Mars 1536, par laquelle les gens du Roi lui donnent avis qu'ils ont dénoncé à la Cour un petit livre intitulé, *Bulla cænâ Domini*, commenté

La bulle *In cænâ Domini* n'est pas le seul ouvrage qui ait fourni occa-

par Pierre Rébuffe, Docteur - Régent en droit canon de l'Université de Paris. « Au » texte de laquelle bulle, disent-ils, avons » trouvé plusieurs clauses merveilleusement » étranges, & contre l'autorité du Roi, » & de ses cours de Parlement; ingerans » grands scrupules aux sujets & officiers » dudit Seigneur..... Et avons requis que » devant toute œuvre, lesdits livres fussent » arrêtés & saisis; parce que l'on ne sçau- » roit mieux publier ladite Bulle, que de » l'imprimer, & publiquement exposer en » vente ».

On ignore quel fut l'événement de cette dénonciation; mais en 1580, quelques Evêques firent le tems des vacations, pour essayer de faire recevoir cette pièce dans leurs diocèses. Sur le requisitoire du Procureur Général, il fut enjoint à tous les Baillis & Sénéchaux du ressort, de s'informer si les Evêques de leur territoire avoient reçu cette bulle, & par qui ils l'avoient reçue pour la faire publier; de faire défenses de la publier, à ceux qui ne

sion à quelques membres du Clergé de France de signaler leur zèle pour

l'avoient pas encore fait, & de la retirer de leurs mains, pour l'envoyer à la Chambre. Quant aux Evêques qui l'auront fait publier, il est enjoint auxdits Baillis & Sénéchaux de les ajourner en la Chambre des Vacations, pour répondre aux conclusions que le Procureur Général voudra prendre contre eux. Et néanmoins ordonne que le temporel des Archevêques, ou Evêques du ressort, où la publication aura été faite, sera saisi & mis en la main du Roi. Défenses sont faites à toutes personnes, de quelque état & qualité qu'elles soient, d'empêcher l'exécution du présent Arrêt, sur peine d'être déclarés rebelles au Roi, & criminels de Leze-Majesté. *Preuves des Libertés de l'Eglise Gallicane ; chap. 7, n°. 50. & 54. Voyez aussi Mezeray, sous Henri III.*

On voit encore, dans la vie d'Edmond Richer, que dans le tems que le livre de ce Docteur, *de ecclesiasticâ & politicâ potestate*, faisoit beaucoup de bruit en France & à Rome, l'Archevêque d'Aix fit pu-

les prétentions meurtrières de la Cour de Rome.

Tout le monde a entendu parler du Cardinal Bellarmin, & de son livre *de la puissance du Pape dans les choses temporelles*. Dès qu'il parut en France, le Parlement, par Arrêt du 26 Novembre 1610, le condamna au feu. L'objet de cet ouvrage

est de publier & afficher, dans tout son diocèse, la bulle *In cænâ Domini*. Mais cette publication n'eut aucun effet ; & cette bulle n'a pas eu plus de crédit dans cette province, que dans celles où elle n'a point été publiée.

Par une suite des principes de la domination espagnole, on avoit continué de la publier tous les ans dans le Roussillon, depuis même qu'il est rentré sous l'obéissance du Roi. Cette publication étoit, à la vérité, illusoire, & ne donnoit aucun effet à cette bulle. Mais enfin, le Conseil Souverain de cette province vient de la déclarer abusive, par Arrêt du 22 Mars 1763.

étoit de prouver que le Pape est dans le droit & dans la possession de disposer des couronnes à son gré. Il prouvoit la possession par un nombre de faits, tant vrais que supposés.

Plusieurs membres du Clergé de France, assistés du Nonce du Pape, trompèrent la Reine régente, veuve de Henri IV, sur le contenu dans ce livre détestable; la déterminèrent à prendre des mesures pour empêcher l'exécution de cet Arrêt, & à autoriser, par conséquent, au moins indirectement, une doctrine qui venoit de mettre le couteau dans le sein de ce grand Roi. Achille de Harlai, premier Président, fut mandé, & reçut les reproches les plus vifs sur cet Arrêt. *Serai-je réduit*, répondit ce grand Magistrat à la Reine, *à une condition si déplorable que, si je vois porter le couteau dans le sein de mon Roi, il ne me soit pas permis de mettre la main*

au-devant ? Le principal effet de ce livre est de donner permission aux sujets de tuer les Rois. Ce discours a été recueilli par le Compilateur des preuves des Libertés de l'Eglise Gallicane , chap. 4. La Reine instruite de la vérité , laissa subsister l'Arrêt.

On ne finiroit pas, si l'on vouloit faire une histoire exacte des entreprises des ecclésiastiques sur la puissance des Rois , & des efforts qu'ils ont faits dans tous les tems pour en établir la doctrine. Terminons par un trait arrivé de nos jours. Parut, en 1729, une légende du Pape , qui donnoit de grands éloges à Grégoire VII , de ce qu'il avoit détrôné l'Empereur Henri IV , & mettoit ce Pontife au nombre des Saints , assurant que c'étoit à cette action principalement qu'il devoit le bonheur dont il jouissoit dans le ciel. Dès que cette pièce fut connue

en France, tous les Parlemens se hâtèrent de la proscrire ; & parmi le grand nombre d'Evêques, dont le Clergé du Royaume est composé, sept seulement condamnèrent la légende.

Benoît XIII, qui occupoit alors le Siège de Rome, donna plusieurs brefs qui cassoient, selon lui, tous Edits, Ordonnances, Arrêts, &c. émanés, à ce sujet, des Puissances séculières, même Souveraines, ainsi que les Mandemens publiés par les sept Evêques. Ces brefs furent encore supprimés, comme attentatoires à l'autorité du Roi, & à la juridiction des Evêques de France.

Si la très-grande partie des Evêques gardoit le silence, dans une occasion où la souveraineté du Roi, & la dignité de l'Episcopat étoient attaquées par le Pape, on crut qu'ils reservoient l'expression de leur zèle pour l'assemblée des députés des

bureaux des décimes , qui devoit se tenir en 1730. Le Roi fit même entendre à ces députés , par la bouche de son premier Ministre , qu'il comptoit qu'ils lui donneroient , dans cette occasion , des preuves de leur fidélité. Mais ils n'ouvrirent la bouche , que pour dire au Roi que sa couronne ne portoit que sur son attachement à la religion catholique.

» Nous venons à vous , Sire , lui dirent-ils , dans un discours consigné au procès-verbal du Clergé du 22 Juin 1730 ; » nous venons à vous , » Sire , pour maintenir l'ouvrage de » J. C. même, & pour nous conserver » la liberté d'un ministère , dont » *l'usurpation & la violence* peuvent » bien arrêter l'exercice , mais qu'on » ne peut essentiellement nous ravir.

» C'est aussi le seul intérêt que nous » ayons à cœur de soutenir , & » pour lequel le sacrifice de nos » vies ne nous paroîtroit pas trop

» cher. Sur tout autre intérêt , . . .
» nous n'avons nulle peine à nous
» rendre. Que nos biens, . . .
» qui sont devenus le patrimoine de
» *Jesus-Christ* , soient utiles à Votre
» Majesté , pour en faire l'usage
» que nous en ferions nous-mêmes ,
» Elle en connoit l'immunité & la
» destination ; elle sçait avec quelle
» précaution il est permis d'y toucher ;
» sa religion ne lui laisse rien igno-
» rer sur ce point. Cela nous suffit
» pour vous les prodiguer d'avan-
» ce , sans attendre les effets précis
» de votre protection , qui vous
» donne le droit de nous les de-
» mander Tout ce qui n'est
» qu'humain , peut être à la merci
» des hommes : mais , pour le dé-
» pôt de la foi , & notre juridiction ,
» qui en est une suite nécessaire ,
» c'est notre trésor , notre gloire , no-
» tre engagement. Nous ne pourrons
» jamais consentir qu'on nous l'en-

» lève. Nous en sommes redeva-
» bles à Dieu , à l'Eglise , aux Peu-
» ples , A VOTRE MAJESTÉ , DONT
» LE RÈGNE EST FONDÉ SUR LA
» CATHOLICITÉ , ET DOIT TOU-
» JOURS SE SOUTENIR SUR LES
» MESMES PRINCIPES.

Fin de la seconde & dernière Partie.



T A B L E

D E S M A T I E R E S ,

Contenues dans les deux Parties.

A.

ACTES. Ceux de l'assemblée du Clergé de 1765 , ont altéré un passage de S. Paul , pour faire dire à cet Apôtre le contraire de ce qu'il dit ; & ont traduit faussement un passage du Pape Gélase. II , 284. Mais voyez la note entière , qui commence à la page

277

ADULTÈRE. Les Evêques s'en étoient fait une source de revenus. II , 210

ALAIS (M. l'Evêque d'). Sa protestation contre les entreprises du Clergé. I ,

300

AME. De la différence entre ses diverses opérations. I , 32

ANANIE. Sa punition ne prouve pas que les Ministres Ecclésiastiques aient un pouvoir coactif. I , 51

ANNATES. Epoque de leur établissement.
Ont occasionné la perpétuité des décimes.

I, 265

ANSELME (*le Père*). Son sentiment sur
la source du pouvoir des clefs de l'Eglise.

I, 101

APOSTATS. Comment punis , dans la
primitive Eglise , quant au refus de la Com-
munion.

II, 27 & *suiv.*

APÔTRES. Ont reçu les clefs de l'Eglise ,
aussi-bien que S. Pierre. I, 77 & *suiv.* Ont
transmis , pour tout bien , à leurs succes-
seurs , le pouvoir de l'Ordre : en cette
qualité , toute possession temporelle leur est
interdite. I, 166 & *suiv.* Dans les excom-
munications , ils se sont conformés à la
procédure prescrite par Jesus-Christ. I, 361
& *suiv.* N'excommunioient que du consen-
tement exprès de l'Eglise. I, 366. Rendent
compte de leur doctrine au Magistrat Poli-
tique , quoiqu'infidèle. Dans quel esprit.

I, 406

ASSEMBLÉES. Nulle ne peut se former
sans l'autorisation du Souverain ; & il doit
connoître tout ce qui se passe dans celles
qu'il a autorisées.

I, 194

ASSEMBLÉES *Ecclesiastiques*. Sont de
trois sortes. Autorité que la Puissance Sé-

culière y peut & y doit exercer. I, 196,
& *suiv.*

ASSEMBLÉES DU CLERGÉ. Origine de leur tenue tous les cinq ans. I, 269, & *suiv.* La première tenue à Poissy. Ses arrangements avec l'Etat pour payer les impôts. I, 266, & *suiv.* Sont de deux sortes : leur objet ; nombre & qualité des personnes qui les composent ; tems de leur durée. I, 277, & *suiv.* N'ont d'autre autorisation que la clause qu'elles stipulent, tous les dix ans ; dans le contrat qu'elles passent avec le Roi. I, 278. Tous les diocèses du Royaume n'y envoient pas des députés. I, 282, 283. Leurs entreprises sont sans fondement. I, 299 & *suiv.* Leur nature & leur pouvoir expliqués par M. l'Evêque d'Alais. I, 300. Par l'Éschaffier I, 309. N'ont aucune Jurisdiction, & ne peuvent faire de censures. II, 107. Ne pouvant pas, toute autre considération à part, traiter d'affaires spirituelles, sans une autorisation légale du Roi ; & même, avec cette autorisation, composées comme elles sont, elles ne pourroient pas encore en traiter. I, 289 & *suiv.* Il faut excepter celle de 1682. I, 293 & *suiv.* Par le caractère & l'objet de la députation de ceux qui les composent, elles ne sont

compétentes que pour recevoir les comptes du temporel. Elles ont été subrogées à la Chambre des Comptes qui , dans le principe , étoit chargée de cette fonction. I , 266 , 283 , 284 & *suiv.* Ne sont composées que des députés des bureaux des décimes ; elles ne peuvent donc pas régler les affaires spirituelles. I , 288. Ne peuvent représenter l'Eglise , qui n'a & ne peut avoir de temporel à administrer. I , 285 & *suiv.* Ne représentent qu'un corps purement économique. I , 286. Ne sont pas même composées des Ministres de l'Eglise , en tant que Ministres de l'Eglise. I , 287 , & *suiv.* La mission des Evêques qui s'y trouvent ne leur donne pas plus d'autorité qu'aux députés du second ordre. II , 59. Les dépenses immodérées qu'elles occasionnent surchargent ceux des Bénéficiers qui portent le poids du tout. I , 275 & *suiv.* Celle de 1730 , ne craint pas de dire au Roi en personne , que son règne est fondé sur la Catholicité. II , 329. Voyez *Actes.*

AUDITEURS. Ce que c'étoit dans la primitive Eglise. II , 28

AUGUSTIN (S.). Sa doctrine sur le pouvoir de S. Pierre & de ses successeurs, I , 80 & *suiv.* - Sur le pouvoir du Magistrat

334 *Table des Matieres.*

Politique sur les biens des Ecclésiastiques.

I, 176. - Sur la forme des excommunications. I, 363. - Sur le refus public des Sacremens. II, 16 & suiv.

AUTORITÉ. Objet & nature de celle des Ecclésiastiques. I, 107. L'autorité proprement dite, est incompatible avec la nature de l'Eglise & les fonctions de ses Ministres. I, 125 & suiv.

B.

BAPTÊME. Les Ministres Ecclésiastiques n'ont pas le pouvoir de refuser arbitrairement ce Sacrement. II, 2 & suiv.

BASLE (*Concile de*). Sa doctrine sur la source du pouvoir des Conciles : en quoi il fait consister l'Eglise. I, 90, 92. - Sur les excommunications, & sur la notoriété de fait. I, 383.

BELLARMIN. Son opinion sur les membres qui constituent le corps de l'Eglise. I, 94 & suiv. Ses ouvrages sur la puissance des Rois condamnés au feu. Les Evêques les défendent contre les Parlemens. II, 323

BENOIST XIII casse les Edits, Arrêts, &c. qui annullent sa Légende. II, 326

BENOIST XIV. Sa doctrine sur la notoriété qui peut autoriser les refus des Sacre-

mens. II, 57 & suiv. Ne définit point que rang tient la Bulle *Unigenitus* dans l'ordre de la foi. Sa doctrine sur les refus publics des Sacremens. II, 60 & suiv. Elle est presque en tout conforme à celle du ministère public de France. II, 63 & suiv.

BIENS TEMPORELS ECCLÉSIASTIQUES.

Tous les biens temporels du Royaume sont essentiellement assujettis aux charges publiques, sans que rien puisse les en soustraire. I, 163. Ceux des Ecclésiastiques ne peuvent être soustraits à l'empire de la loi civile. I, 153 & suiv. 172 & suiv. C'est une absurdité de dire qu'ils sont libres d'impôts par la destination des fondateurs. I, 180. C'en est une autre de prétendre qu'ils sont sous la protection de la religion. I, 181. Ne sont point sacrés ; ce n'est point à l'Eglise qu'ils appartiennent. I, 185. Histoire des immunités dont ils ont joui. I, 257 & suiv. Voyez *Clergé. Ecclésiastiques.*

BONIFACE VIII. Ses prétentions effrayantes sur le temporel. Pour les soutenir, il n'a pas craint de corrompre un passage de S. Paul. II, 275 & suiv.

BRÉVIAIRES. Sont soumis à l'inspection du Magistrat Politique. I, 198.

BULLE *In caná Domini.* Ce que c'est ;

ce qu'elle contient. II, 305 & *suiv.* Tend à sapper la religion par ses fondemens. II, 314. Clause ridicule concernant sa promulgation. II, 315. Efforts des Evêques pour la faire recevoir en France. II, 320.

BULLE Unam Sanctam. Maximes effrayantes qu'elle contient. On n'a pas craint d'y corrompre un passage de S. Paul. II, 275 & *suiv.*

BULLE Unigenitus. Sentiment de Benoît XIV, sur cette pièce. II, 63 & *suiv.* Dans quel cas ce Pape juge criminelle la résistance que l'on oppose à ce décret. II, 78 & *suiv.* Contient une entreprise formelle sur le temporel des Rois. II, 305.

BUREAUX des décimes. Ce que c'est, de qui composés; par qui les membres sont & devroient être nommés. Nomment les députés à l'assemblée provinciale, pour nommer ceux qui composent l'assemblée générale. I, 281 & *suiv.*

C.

CAJETAN. Son sentiment sur le dépôt des clefs de l'Eglise. I, 80.

CANONS. L'Eglise a droit d'en établir. Bornes de ce droit. I, 427. Ceux qui sont adoptés dans le Royaume prescrivent l'administration

ministration du Viatique aux moribonds. II, 32. D'où sont tirés ceux qui composent le code de l'Eglise Gallicane. II, 112

CAPITULAIRES. Ceux qui ordonnent l'administration du Viatique aux moribonds; ont été faits du consentement du Clergé. II, 32, 33.

CATHÉCUMÈNES. Pourquoi on leur cachoit des mystères que l'on révéloit aux Païens. I, 408.

CENSURES *Ecclésiastiques*. En quoi consistent, leurs effets, formalités qui doivent les précéder. I, 353 & *suiv.* Voyez *Excommunication*,

CHARGES PUBLIQUES. Tous les biens temporels, sans aucune exception, y sont essentiellement sujets. I, 163 & *suiv.* Voyez *Biens*.

CHARLES-MARTEL. Fable singulière inventée à son occasion par les Evêques, dans la vûe de faire passer leurs biens pour sacrés. II, 219.

CHILPERIC III. On a faussement attribué sa déposition aux Papes, pour prouver leur autorité & leur puissance sur l'autorité & sur la personne des Rois. II, 287 & *suiv.*

CHRETIENS. Comme tels, nous ne sommes que voyageurs sur la terre, dont la

propriété appartient à la société civile. Nous n'avons donc aucuns droits sur cette terre, que ceux que cette société veut bien nous permettre. • I, 121 & *suiv.*

CHRYSOSTÔME (S.). N'accorde aux Ministres Ecclésiastiques d'autre pouvoir que celui de la persuasion. I, 65. Sa doctrine sur la soumission dûe aux Magistrats par les Ministres Ecclésiastiques. I, 140.

CLEFS DE L'EGLISE. La propriété en appartient au corps de l'Eglise; mais l'usage de leur pouvoir est réservé aux Pasteurs. I, 75 & *suiv.* 77 & *suiv.* Ce n'est pas aux Apôtres seuls que J. C. les a remises; mais à toute l'Eglise assemblée. I, 88 & *suiv.* Elles ont été remises à l'Eglise entière en la personne de S. Pierre. I, 96, 97. Pourquoi, appartenant au corps entier, ont-elles été mises aux mains d'un seul des membres? I, 99 & *suiv.* Sont autant de l'administration des simples Evêques, que de celle du Pape. Passages de l'Ecriture & des Pères sur cet objet. I, 77 & *suiv.* 102 & *suiv.* Comment l'exercice en étant exclusivement réservé aux Pasteurs, appartiennent-elles au corps entier de l'Eglise, composé des Pasteurs & des Fidèles? I, 82 & *suiv.* N'appartiennent pas dans le même

sens au corps entier & à ses ministres. I, 97. A quelle occasion J. C. les remit à l'Eglise. I, 359. Elles n'ont d'effet qu'autant que le sujet s'est lié ou délié lui-même. I, 40, 43 & *suiv.* C'est les profaner que de les employer pour la défense des biens temporels. I, 186, 187.

CLERGÉ. Quand les excommunications ont commencé à lui être réservées. I, 366. & *suiv.* A quel titre il a des prérogatives dans l'Etat : abus qu'il en a fait. II, 199 & *suiv.* A toujours beaucoup de crédit chez les barbares. II, 215. Comment scut, dans les tems barbares, attirer à soi de grands biens : abusoit, à cet effet, des textes saints-mêmes. II, 215 & *suiv.* Comment abusa de la religion pour se procurer des legs, & les conserver. II, 228 & *suiv.* Histoire des impôts auxquels ses biens ont été soumis. I, 257 & *suiv.* Sa résistance à les payer. I, 260 & *suiv.* 270. Ses précautions pour se ménager des prétextes, afin de s'exempter de tout impôt. I, 273 & *suiv.* Si, comme formant un corps dans l'Etat, il a des privilèges pour ses biens, il doit les faire valoir en justice réglée. I, 187 & *suiv.* Les députés qui composent l'assemblée générale ne sont pas les députés du Clergé.

I, 288 & *suiv.* Il est contraire à l'essence de son ministère qu'il ait une juridiction contentieuse. II, 253 & *suiv.* Causes & origine de l'universalité de la juridiction qu'il avoit usurpée. II, 256 & *suiv.* Ses entreprises sur la puissance & sur la personne des Souverains. II, 267 & *suiv.* Voy. *Assemblée du Clergé, Ecclésiastiques, Eglise, Evêques, Ministres.*

COMÉDIENS. Pourquoi la notoriété de fait suffit pour autoriser contre eux les refus publics des Sacremens. II, 19 & *suiv.*

COMMANDEMENS DE DIEU. V. *Dieu.*

COMMUNION. Voyez *Eucharistie.*

CONCILES. Ont commencé avec l'Eglise. I, 217. Leur objet, leur nécessité, I, 214. Leur puissance ne vient que de ce qu'ils exercent les droits de l'Eglise universelle. I, 96. Ne sont infailibles qu'autant qu'ils représentent le corps entier de l'Eglise. I, 90 & *suiv.* Pourquoi n'étoient pas soumis à l'inspection du Magistrat Politique avant Constantin : y sont-aujourd'hui essentiellement soumis. I, 229 & *suiv.* Quand ont commencé d'être *écuméniques.* Pourquoi ainsi nommés : quels furent les premiers *écuméniques.* Le Magistrat Politique les convoqua & y maintint la règle.

I, 219 & *suiv.* En quel sens sont soumis au Magistrat Politique. I, 233 & *suiv.* L'approbation dont le Magistrat Politique les revêt ne concerne pas le dogme ; mais seulement la canonicité de l'assemblée. I, 254. Ne sont pas toujours inspirés du Saint-Esprit. I, 243 & *suiv.* Le Magistrat Politique doit en connoître & en attester la canonicité. I, 415 & *suiv.* Les peuples ne peuvent en reconnoître les décisions que sur le témoignage que porte le Souverain touchant la canonicité de ces assemblées. I, 247 & *suiv.* Ceux sur lesquels le Magistrat Politique garde le silence, ne sont reçus, dans ses Etats, ni quant au dogme, ni quant à la discipline. I, 252 & *suiv.* Sont convoqués aujourd'hui par le Pape, mais de l'agrément des Souverains. I, 225 & *suiv.* Il y en a qui ont été assemblés contre le gré du Pape. I, 222, 223. L'Etat actuel de l'Europe n'a pas ôté au Magistrat Politique le droit d'affister aux Conciles & de les diriger. Ce droit dérive de l'essence des choses. I, 236 & *suiv.* Leurs entreprises sur le temporel. I, 262. Voyez *Basle, Nicée, Trente,*

CONCILES *nationaux.* Inspection du Magistrat Politique sur ces assemblées. I,

255. Différence essentielle entre ces Con-
ciles, & les assemblées du Clergé. I, 292.

CONFESSEURS. Le Magistrat Politique
peut empêcher que ce ministère ne soit
exercé par ceux qui en abusent contre la
société. II, 6 & suiv.

CONFIRMATION. Les refus qu'on en
pourroit faire ne sont soumis au Magistrat
qu'en cas de scandale. II, 5.

CONTRAT de Poissy. Son époque, son
objet, ses suites. I, 267 & suiv. Voyez
Assemblées du Clergé.

CORÉVÊQUES. Ce que c'étoit. Dans
quels cas pouvoient conférer les ordres. II,
115.

CRIME. Quand il est réputé caché. II,
225 & suiv.

CURÉS. Ne sont presque jamais au nom-
bre des députés pour l'assemblée générale
du Clergé. I, 282. Personne ne peut en-
seigner dans leurs Paroisses contre leur gré.
I, 292.

D.

DECIMES. Leur origine : comment sont
devenues un impôt ordinaire. I, 262 &
suiv. Combien de sortes : en quoi elles con-
sistent. I, 272 & suiv. Voyez *Receveurs des
décimes.*

Table des Matières. 343

DECLARATION du Clergé de 1682. L'assemblée qui la forma étoit compétente pour cette matière. I, 293 & suiv. Précis de ce qu'elle contient. I, 296

DÉCONFÈS. Ce que c'étoit. II, 244

DECRET de Gratien. A ruiné la discipline ecclésiastique : vues de cet ouvrage : son autorité. II, 112. A contribué au changement de la discipline sur l'administration de l'Ordre. II, 117. A transmis des monumens des entreprises des Papes sur la puissance & la personne des Rois. II, 280. La lecture en devroit être interdite. II, 297

DÉPUTÉS du Clergé. Voyez *Assemblées du Clergé.*

DIEU. Ses loix sur l'administration civile. I, 22. A refusé toute succession aux filles, tant qu'elles auroient des frères. I, 156. Ne s'est réservé aucun pouvoir coactif sur les ames. I, 39, 56. Ses commandemens n'ont aucun effet coactif. I, 49

DIMISSOIRES. Le Chapitre de Senlis confirmé dans le droit d'en donner à ses membres. II, 105

DISCIPLINE de l'Eglise. Doit se prêter à la police de l'Etat. I, 215. Droits du Magistrat Politique, sur ce qu'elle a d'extérieur. I, 422 & suiv.

DIVORCE. A eu lieu long-tems parmi les Chrétiens. II, 175 & *suiv.* 181 & *suiv.*

DIXME. N'est pas de droit divin parmi nous : son origine. II, 203 & *suiv.* Fable inventée dans le 8^e siècle, pour la faire payer. II, 207

DONATIONS. C'est de la loi seule que nous tenons le droit d'en faire. I, 158 & *suiv.*

DON-GRATUIT. Ce que c'est. Suites que peut produire cette expression. I, 274, 275

DOGME. L'Eglise n'en établit point : elle atteste seulement celui que Jésus-Christ & les Apôtres ont révélé, & qu'elle a conservé par la tradition. I, 330. Quand il est contesté, la tradition seule, attestée par les Pasteurs, le fixe. I, 216, 217. En quel sens il est soumis au Magistrat Politique. I, 401 & *suiv.* Il protège celui qui a été déclaré par un Concile canonique. I, 421. Il n'en est pas juge ; mais il en doit connoître, relativement à la tranquillité de ses Etats. I, 127. Il doit empêcher que les Ministres Ecclésiastiques n'y innovent rien. I, 410 & *suiv.*

DUCASSE. Son opinion sur le crime caché. Cas que l'on doit faire de cet Auteur. II, 125 & *suiv.*

E.

ECCLESIASTIQUES. Ce ne pas comme membres de l'Eglise qu'ils possèdent des revenus. Ces possessions sont incompatibles avec la qualité d'Ecclésiastiques, abstraction faite de toute autre qualité. I, 165 & *suiv.* Leurs biens ne peuvent jamais être soustraits à l'empire de la loi civile. I, 153 & *suiv.* Ces biens sont essentiellement soumis à cette loi. I, 172 & *suiv.* Elle peut, en cas que le bien public l'exige, dépouiller les Ecclésiastiques de leurs biens temporels. Preuves par la raison & par S. Augustin. I, 173 & *suiv.* C'est une absurdité que de prétendre qu'ils sont sous la protection de la religion. I, 181. C'en est une autre, de dire qu'ils sont libres d'impôts par la destination des fondateurs. I, 180. Leurs biens sont essentiellement assujettis aux charges publiques, sans que rien puisse les y soustraire. I, 163 & *suiv.* Une loi formelle qui les auroit affranchis de tout tribut seroit illusoire, & sans cesse révocable. I, 193. Le mariage n'a pas toujours été interdit aux Ecclésiastiques. Preuves par S. Paul & par les Conciles & les loix. II, 150 & *suiv.* Leurs entreprises sur la puissance & sur la personne

346 *Table des Matières.*

des Souverains. II, 267 & suiv. Voyez
Clergé, Eglise, Evêques, Ministres.

EGLISE. Motifs de son établissement. I, 27 & suiv. Nature de la société qui la compose : objet de cette société. I, 29. Elle forme une société de simples voyageurs ; auxquels le Magistrat Politique accorde librement passage sur les terres dont il est propriétaire. Elle n'a donc d'autres droits que ceux qu'il veut bien lui concéder. I, 121 & suiv. Est étrangère sur la terre. I, 148. Quelles sont les provisions de voyage des voyageurs qui la composent. I, 353. Si le Magistrat Politique lui refuse l'entrée dans ses Etats, comme il en a le droit, il faut qu'elle se contente de secouer la poussière de ses souliers, & de se retirer. I, 128 & suiv. Que doit-elle faire, pour mériter un passage libre & tranquille sur les terres du Magistrat Politique ? I, 403. Doit-elle au Magistrat Politique le compte le plus détaillé de sa doctrine & de ses mœurs. Elle l'a toujours rendu dans tous les tems. I, 404 & suiv. Révéloit aux Princes Païens des mystères qu'elle cachoit aux Cathécumènes. I, 407, 408. Sa doctrine & sa morale utiles pour ce monde & pour l'autre : c'est ce qui l'a fait admettre dans l'Empire. I,

410. Ses droits respectifs avec l'Empire

I, 422

Les simples fidèles, suivant le Concile de Basle, en font partie, ainsi que les Pasteurs. I, 90 & *suiv.* De quels membres elle est composée, suivant Bellarmin: I, 94 & *suiv.* N'est pas composée de ses seuls Ministres. I, 326. Elle n'est autre chose que le corps entier des fidèles; & les Ministres ne sont que ses subdélégués. Ils ne peuvent donc pas subdéléguer, pour représenter l'Eglise, I, 287. Abus & maux qui résultent de l'affectation avec laquelle on confond l'Eglise avec ses Ministres, ou le Clergé:

I, 181, 210, 270. II, 85.

Elle n'a, & ne peut avoir de force coactive. I, 31. L'idée de cette force répugne à sa nature. I, 42, 48, 49. Elle est incompatible avec la nature des êtres qui lui sont sujets. I, 32 & *suiv.* La liberté des âmes, ses seuls sujets, ne peut souffrir aucune atteinte. I, 36 & *suiv.* 55 & *suiv.* Voyez *Liberté*. N'a de domaine ni sur les actions, ni sur les choses, ni sur les personnes civiles. I, 369. Son empire ne s'étend que sur les esprits. Elle n'a donc de pouvoir qu'au moyen des armes qui peuvent déterminer les esprits; la persuasion, la prière; & les

graces qui résultent des Sacremens. Preuves par la raison, par l'Ecriture & par la tradition. I, 72, 116 & *suiv.* En quel sens son autorité peut s'étendre sur les corps. I, 134 & *suiv.* Le concours des corps, pour l'exécution des loix de l'Eglise lui donne-t-il quelque pouvoir sur ces mêmes corps ? I, 137 & *suiv.*

Dieu a interdit tout acte coactif aux Ministres de l'Eglise. I, 38, 404, 405. Les fonctions qu'il leur a attribuées ne forment point une puissance sur la terre. I, 40 & *suiv.* Il est impossible, suivant S. Chrysostôme, que les Ministres aient le pouvoir coactif. I, 65, 66. Les décisions de l'Eglise laissent à l'ame toute sa liberté. I, 42. La soumission aux peines que l'Eglise prononce n'est point de nécessité proprement dite : elle n'a donc point de pouvoir coactif. I, 43 & *suiv.* Ses décisions n'ont pas plus de force que les commandemens de Dieu, qui n'ont aucun effet coactif. I, 49. Les miracles des premiers tems, ne prouvent pas que l'Eglise ait un pouvoir coactif. I, 51 & *suiv.* L'effet des peines qu'elle prononce dépend des dispositions intérieures de celui contre qui elles sont prononcées. I, 37, 43 & *suiv.* L'objet pour lequel le ministère de l'Eglise a été

établi, n'étant que pour l'avenir, ce ministère ne peut avoir de pouvoir coactif. I, 59 & *suiv.* N'a pas plus de pouvoir que Jesus-Christ ne s'en est attribué. I, 62 & *suiv.* Comment l'homme est soumis à l'Eglise. I, 58, & *suiv.* Caractère essentiel de son pouvoir. I, 67. Ses droits sur ses membres. I, 353 & *suiv.* Sa puissance n'est qu'économique & paternelle. Lui en attribuer une autre, c'est l'outrager. I, 64 & *suiv.* C'est l'outrager, que de lui attribuer un pouvoir coactif, & de vouloir mettre le trouble par-tout. I, 50, 51, 71. Comment, n'ayant point de pouvoir coactif, elle peut faire observer ses loix. I, 357

Son autorité réside dans le corps entier : les Ministres ne l'exercent qu'en son nom ; I, 148. Le pouvoir d'enseigner, & toutes les autres fonctions du ministère lui appartiennent en propriété. I, 73 & *suiv.* Elle a reçu la propriété des clefs en la personne de S. Pierre. I, 96, 97. Est propriétaire de sa juridiction. Ceux qui l'exercent la tirent de l'Eglise. I, 98 & *suiv.* Elle seule borne les pouvoirs de ses ministres, suivant leurs différens degrés. Elle a donc la propriété des clefs. I, 104. Refuse tout pouvoir aux intrus dans le ministère : elle prive de leurs

pouvoirs les ministres légitimes qui en abusent. Elle a donc la propriété des clefs. I, 105. Ses ministres ne doivent faire que ce qu'elle feroit, & doivent faire tout ce qu'elle feroit, si elle agissoit. II, 41. C'est à elle qu'appartiennent les Sacremens, & non aux ministres. II, 93, 111. Elle a droit de veiller en corps sur l'administration de l'ordination; elle le faisoit dans les premiers tems. I, 102, 103 & *suiv.* Ce n'est cependant pas elle qui donne le pouvoir à ses ministres. I, 77

Elle n'établit point de nouveaux dogmes; elle déclare seulement ceux qui ont été révélés par Jesus-Christ & par ses Apôtres. I, 330. En quel sens, & relativement à quels objets elle est infallible. I, 330, 331. On nous donne souvent des décisions humaines, pour celles de l'Eglise. I, 332.

Son objet est d'inspirer l'amour des devoirs que l'ordre de la société civile impose. Les démarches des ministres, ne doivent donc jamais être en contradiction avec les règles de cet ordre. I, 108 & *suiv.* Entrant dans l'Empire, elle a formé un contrat avec le Magistrat Politique, par lequel elle s'est engagée à se renfermer dans les bornes des loix qu'elle a présentées au Ma-

Magistrat Politique, & qu'il a jugées pouvoir être pratiquées chez lui sans inconvénient. I, 128 & *suiv.* Droits que le contrat qu'elle a formé avec l'Empire donnent au Magistrat Politique sur sa doctrine. I, 409 & *suiv.* Doit au Magistrat Politique le compte le plus exact de tous les actes extérieurs du culte. I, 141 & *suiv.* Droits du Magistrat Politique sur sa discipline extérieure. I, 422 & *suiv.* Elle défend bien des choses, que la loi civile tolère. II, 184. Ne peut changer, sans le gré du Magistrat Politique, les réglemens qu'il a admis, quand il a contracté avec elle. II, 82 & *suiv.* Elle a droit d'établir des canons. Bornes de ce droit. I, 427. N'a pas le pouvoir d'apposer des empêchemens dirimens au mariage. II, 195. Doit plier sa discipline à la police de l'Etat. I, 215. Elle attend du Magistrat Politique qu'il arrête les attentats des Prédicateurs séditieux. I, 210. Le Magistrat Politique n'est point juge des vérités qu'elle enseigne. I, 402. Ses intérêts exigent que le Magistrat Politique impose silence aux Evêques sur certains objets. I, 418 & *suiv.*

Quand elle parle par elle, ou par ses députés, elle est infallible : mais le Souverain doit connoître & annoncer quand c'est

352 *Table des Matieres.*

elle qui a parlé. I, 415 & *suiv.*

L'hospitalité que le Magistrat Politique lui a donnée dans ses Etats, n'autorise ni l'établissement, ni la conservation des ordres religieux dont il ne veut pas. I, 314 & *suiv.* Essentiellement parlant, l'Eglise ne peut pas approuver un ordre religieux. I, 329 & *suiv.*

L'Eglise ne peut acquérir de propriétés temporelles, parce que la société civile ne peut pas transmettre à un autre corps cette propriété, que Dieu lui a donnée. I, 149 & *suiv.* Ces acquisitions répugnent à l'essence de l'Eglise. I, 151 & *suiv.* C'est donc fausement que l'on dit qu'elle a des biens temporels. I, 165 & *suiv.* Ce n'est pas de son consentement que ses ministres sont si riches. I, 182 & *suiv.* Ce n'est point à elle que les biens temporels de ses ministres ont été donnés; elle ne pouvoit les recevoir. I, 184 & *suiv.* Les biens des Ecclesiastiques ne lui appartiennent point, & ne peuvent lui appartenir. I, 185. Elle ne peut établir des règles, desquelles dépendent les droits temporels de la naissance. II, 162. N'ayant, & ne pouvant avoir de temporel à administrer, elle ne peut être représentée par les assemblées du Clergé. I, 285 & *suiv.* Voy. *Clefs.*

EGLISE GALRICANE. Sa doctrine sur le pouvoir du Pape & des Evêques. I, 87 & *suiv.* Calomniée par les Ultramontains sur sa croyance, au sujet des clefs de l'Eglise. I, 97 & *suiv.*

ELYMAS. Sa punition ne prouve pas que les Ministres Ecclésiastiques aient un pouvoir coactif. I, 51, 52

EMPÊCHEMENS DIRIMANS. L'Eglise n'a pas le pouvoir d'en apposer au mariage. II, 195

ENFANS. Ce n'est point du droit naturel qu'ils tiennent celui de succéder. I, 154 & *suiv.*

EUCCHARISTIE. Pourquoi nommée Communion. II, 7. Le refus public de ce Sacrement est subordonné à l'inspection, & à l'animadversion du Magistrat. II, 8 & *suiv.* Jesus-Christ en a fait une nourriture nécessaire à l'ame. Tous les fidèles y ont donc un droit incontestable. II, 11 & *suiv.* Les Fidèles l'emportoient dans leurs maisons, pour se l'administrer eux-mêmes à leur gré. II, 35 & *suiv.* Quoique les laïcs ne puissent plus se l'administrer eux-mêmes, les ministres ne doivent pas moins se conformer à l'esprit de l'Eglise, qui avoit établi cette liberté. II, 38 & *suiv.* Ne peut être

refusée qu'aux accusés convaincus par la procédure, ou par un aveu judiciaire. II, 23 & *suiv.* L'état intérieur de la conscience n'est pas un motif pour refuser celui qui demande publiquement ce Sacrement. II, 11 & *suiv.* 94 ; à moins que celui qui le demande ne soit judiciairement banni de l'Eglise. II, 34. Quand peut être refusée publiquement pour faute commise au moment où elle va être administrée. II, 49 & *suiv.* Le ministre n'est pas le juge arbitraire de la peine qui doit suivre un péché commis publiquement par celui qui est prêt à recevoir la communion. II, 50, 53.

EVÊQUES. Leur caractère est le même que celui qui fut imprimé par Jésus-Christ aux Apôtres, qui l'ont transmis jusqu'à nos jours. I, 76. L'administration des clefs leur appartient également qu'au Pape : passages de l'Ecriture & des Pères sur cet objet. I, 77, & *suiv.* 102, & *suiv.*

N'ont pas tous un pouvoir égal. Ils ne sont donc que ministres de l'Eglise, qui leur a distribué leur pouvoir. I, 104

Sont les témoins de la tradition, qui seule décide le dogme. I, 216, 217. Pourquoi forment seuls aujourd'hui les Conciles.

I, 243.

Un Evêque ne peut enseigner hors de son Diocèse, sans le consentement des autres Evêques & même des Curés. Ceux qui composent l'assemblée du Clergé ne peuvent donc pas faire de décisions doctrinales. I, 290 & suiv.

Ne sont que les dépositaires des Sacramens ; la propriété en appartient à l'Eglise. II, 111. Ne sont que les représentans de l'Eglise, & ne peuvent enseigner que ce qu'elle enseigneroit elle-même. I, 418 & suiv. Dans quel cas les Magistrats peuvent leur imposer silence sur certains objets, sans altérer le droit qu'ils ont d'enseigner. I, 418 & suiv. Quand les excommunications ont commencé à leur être réservées. Procédure qui avoit lieu dans ces commencemens. I, 366 & suiv.

L'ordination s'administroit anciennement, de leur consentement, par le corps sacerdotal, soit que l'Evêque fût présent, soit qu'il fût absent. II, 113. & suiv. Ne pouvoient ordonner aucun clerc, que sur le consentement du Clergé, & de l'avis des laïcs. II, 114 & suiv. Ont peu-à-peu dépouillé l'Eglise du droit de conférer en corps les ordinations. II, 120. Quand ont

commencé à avoir le droit exclusif de conférer les ordres. II, 117. Ne pouvoient autrefois refuser l'ordination sans un motif légitime. Moyens de se pourvoir contre leurs refus. II, 123. Ne sont pas les maîtres de refuser l'ordination à ceux qui ont un titre.

II, 125 & *suiv.*

Ne sont fondés ni en canons, ni en possession fort longue, à lier ou délier, à leur fantaisie, les pouvoirs de l'ordination. II, 96.

Leur approbation donnée à un ordre religieux ne lie point les mains du Magistrat Politique, s'il veut annuler cet ordre. I, 326.

N'ont trouvé, dans la succession des Apôtres, d'autres biens que le pouvoir de l'ordre : la possession de tout autre bien leur est interdite, comme successeurs des Apôtres. I, 166 & *suiv.* La pauvreté est de précepte pour eux. I, 167 & *suiv.* Ont divisé la succession des Apôtres ; ils ont gardé le pouvoir de l'ordre, & ont laissé la pauvreté à d'autres. I, 169. Doivent l'hommage au Roi, pour le temporel de leurs bénéfices. I. 179. La mission de ceux qui se trouvent aux assemblées du Clergé ne leur donne pas

plus d'autorité qu'aux députés du second ordre. II, 59.

Faisoient autrefois des testamens pour ceux qui n'ent avoient pas fait. II, 245. Leurs efforts pour faire recevoir en France la Bulle *In cænâ Domini*. Ont protégé fortement le livre de Bellarmin sur la puissance du Pape. II, 323. La plupart des Evêques de France, au lieu de s'opposer à la Légende de Grégoire VII, disent au Roi que son règne est fondé sur la catholicité. II, 325, & suiv. Voyez *Clergé, Ecclésiastiques, Eglise, Ministres*.

EVIDENCE *de fait*. Peut autoriser un refus public de Sacremens, si la faute le mérite en vertu des canons de l'Eglise. II, 49 & suiv.

EXCOMMUNICATION. Ses effets, soit que le condamné se soumette, soit qu'il ne se soumette pas. Ils dépendent des dispositions intérieures du condamné. I, 43 & suiv. Ces effets ne permettent pas de la prononcer sans avoir juridiquement convaincu le coupable. I, 355 & suiv. Procédure établie par Jesus-Christ qui doit la précéder. I, 358 & suiv. Les Apôtres, en la prononçant, se sont conformés à cette procédure. I, 361 & suiv. Elle étoit encore

358 *Table des Matières.*

en vigueur du tems de S. Augustin, I, 363 & *suiv.* L'excommunication *ipso facto* étoit ignorée dans les premiers siècles. Quand elle a commencé. Est contraire à l'esprit de l'Evangile, aux règles & à l'essence du gouvernement de l'Eglise. I, 360, 364. L'excommunication ne doit être lancée que du consentement présumé de toute l'Eglise. Les Apôtres le prenoient expressément, ce qui duroit encore du tems de S. Cyprien. I, 365. Quand a commencé à être réservée au Clergé. Procédure qui avoit alors lieu. I, 366 & *suiv.* Abus que les ministres en ont fait, pour se procurer les biens temporels : effets funestes qu'ils lui ont faussement attribués. Quand ces effets ont commencé à être restreints. I, 378 & *suiv.*

Doctrines de la France sur l'excommunication & sur ses effets. I, 383 & *suiv.* N'a d'effet que quand il y a lieu de présumer que l'Eglise l'auroit prononcée elle-même. I. 368 Ses effets civils. *Ibid.* & *suiv.* Ne doit pas dépendre du caprice d'un juge ecclésiastique. I, 394 & *suiv.* Est soumise à l'inspection du Magistrat Politique, qui peut & doit l'annuller, quand elle est lancée sans juste raison & sans forme, I, 387 & *suiv.*

Le Magistrat Politique doit à l'Eglise d'empêcher l'abus des excommunications. I, 394. La sorte d'infamie qu'elle imprime la soumet essentiellement à l'inspection & au pouvoir du Magistrat. I, 395. Péchés qui la méritent exclusivement. I, 389 & *suiv.* Les Rois y sont-ils sujets? I, 397 & *suiv.*

EXCOMMUNIÉ. Les autres Chrétiens doivent-ils éviter sa compagnie? I, 376 & *suiv.* Voyez *Excommunication.*

EXTRÊME-ONCTION. L'administration de ce Sacrement est soumise aux mêmes règles que celle de l'Eucharistie. II, 99

F.

FANATISME. Désordres qu'il cause. I, 420 & *suiv.*

FILLES. Peuvent être exclues des successions, sans que le droit naturel soit violé. I, 156

FOI. Cette vertu est la base de la société qui forme l'Eglise. Mais la foi ne s'acquiert que par les sens. Cette vérité donne-t-elle à l'Eglise un pouvoir sur les corps? I, 136 & *suiv.*

FRANÇOIS I. Comment a maintenu le dogme dans sa pureté. I, 411 & *suiv.*

G.

GRATIEN. Voyez *Décret*.

GREGOIRE VII. Ses prétentions sur le pouvoir temporel , réalisées en la personne de l'Empereur Henri IV. II, 289. Etablit la doctrine qui délie du serment de fidélité, les sujets d'un Roi excommunié. II, 297. On le canonise , pour avoir détrôné Henri IV. II, 325

H.

HARLAI. (Achille de) Belle parole de ce Magistrat. II, 324

HENRI IV , Empereur. V. *Grégoire VII*.

HENRI IV. Ce bon Roi est déclaré , par deux Papes , déchû de son droit à la Couronne. II, 300

HINCMAR. Sa doctrine , touchant le pouvoir du Magistrat Politique sur les biens des Ecclésiastiques. I, 179

HOMME (l') est essentiellement libre. I, 2. La nature l'a cependant assujetti à la subordination, en le forçant de vivre en société. I, 3 & suiv. Tout annonce que la nature l'a orné pour vivre en société. I, 7. Son état déplorable dans une solitude absolue. I, 5 & suiv. Comme être civil, il est propriétaire de la terre. Preuves. I, 21 & suiv.

Comme

Comme simple créature terrestre , n'a besoin que de l'ordre civil. I, 27 & *suiv.* Est soumis , de différentes manières , au sacerdoce & à l'empire civil. I, 58 & *suiv.* Ne peut être membre d'aucune société , même de l'Eglise , sans le secours des organes corporels. Cette circonstance donne-t-elle à l'Eglise un empire sur les corps ? I, 135 & *suiv.* Etant , en sa qualité de membre de la société civile , propriétaire de la terre , il ne peut transmettre cette propriété. L'Eglise ne peut donc pas l'acquérir. I, 149 & *suiv.*

J.

JESUS-CRIST a réservé la domination aux puissances de la terre ; & l'a totalement refusée aux Ministres Ecclésiastiques. I, 38. N'est pas venu pour juger , pour exercer un pouvoir temporel ; mais pour sauver le monde. I, 62. Déclare qu'il n'a point de pouvoir dans ce monde ; refuse toute fonction civile. I, 118. Donne l'exemple de la soumission que les Pasteurs doivent au Magistrat. I, 127. Donne , aux Apôtres , un précepte qui prouve que les Ministres Ecclésiastiques , comme tels , n'ont aucun droit sur la terre. I, 130. Rend compte de toute sa doctrine au Magistrat

Partie II.

Q

politique. I, 405. Interdit à l'Eglise tout acte de force coactive. I, 404, 405. Pourquoi, donnant les clefs à l'Eglise entière, les a remises dans les mains d'un seul. I, 99 & *suiv.*

Procédure qu'il a établie pour la peine de l'excommunication. I, 358 & *suiv.*

IMMUNITÉS. Histoire de celles dont les biens des Ecclésiastiques ont joui. I, 257 & *suiv.* Si le Clergé, comme formant un corps dans l'Etat, a des immunités pour ses biens temporels, il doit les défendre par les voies juridiques. I, 189 & *suiv.*

IMPÔTS. Histoire de ceux auxquels les biens du Clergé ont été soumis. I, 257 & *suiv.*

JUDAS fut communié, quoique notoirement coupable. Il n'avoit pas été jugé. II, 12 & *suiv.*

JURISDICTION. Il est contraire à l'essence du ministère Ecclésiastique que ceux qui en sont revêtus aient une juridiction contentieuse. II, 253 & *suiv.* Causes & origine de l'universalité de celle que le Clergé avoit usurpée, II, 256 & *suiv.* V, *Officia lités,*

L.

LÉGENDE. V. *Evêques.*

LESCHASSIER. Histoire de son différend avec le Clergé. II, 105 & *suiv.*

LICINIUS. Suites de la persécution de ce tyran quant aux refus public des Sacre-
mens. II, 27 & *suiv.*

LIBERTÉ. Sa définition. I, 31. Est essen-
tielle à l'homme. En quoi elle consiste ; ses
effets. I, 2. Celle de l'ame ne reçoit au-
cune atteinte par les décisions de l'Eglise.
I, 42. Est sujette à l'impression de deux
nécessités ; l'une morale, & l'autre physi-
que. Importance de les bien distinguer. En
les confondant, on risque d'outrager l'E-
glise. I, 49 & *suiv.* C'est à son exercice
qu'est attaché le salut, auquel on ne par-
vient que par les mérites qui ne peuvent
s'acquérir que par un être libre. L'idée du
pouvoir coactif répugne donc à la nature
de l'Eglise. I, 42, 48, 49, 55 & *suiv.* 61
& *suiv.*

LITURGIES sont soumises à l'inspection
du Magistrat politique. I, 198

LOI. Tous les sujets sont obligés de
s'y soumettre. I, 25. Quand elle est une

fois régulièrement rendue & publiée, rien n'en peut arrêter l'exécution. I, 190. Elle est l'arbitre de la propriété de tous les biens; ou plutôt elle en est la véritable propriétaire: on ne peut lui ravir, & elle ne peut abdiquer l'empire résultant de cette propriété. Les biens des Ecclésiastiques sont donc essentiellement soumis à son autorité, & ils ne peuvent lui être soustraits. I, 153 & *suiv.* 172 & *suiv.* Aucun privilège ne porte atteinte à son empire sur les biens temporels. I, 175

LOI PRIMORDIALE DE LA SOCIÉTÉ. Si quelque loi particulière la gêne, elle se rétablit d'elle-même par son propre ressort,

I, 160

M.

MAGISTRAT POLITIQUE, Fondemens naturels de son pouvoir, I, 3 & *suiv.* Fondemens politiques. I, 12. En quoi consiste ce pouvoir, *Ibid.* Comment l'homme lui est soumis, I, 58 & *suiv.* Le concours des fonctions de l'ame, pour l'exécution de ses loix, lui donne-t-il quelque pouvoir sur les ames? I, 137. N'a d'action que sur les corps, & sur la conduite extérieure. I, 142. Devoirs respectifs entre lui & ses sujets. I, 24 & *suiv.* Causes du respect & de la reconnois-

Force qui lui sont dûs. I, 26. Nature de son pouvoir : il est essentiellement & toujours coactif. I, 33 & *suiv.* 47, 56. L'objet de son pouvoir étant pour le moment present, la force coactive lui est nécessaire. I, 59. Cette force réside absolument & essentiellement dans sa main. Il a une inspection exécutive sur les actes extérieurs de l'Eglise. I, 148

Ses droits respectifs avec l'Eglise. I, 422. Se contente de l'exécution extérieure de ses loix : les ministres ecclésiastiques en doivent inspirer l'amour. I, 108 & *suiv.* Est propriétaire de la terre, sur laquelle il accorde un passage à l'Eglise. L'Eglise n'a donc de droits que ceux que le Magistrat veut bien lui concéder. I, 121 & *suiv.* Peut refuser d'admettre l'Eglise dans ses états ; & elle doit alors secouer la poussière de ses souliers, & se retirer. I, 128 & *suiv.* A quelles conditions le Magistrat Politique a accordé à l'Eglise le passage sur ses terres : il doit veiller à l'exécution de ces conditions. I, 403. A formé un contrat avec l'Eglise, en l'admettant dans ses états. Il s'est engagé à protéger les loix sous lesquelles elle a promis de se conduire, & qu'il a cru devoir & pouvoir adopter. I, 128

366 *Table des Matieres.*

& suiv. Peut , & doit connoître à fonds la doctrine , le dogme , le gouvernement , les mystères de l'Eglise & tout ce qui se passe dans ses assemblées. C'est un peuple entier d'étrangers , dont il doit connoître les vues dans le plus grand détail. **I** , **126** & *suiv.* Doit exiger , de la part de l'Eglise , le compte le plus exact de tous les actes extérieurs du culte. Il a ce droit à titre de propriétaire du pays , & à titre de Chrétien. **I** , **141** & *suiv.* Son droit d'inspection , sur la doctrine de l'Eglise , naît du contrat qu'il a fait avec elle. **I** , 409 & *suiv.* Peut & doit empêcher que les Ecclésiastiques ne touchent aux réglemens qu'il a admis , quand il a contracté avec l'Eglise. **II** , **82** & *suiv.* Prévarique doublement , quand il souffre que les Ministres Ecclésiastiques sortent des bornes de leur pouvoir. **I** , **132**

En quel sens le dogme lui est soumis. **I** , 401 & *suiv.* N'a de pouvoir que sur l'exercice extérieur de la religion , il n'en a point sur la croyance. **I** , 402. S'est engagé à ne pas souffrir que personne , les Ministres mêmes de la religion , enseignent rien de nouveau , en matière de dogme. Comment François **I** s'est acquité de ce devoir. **I** , 410 & *suiv.* Ne passe point les bornes de son pouvoir.

quand il s'oppose à la publication d'un dogme nouveau. I, 414 & *suiv.* Peut & doit imposer silence sur les objets qu'il n'est pas sûr que l'Eglise ait décidés. I, 417 & *suiv.* L'abus qu'il peut faire de son droit d'inspection sur la doctrine de l'Eglise ne détruit pas son droit. I, 408, 409

A inspection sur les prières qui se font publiquement dans les Eglises ; sur les liturgies, les breviaires, les rituels, &c. I, 197 & *suiv.* Sur les Prédicateurs, soit quant à la manière dont ils exercent leur ministère, soit quant aux matières qu'ils doivent traiter dans le besoin. I, 200 & *suiv.* Son pouvoir sur les actes nécessaires au salut. Quant à ceux qui n'y sont pas nécessaires, il peut les prohiber. I, 315

La nature de sa puissance lui donne droit, & lui impose la nécessité d'exiger, en toute hypothèse, la soumission des Ministres Ecclésiastiques à ses loix, pour les actes extérieurs de la religion. I, 140 & *suiv.* S'il abuse de ce pouvoir, les Ministres ne peuvent opposer à sa puissance, que la foi : toute autre résistance est criminelle. I, 144. N'est comptable de l'abus de son pouvoir qu'à Dieu seul. I, 146

Ses droits sur la discipline extérieure de

l'Eglise. I, 422 & *suiv.* Peut & doit annuler toute excommunication lancée sans juste raison, & sans forme. I, 387 & *suiv.* Doit à l'Eglise d'empêcher l'abus des excommunications. I, 394

Ses droits sur l'administration extérieure des Sacremens. I, 425 & *suiv.* A droit d'inspection sur les refus publics des Sacremens. II, 2. A droit de connoître de la justice, ou de l'injustice de ces refus. II, 82 & *suiv.* Doit, à double titre, en réprimer les injustices. II, 86. Peut enjoindre d'administrer les Sacremens, & commettre un Ministre, au défaut de celui qui refuse. II, 92 & *suiv.* Sert efficacement l'Eglise, quand il fait ces injonctions. II, 95. A droit de veiller sur l'administration du Sacrement de l'Ordre. II, 102, 120 & *suiv.* Motifs de son droit d'inspection sur ce Sacrement. II, 133 & *suiv.* Peut & doit mettre des bornes au nombre des Ecclésiastiques. Les Empereurs & les Rois l'ont fait. II, 135 & *suiv.* Son pouvoir sur le mariage des Clercs. II, 158. -- Sur le mariage en général. II, 160 & *suiv.* A droit d'empêcher les confesseurs d'exercer leur ministère, quand ils en abusent contre la société. II, 6 & *suiv.*

Assemblée les premiers Conciles écuméniques, & y maintint la règle. I. 219 & *suiv.* Pourquoi n'avoit point inspection sur les Conciles tenus avant Constantin. I, 229 & *suiv.* A essentiellement droit d'inspection sur ces assemblées. I, 231 & *suiv.* En quel sens il a cette inspection. I, 233 & *suiv.* L'état actuel de l'Europe ne lui a pas fait perdre le droit d'assister aux Conciles, & de les diriger : ce droit dérive de l'essence des choses. I, 236 & *suiv.* Ce n'est que sur son témoignage, touchant la canonicité d'un Concile, que les peuples peuvent se soumettre aux décisions de ce Concile. I, 247 & *suiv.* 415 & *suiv.* Les Conciles, sur lesquels il garde le silence, ne sont reçus, dans ses états, ni quant au dogme, ni quant à la discipline. I, 252 & *suiv.* L'approbation qu'il donne aux Conciles ne concerne point le dogme ; mais seulement la canonicité de l'assemblée. I, 254. Il protège le dogme déclaré par un Concile Canonique. I, 421. Son droit d'inspection sur les Conciles Nationaux & Provinciaux. I,

255

Peut exclure & bannir tout ordre religieux de ses états. I. 314 & *suiv.* Peut défendre à chacun de ses sujets de faire des

Q v.

370 *Table des Matieres.*

vœux en religion. I, 318. Peut, dans tous les cas possibles, détruire un ordre religieux introduit dans ses états. I, 332 & *suiv.* V. *Ordre Religieux. Vœux.*

MARIAGE. N'est pas essentiellement incompatible avec l'Ordre. II, 146 & *suiv.* N'a pas toujours été interdit aux Ecclésiastiques. Preuves par Saint Paul, par les Conciles & par les Loix. II, 150 & *suiv.* Pouvoir du Magistrat politique sur celui des Clercs. II, 158

Comment ce Sacrement est subordonné au Magistrat politique. II, 160 & *suiv.* Il ne faut pas confondre le Sacrement avec le contrat. II, 160 & *suiv.* Ne doit ses effets civils qu'à l'observation des loix civiles. II, 162 & *suiv.* Les mariages ont été long-tems, même parmi les Chrétiens, entièrement exempts de l'influence des Ecclésiastiques. II, 163 & *suiv.* Quand la loi civile a commencé d'imposer la nécessité du Sacrement, pour la validité du mariage. II, 184 & *suiv.* La loi peut affranchir ce contrat de la nécessité du Sacrement. II, 191 & *suiv.* Celui des hérétiques & des infidèles est bon, même parmi nous, quoique célébré suivant un rit prophane. II, 192. Etoit autrefois dissous par l'adultère,

II, 189. Il n'est pas au pouvoir des Ecclésiastiques de refuser arbitrairement de l'administrer. II, 195 & *suiv.* L'Eglise n'a pas le pouvoir d'y apposer des empêchemens dirimans. *Ibid.* Les Ecclésiastiques avoient mis un impôt bien singulier sur les nouveaux mariés : peines qu'eurent les Magistrats à déraciner cet abus. II, 208 & *suiv.*

MINISTRES *Ecclésiastiques.* Leurs pouvoirs & leurs fonctions. I, 30. Dieu leur a interdit tout acte coactif. I, 38. Les fonctions qu'il leur a attribuées, ne forment point une puissance sur la terre. I, 40 & *suiv.* N'ont pas plus de pouvoir que J. C. Quel pouvoir s'étoit-il réservé? I, 64. Tienent de Dieu, & non pas de l'Eglise, le pouvoir des clefs. I, 75 & *suiv.* Le pouvoir ministériel n'a d'autre source que l'institution directe de J. C. I, 98 & *suiv.*

N'ont que l'administration, & non la propriété des clefs. Preuves par faits. I, 104 & *suiv.* L'Eglise refuse tout pouvoir à ceux qui sont *intrus* : elle en prive les ministres légitimes, quand ils en abusent. Elle a donc la propriété des clefs. I, 105. Les ministres sont obligés de gouverner suivant les règles établies par l'Eglise. Elle a donc

la propriété des clefs. I, 106. Ce n'est pas à eux, mais à l'Eglise, qu'appartiennent les Sacremens. II, 93. Ils n'en font que dépositaires. II, 111.

Ne sont que les mandataires de l'Eglise, & ne peuvent faire que ce qu'elle feroit, si elle agissoit. I, 73 & *suiv.* Et doivent faire tout ce qu'elle feroit II, 41.

En quel sens leur autorité peut s'étendre sur les corps. I, 134 & *suiv.* Le concours des corps pour l'exécution des loix ecclésiastiques donne-t-il aux ministres quelque pouvoir sur ces mêmes corps ? I, 137 & *suiv.*

Sont les Pasteurs du troupeau qui forme l'Eglise. Ce troupeau n'est composé que de voyageurs sur la terre, dont la société civile est propriétaire. Ils n'ont donc de droits extérieurs que ceux que le Magistrat Politique veut bien leur accorder. I, 121 & *suiv.* Doivent aux loix politiques l'obéissance la plus exacte. Preuves tirées de l'Ecriture & des Pères. I, 108 & *suiv.* Le contrat formé entre l'Eglise & le Magistrat Politique oblige celui-ci à les contenir dans les bornes de l'autorité qu'ils ont reçue de J. C. Elle n'a de rapport qu'aux esprits. I, 131 & *suiv.* Excès auxquels ils se portent, quand le Magistrat Politique ne les contient pas. I,

134. Doivent , en toute hypothèse , la soumission au Magistrat Politique , pour les actes extérieurs de la religion , ils ne peuvent opposer que la foi à sa puissance : toute autre résistance est criminelle. I, 144. Ne peuvent , en aucun cas , se soustraire à l'obéissance due au Souverain , par tous ses sujets. II, 89 & *suiv.* Combien il est important que les Magistrats veillent sur les instructions qu'ils donnent aux peuples. II, 240.

En ne les considérant que comme Ministres Ecclésiastiques , toute possession temporelle leur est interdite. I, 165 & *suiv.* Les fidèles leur doivent la subsistance : autrefois , ils la fournissoient par des offrandes volontaires. Comment cet usage a été changé. I 169 & *suiv.* Ce n'est pas du consentement de l'Eglise qu'ils sont si riches. Leurs qualités temporelles lui sont indifférentes. I, 182 & *suiv.* A quel titre ils possèdent des biens temporels. I, 184 & *suiv.* Prophanent les armes de l'Eglise , quand ils en font usage pour défendre leur temporel. I, 186, 187 , Voy. *Clergé , Ecclésiastiques , Evêques.*

MIRACLES. Quel étoit leur but ; pourquoi ont cessé , I, 52 , 53. Ne prouvent pas que l'Eglise ait un pouvoir coactif ; ils n'ont point la liberté de penser. I, 53

374 *Table des Matières.*

MŒURS. Les mœurs extérieures des sujets sont soumises aux règles du Magistrat Politique. I, 323

N.

NATURE. Ce n'est point d'elle que nous tenons nos possessions : elle n'a donc pû les soumettre à aucune loi. I, 154 & *suiv.*

NAVARRÉ. N'appartient à l'Espagne que par concession des Papes. II, 302

NOTORIÉTÉ. De combien de sortes. II, 49 & *suiv.* Leurs différens effets. II, 81. Principes sur cette matière, établis par le ministère public. II, 44 & *suiv.*

NOTORIÉTÉ *de fait*. N'est pas l'évidence de fait. II, 49 & *suiv.* Quoique constante, ne suffit pas pour opérer un refus public de Sacremens. Preuve tirée de la communion de Judas & de l'autorité des Pères. II, 13 & *suiv.* Rejetée par S. Augustin. II, 16 & *suiv.* Proscrite par l'Eglise. I, 384 & *suiv.* Pourquoi on en fait usage contre les Comédiens. II, 19 & *suiv.*

NICÉE (Concile de) doctrine de ce Concile sur le refus public des Sacremens aux apostats. II, 27 & *suiv.*

O.

OFFICIALITÉS. Ne sont pas des tribu-

naux de l'Eglise. Leur compétence peut être étendue ou restreinte à la volonté du Roi. II, 89 Ne sont point compétentes pour juger des refus publics des Sacremens. *Ibid.*

& *suiv.*

OFFRANDES. Abus qu'en sçut faire le Clergé, dans des tems barbares. II, 215 & *suiv.*

ORDINATION. Confère à celui qui la reçoit le pouvoir indéfini d'administrer les Sacremens. L'usage où sont les Evêques de lier & de délier ce pouvoir à leur gré ; n'est fondé ni en canons, ni en usage ancien. II, 96. Se faisoit ordinairement par le Collège sacerdotal, tant en l'absence ; qu'en présence de l'Evêque ; mais toujours de son consentement. II, 113 & *suiv.* Quand ont commencé à être nulles, n'étant pas faites par les Evêques en personne. II, 118. L'Eglise n'y admettoit personne sans un titre & une administration ecclésiastique. On ne pouvoit alors les refuser sans un motif légitime. Comment on se pourvoyoit contre ces refus. II, 123 & *suiv.* V. *Ordres.*

ORDRES. Effets de ce Sacrement sur celui qui le reçoit, par rapport à l'Eglise, & par rapport à la société. II, 101 & *suiv.* Quand le pouvoir de les conférer a été ex-

376 *Table des Matières.*

exclusivement réservé aux Evêques. II, 117.

Un crime caché n'est pas un obstacle à la promotion aux ordres, pour celui qui a un titre ecclésiastique. II, 124. L'Eglise en corps a droit de veiller sur l'administration de ce Sacrement. Elle le faisoit dans les premiers tems. II, 102, 103 & *suiv.* Le Magistrat politique a droit de veiller sur l'administration de ce Sacrement. II, 102 & *suiv.* Prérogatives civiles qui résultent de ce Sacrement. Ces prérogatives doivent engager les souverains à borner le nombre des Ecclésiastiques. II, 134 & *suiv.* Quand l'Eglise conféroit elle-même ce Sacrement elle ne l'administroit qu'à ceux qui avoient un titre. II, 132. Ce Sacrement n'est pas essentiellement incompatible avec celui du mariage. II, 146 & *suiv.*

ORDRES de Grace. Ce que c'est. L'Evêque peut les donner, ou les refuser à son gré. II, 131

ORDRES de Justice. L'Evêque ne peut les refuser sans motif légitime. II, 125 & *suiv.*

ORDRES RELIGIEUX. Peuvent, en bien des points, préjudicier à la société. Le Magistrat politique peut donc refuser de les admettre, ou les rejeter quand il les a ad-

mis. I, 316 & *suiv.* Un ordre admis une fois, dans l'Etat, peut-il être ensuite détruit par l'Etat, & les membres déliés de leur vœu. I, 320 & *suiv.* L'approbation qu'un Ordre a reçu des Evêques, ne prive point le Magistrat politique du droit de l'annuller. I, 326. Un Ordre ne paut pas, essentiellement parlant, être approuvé par l'Eglise. I, 329 & *suiv.* Quoiqu'institué par un Saint, peut être fort mauvais, quand même des Saints s'y feroient engagés & y auroient vécu. I, 327 & *suiv.* Le Magistrat politique peut, dans tous les cas possibles, détruire un Ordre Religieux introduit dans ses états. I, 332 & *suiv.* Détail d'une partie des vices qui peuvent forcer le Magistrat politique à le détruire. I, 326 & *suiv.*
V. *Magistrat politique. Vœux.*

P.

Pape. N'est pas plus dépositaire des clefs, que les autres Evêques. Passages de l'Ecriture & des Pères, sur cet objet. I, 77 & *suiv.* 102 & *suiv.* Ce n'est point manquer à ce qui lui est dû, que de lui refuser l'infailibilité. II, 77

Concile Ecuménique convoqué contre le gré du Pape, juge contre son opinion.

378 *Table des Matieres.*

222, 223. Convoque aujourd'hui les Con-
ciles ; mais de l'agrément des Souverains.

I, 225 & suiv.

Entreprises des Papes sur le temporel.
I, 261 & suiv. 264, 265. Font un article
de foi de leur puissance sur la personne
des Rois. II, 290. Leurs prétentions sont
contraires aux progrès de la foi. II, 273.
Comment sont nées, & se sont accrues
leurs entreprises & leurs succès sur la puis-
sance & sur la personne des Rois ; jusqu'où
ils les ont portées. II, 267. Deux, de sui-
te, déclarent Henri IV. déchû de son droit
à la couronne. II, 300. Affectent un des-
potisme outré. II, 315. Leur conduite avec
le Roi est en contradiction avec leur doc-
trine sur leur puissance. II, 318. Refusent
opiniâtrément au Roi la qualité de Roi de
Navarre. II, 303

PASTEURS. V. *Ministres.*

PAUL (S.) a reçu l'ordination par le
ministère de l'Eglise ; & l'a toujours confé-
rée de même. II, 103 & suiv.

PAUL IV. Bulle funeste de ce Pape. II,
298

PAUVRETÉ. Est de précepte pour les
Evêques. I, 167 & suiv.

PÉNITENCE. Les refus de ce sacrement

ne peuvent être subordonnés au Magistrat politique, qu'en cas de scandale public.

II, 5 & suiv.

PETAU. (le P.) Son sentiment sur le dépôt des clefs de l'Eglise. I, 80

PIERRE (S.) a reçu les clefs de l'Eglise conjointement avec les autres Apôtres. Passages de l'Ecriture & des Pères sur cet objet. I, 77 & suiv. Pourquoi a reçu les clefs qui étoient données à l'Eglise entière. I, 99 & suiv. Défend aux Pasteurs tout esprit de domination, & déclare qu'il n'a lui-même aucun droit de dominer. I, 199

POUVOIRS. Ne sont pas nécessaires pour administrer en cas de nécessité. II, 97

PRÊTRE. Le pouvoir d'administrer les Sacremens est essentiellement attaché à son ordre. II, 96. Pouvoit conférer l'ordination, comme délégué de l'Evêque. II, 115

PRESBITERIUM. Signifie, dans S. Paul, le Collège des Prêtres d'une église particulière. II, 110

PRÉDICATEURS. Sont soumis à l'inspection du Magistrat politique, soit quant à la manière dont ils exercent leur ministère; soit quant aux matières qu'ils doivent traiter, suivant les circonstances. I, 200 & suiv. Combien ont abusé de leur minis-

rière , pour fomentier les troubles. Loi de Henri IV. sur cet objet. I, 203 & *suiv.*

PREScription. Ne s'acquiert point contre l'essence des choses. Le Clergé n'a donc pû prescrire l'immunité de ses biens.

I, 192

PRIÈRES *publiques.* Sont soumises à l'inspection du Magistrat. I, 197 & *suiv.* Pourroient être cause de bien des troubles, si elles étoient soustraites à l'inspection du Magistrat politique.

I, 99, 200

PRIVILEGES. Ne portent aucune atteinte à l'empire de la loi civile sur les biens temporels.

I, 175

PROPRIÉTÉ. Origine du droit de propriété particulière. I, 20. C'est elle qui nous attache à la société.

I, 19

PROSTERNÉS. Ce que c'étoit dans la primitive Eglise.

II, 29

PUISSANCE TEMPORELLE. On a corrompu un passage de S. Paul, pour attribuer cette puissance au Pape. II, 275 & *suiv.*

Q.

QUATRE-TEMS. Origine du jeûne qu'on se pratique ces jours-là.

II, 113

RECEVEURS *des Décimes.* Leur établissement. Rendoient compte à la Chambre des Comptes.

I, 266

REFUS publics des Sacremens. V. *Benoît XIV, Eucharistie, Magistrat politique, Viatique.*

RELIGION. N'est établie que pour les ames. I, 27 & *suiv.* S'il n'y avoit pas d'éternité, la Religion n'auroit pas d'objet ; & les vertus civiles suffiroient à l'homme. II,

121, 122

RÉPUDIATION. Ce que c'est. A eu lieu long-tems parmi les Chrétiens. II, 175 & *suiv.*

RITUELS. Sont soumis à l'inspection du Magistrat politique. I, 198

RODOLPHE. Son repentir d'avoir accepté le trône de l'Empereur Henri IV, de la main de Grégoire VII. II, 296

ROI. Dans l'énumération que fait Samuel des droits qui lui appartiennent, on trouve des choses injustes. I, 145, 146. Loin de perdre des droits, il en a acquis, en se faisant Chrétien. II, 84. Suivant la doctrine monstrueuse des Papes, le Roi de France est excommunié, & par conséquent déchu de sa couronne. II, 318. Les Rois sont-ils sujets à l'excommunication ? I, 397. & *suiv.*

S.

SACREMENS. Appartiennent à l'Eglise ;

& non aux Ministres. II, 93. Tous les membres de l'Eglise ont droit d'y participer, s'ils ne sont excommuniés. II, 1. Droits du Magistrat Politique sur leur administration extérieure. I, 425 & *suiv.* Les refus publics des Sacremens déshonorent ceux qui les éprouvent; & à ce titre, le Magistrat Politique doit les réprimer. II, 87, 89, 91. Le Magistrat Politique peut enjoindre de les administrer, & commettre un ministre au défaut de celui qui refuse. II, 92 & *suiv.* C'est servir l'Eglise, que d'enjoindre à ses ministres de les conférer à ceux qui les demandent publiquement. II, 95. *Voy. Eglise, Officialités, Magistrat Politique.*

SAINT. Peut instituer un ordre fort mauvais & y vivre. I, 327 & *suiv.*

SALVIEN. Sophismes de cet auteur, pour forcer tous les fidèles à donner tout leur bien au Clergé. II, 233 & *suiv.*

SERMONS. Voyez *Prédicateurs.*

SIÈGE. (S.) Voyez *Pape.*

SILENCE. Le Magistrat Politique peut & doit l'imposer sur les objets qu'il n'est pas assuré que l'Eglise ait décidés. I, 417 & *suiv.*

SOCIÉTÉ CIVILE. Son origine. I, 1. Sa constitution. I, 2 & 3. L'homme est forcé;

par la constitution, & dans tous les âges, d'y vivre. I, 3 & *suiv.* La nature a fait l'homme pour y vivre. Toutes les facultés dont il est orné le prouvent. I, 7. Dieu l'a expressément établie. I, 16. Causes naturelles du partage du genre humain en différentes sociétés. I, 10 & *suiv.* Ce partage est l'ouvrage de Dieu même. I, 18 & *suiv.* Son objet est purement temporel. I, 13 & *suiv.* N'est point, intrinséquement parlant, nécessaire au culte divin. *Ibid.* Est propriétaire de la terre. I, 18 & *suiv.* Ne peut pardonner à personne aucune faute commise contre l'ordre qui la constitue. I, 355 & *suiv.*

SOUVERAIN. Peut seul régler les contributions que chacun doit aux charges publiques. I, 164. Voyez *Magistrat Politique.*

SUBORDINATION. La nature l'a établie entre les hommes. I, 3 & *suiv.*

SUCCESSIONS. La loi seule les a réglées, & a pû les faire passer à qui elle a voulu, sans considérer même les enfans. I, 154 & *suiv.*

SUJETS. Devoirs respectifs entre eux & le Souverain. I, 24 & *suiv.*

T,

TERRE. Dieu l'a donnée en propriété à la société humaine. I, 19 & *suiv.* 22

TESTAMENS. Motifs qui ont déterminé la loi à nous en permettre l'usage. I, 61.
C'est de la loi seule que nous tenons le droit d'en faire : elle a donc pû régler notre pouvoir, à cet égard, comme elle a voulu. I, 161 & *suiv.* C'est plutôt la loi, que le testateur qui les rédige. I, 162

Il n'y a aucun cas, selon Salvien, où l'on ne doive tester de tout son bien, au profit du Clergé. II, 235 & *suiv.* Furent une des sources de richesses du Clergé, qui forçoit les mourans de tester en sa faveur. II, 227 & *suiv.* Ceux qui ne testoit pas au profit du Clergé étoient voués à l'anathême, & privés des Sacremens. II, 243. Peines qu'ont eues les Tribunaux à arrêter le cours de ces abus. II, 246

TOSTAT. Son sentiment sur le pouvoir des Ministres Ecclésiastiques. I, 98 & *suiv.*

TRADITION, est seule juge du dogme. I, 216, 217

TROIS CHAPITRES. Jugés contre l'opinion du Pape par un Concile écumenique assemblé contre son gré. II, 222, 223

TRENTE (le Concile de) ne fut pas libre de prononcer sur la résidence des Evêques. I, 235. Sa doctrine sur le mariage des Clercs. II, 156

VIATIQUE,

V.

VIATIQUE. Est soumis , quant aux refus publics , aux mêmes règles que la Communion à la sainte Table. II , 25 & *suiv.* Voy. *Eucharistie.* Est plus indispensable que la Communion ordinaire. II , 26 & *suiv.* Etoit administré , dans la primitive Eglise , aux pécheurs mêmes qui étoient dans les liens de la pénitence publique. II , 29 & *suiv.* Les canons reçus dans le Royaume , & les capitulaires , font une loi de l'administrer aux moribonds. II , 32 & *suiv.* Doit être administré indépendamment de l'intérieur du malade. Preuves tirées de l'ancienne discipline de l'Eglise. I , 35 & *suiv.*

ULTRAMONTAINS. Leur opinion sur l'autorité du Pape réfutée. I , 85 & *suiv.* Calomnient l'Eglise Gallicane sur sa doctrine , au sujet des clés de l'Eglise. I , 97 & *suiv.* Suites funestes de leur doctrine erronée. I , 189

UNIGENITUS. Voyez *Bulle.*

VŒUX en religion. Ne sont pas nécessaires au salut. Le Magistrat Politique peut donc en empêcher , ou en borner l'usage dans ses Etats. I , 316 , 314. Ceux faits contre le gré & contre les loix du Magis-

386 *Table des Matières.*

trat Politique sont nuls. I, 318 & *suiv.* Sont toujours subordonnés à l'obéissance due au Souverain; & sont nuls, quand ils imposent des engagemens qui s'en écartent. I, 322 & *suiv.* Quoiqu'émis dans un ordre admis, sont nuls, s'ils ne sont conformes aux règles de la loi civile. I, 323. Sont un véritable contrat subordonné aux loix essentielles. I, 324. Quoique d'un ordre spirituel, ils sont nuls, s'ils peuvent engendrer des maux temporels. I, 325. Conduite que doivent tenir ceux qui se sont engagés par des vœux, dont le Magistrat Politique proscriit ensuite l'exécution. I, 335. Voyez *Magistrat Politique. Ordre Religieux.*

USURIERS. Quoique publics, ne peuvent être rejetés publiquement de la sainte Table. II, 22

Y.

YVES DE CHARTRES. Sa doctrine sur le refus public de la Communion. II, 16, 23

Fin de la Table des Matières.

ANT 1.316.334

BIBLIOTECA NAZ.

XV

B

12

NAPOLI

